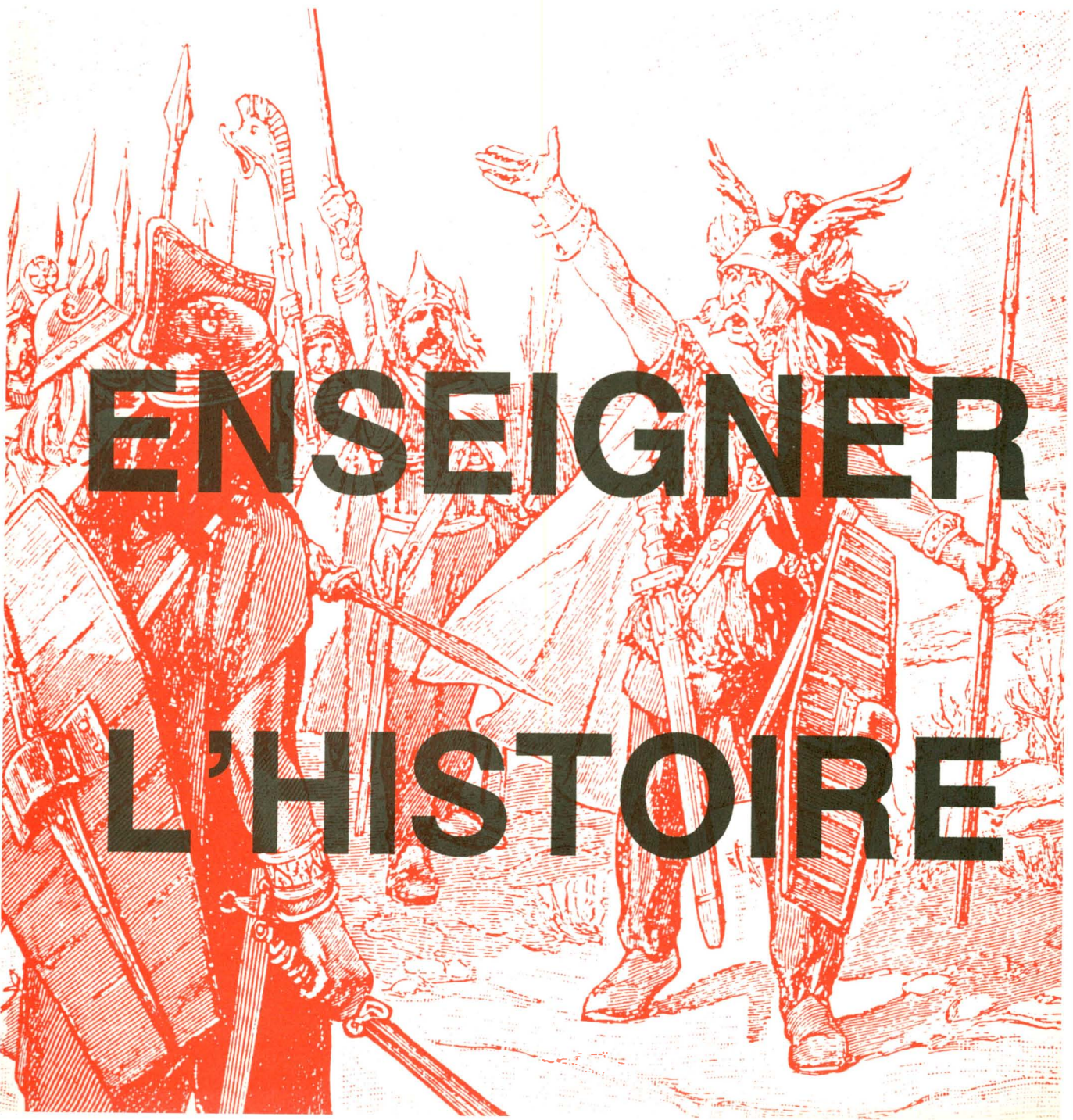


Cité

N° 28 - 40 F

Revue de la Nouvelle Citoyenneté



ENSEIGNER

L'HISTOIRE

SOMMAIRE

N° 28 - 3^e trimestre 1996 - ISSN 0756-3205 - Com. paritaire N° 64853

■ Editorial.....	3
------------------	---

DOSSIER « Enseigner l'histoire »

■ Histoire et citoyenneté par le professeur Antoine Prost.....	5
■ Étude du cas français par Alexandre Renaud	13
■ Vercingétorix : le mythe national a un visage par Ludovic Galfo	23
■ Quand l'idéologie façonne l'histoire par Véronique Hallereau.....	41
■ Ruanda : Le matin profond d'une « renaissance » par Alexandre Massonnet	49

MAGAZINE

■ Débats et controverses : Comment être Lebesque ? par Bertrand Renouvin.....	61
■ Contre un roman moral par Alexandre Renaud	69
■ La violence par David Saint-Aimé	79

Directeur de la publication : Yvan AUMONT

Imprimé par nos soins, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Ont participé à la rédaction de ce numéro : Ludovic Galfo, Véronique Hallereau,
Alexandre Massonnet, Antoine Prost, Alexandre Renaud, Bertrand Renouvin, David Saint-Aimé.

Réalisation technique : Yvan Aumont, Claudiu Bunduc, Alain-Paul Nicolas.

A nos amis

Cette nouvelle livraison de *Cité* prouvera aux sceptiques que notre revue est repartie d'un bon pied. Encore faut-il maintenant que l'intendance suive et que nous reconstituions notre capital d'abonnés singulièrement écorné par quatre ans d'interruption.

Cela ne sera possible que si nos abonnés actuels - c'est à dire VOUS qui lisez ces lignes - nous apportent leur aide. D'abord, bien sûr, en renouvelant votre propre abonnement dès la première relance, mais aussi en faisant connaître la revue dans votre entourage. Pour cela vous pouvez soit nous commander des numéros supplémentaires (28 F au lieu de 40 F pour les personnes déjà abonnées), soit souscrire à un abonnement "double" qui vous permettra de recevoir deux exemplaires de la revue à chaque parution.

Nous rappelons enfin que *Cité* est l'expression d'une réflexion menée en toute liberté et que l'on ne doit pas y chercher une quelconque « orthodoxie doctrinale ». En revanche nous serons heureux d'accueillir vos réactions sous forme de lettres ou d'article dans notre nouvelle rubrique « débats et controverses ».

Yvan AUMONT

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE COMMANDE

à retourner à « Cité », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
règlement à l'ordre de « Cité », CCP 23 982 63 N Paris

NOM/Prénom :

Adresse :

Code postal/Ville :

☐ **souscrit un abonnement**

☐ Un an (4 numéros) Normal :140 F

☐ Un an (4 numéros) Double
(2 ex. à chaque parution) :230 F

☐ Un an (4 numéros) Soutien :250 F

☐ Un an (4 numéros) Tarif pour l'étranger :160 F

☐ Deux ans (8 numéros) Normal :250 F

☐ **commande les numéros suivants (35 F le numéro) :**

.....

Éditorial

L'histoire divise, l'histoire unit. Certains y voient le pilier fondamental de toutes les démarches humaines, d'autres la rendent coupable de ralentir le progrès. Et puis il y a le regard de la littérature... Oscar Wilde aime et déteste sentir le poids du passé, convenant que nous ne sommes jugés qu'au regard de ce que nous laissons.

Pour ou contre l'histoire en tant que matière à penser l'homme d'aujourd'hui et de demain au regard de son ascendance, nul ne peut se tenir à en faire l'économie lorsqu'elle nourrit la politique, la société, naturellement la culture des peuples et des nations. La culture y puise ses critères du beau, la politique sa vision du juste, la société... rien de moins que sa raison d'être.

Mais qu'en est-il des valeurs objectives de cette pyramide symbolique ? Notre histoire ne serait-elle pas qu'une mauvaise tour de Babel, contrainte au mensonge permanent par l'accumulation ethnocentrique ? Enfin, toutes les histoires ne seraient-elles pas simplement des vérités, parce que significatives au regard de celui qui les reconnaît ? Si cela est le cas, qu'en est-il de l'avenir d'une histoire universelle à l'heure des villages planétaires ?

Voilà qui intéresse *Cité*, en ce sens que le citoyen, en se rendant responsable de son avenir individuel et collectif, se doit aussi d'être responsable du patrimoine dont il a hérité, individuellement et collectivement. La folie est grande à penser que du passé l'on peut faire table rase, la folie est également grande lorsque l'histoire se prostitue pour des causes de noblesse bancale. Les grands hommes trébuchent, le sentiment collectif se fissure, l'humanisme et la tradition, parce que l'humanisme est une tradition, sont tournés en ridicule : et le populisme se pose là, qui tient l'état de siège des esprits en dérive, à la manière d'une chiromancienne lisant l'avenir à partir de rien.

ÉDITORIAL

Partant des mauvais usages de l'histoire, nous verrons ses limites à guider l'homme, car enfin, l'invention de l'avenir est aussi une utopie qui se fabrique un peu chaque jour. A l'heure où les paradigmes identitaires et ethniques rejaillissent un peu partout, l'histoire des peuples n'intéresse pas que des déchirures passées ; si Vercingétorix est un outil au service de l'idéologie française, si l'école républicaine porte haut les fiertés des luttes qui ont fait la France, si l'Union Soviétique vécut longtemps au rythme d'une histoire trop arrangée, il ne faut jamais perdre de vue que le temps se bâtit encore. Si la France paraît avoir atteint un degré de stabilité politique et social temporairement remarquable, il convient de se pencher sur ces liens que la grande histoire, celle des déchirements et des révolutions fait vibrer encore. L'ancienne Union Soviétique aura laissé un merveilleux chaos pour l'analyste. Si l'on se penche sur la réalité ruandaise également, voilà qui déploie sous nos yeux, en un temps on ne peut plus contemporain, les mécanismes de la quête identitaire d'une nation qui commence juste de se retrouver dans ses peuples. Et puis, la défunte Yougoslavie qui nous rappela combien il est dangereux de jouer outrancièrement avec l'histoire. Les hommes sont ainsi faits que la terre de leurs morts les attache à la défendre, et la pérennité des traditions leur procure un sentiment d'immortalité. Derrière l'histoire, il y a l'homme, et en cela, elle intéresse la démarche de chacun.

CITÉ

Histoire et citoyenneté

Nous sommes particulièrement heureux et fiers d'accueillir dans les colonnes de *Cité* le professeur Antoine Prost. Outre sa chaire à l'université Sorbonne-Paris I, il est directeur du centre de recherche d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, dans le cadre duquel il officie également en tant qu'enseignant-chercheur.

Diplômé de l'École normale supérieure, de l'Institut d'Études politiques et de la faculté de Lettres de Paris, Antoine Prost est l'auteur de nombreux ouvrages d'histoire politique et sociale, portant sur des questions contemporaines « classiques » : *Histoire du peuple français 1931-1947*, *La CGT à l'époque du Front populaire*, *Les anciens combattants et la société française*, ou plus immédiates, *Les lycées et leurs études au seuil du XXI^e siècle*, *L'enseignement s'est-il démocratisé ?*, *Éducation, société et politiques*. Enfin, auteur de *Douze leçons sur l'histoire*, c'est par évidence qu'Antoine Prost s'imposait dans le cadre de ce numéro.

Entre l'enseignement de l'histoire et la citoyenneté, il existe un lien ancien et profond, mais qui semble aujourd'hui se dénouer. On se propose ici de réfléchir à la nature de ce lien, aux raisons qui ont présidé à son établissement et à celles qui commandent son relâchement (1).

L'histoire au service du civisme républicain

Il ne va pas de soi qu'on doive enseigner l'histoire dans toutes les classes des écoles, des collèges et des lycées. C'est une tradition française qu'on ne retrouve pas, par exemple, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Dans ces pays, les enfants et adolescents peuvent n'avoir d'histoire enseignée qu'une seule année.

■ (1) Cet article reprend certains développements de la conclusion d'un livre que j'ai récemment publié : *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Éd. du Seuil, 1996.

Si l'on devait en effet enseigner tout ce qui le mériterait, il faudrait enseigner toutes les sciences, toutes les langues, tous les savoirs, et la vie n'y suffirait pas. Il faut choisir entre l'anglais et le chinois, entre la biologie et l'astronomie, et le choix n'est pas affaire de valeur scientifique mais d'utilité sociale. L'histoire est enseignée parce qu'elle est apparue comme le meilleur moyen de former des citoyens. En un double sens, et pour des raisons différentes dans le primaire et dans le secondaire.

Tout d'abord, on attendait de l'histoire qu'elle développe l'identité nationale, en faisant partager aux écoliers un légendaire commun qui les rendrait fiers d'être français. L'école primaire républicaine visait à susciter l'esprit républicain et le patriotisme. La Révolution dont s'inspire la République a fondé la dignité du citoyen dans l'égalité des droits et des devoirs ; elle a fait de la France le phare de l'humanité : une nation-citoyenne au patriotisme épuré. L'objectif n'était pas seulement d'apprendre des connaissances précises, mais encore de partager des sentiments. « *L'amour de la patrie ne s'apprend point par coeur, il s'apprend par le coeur* », disait Lavis. Et encore : « *N'apprenons point l'histoire avec le calme qui sied à l'enseignement de la règle des participes. Il s'agit de la chair de notre chair et du sang de notre sang* » (2). L'histoire a bien pour but de susciter l'adhésion à des valeurs civiques et patriotiques ; elle est maîtresse de citoyenneté.

L'enseignement de l'histoire répond aussi en France, notamment dans le secondaire, à un second engagement, plus profond peut-être, et qui déterminait le choix des programmes. Son objectif était de faire comprendre le fonctionnement politique et social d'une nation ou d'un peuple : comment les évolutions sont-elles rendues possibles ? comment deviennent-elles inéluctables ? comment les forces sociales et politiques se constituent-elles ? comment les décisions sont-elles prises et pourquoi ?

Ce projet était civique et républicain. Si par le légendaire national, la saga des rois de France, l'épopée révolutionnaire et impériale, l'histoire était facteur de cohésion, elle visait aussi simultanément une fonction critique. Le savoir est une arme, et l'histoire, en expliquant comment la nation s'était constituée, cherchait à fournir aux citoyens les moyens de se faire leur propre opinion sur l'évolution politique et sociale du temps. Elle prétendait donner aux Français les outils intellectuels nécessaires pour adopter une position indépendante et motivée dans le domaine politique et social. A ce titre, elle était tout ensemble libératrice et fondatrice de civisme.

■ (2) Cité par Pierre Nora, « Lavis, instituteur national », in *Les lieux de mémoire, I La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. 283.

Nul n'a mieux formulé cette ambition que Seignobos (3). Son ambition est de rendre l'élève « *capable de prendre part à la vie sociale* », d'accepter les changements nécessaires et d'y contribuer dans l'ordre. Pour cela, il faut lui faire comprendre la société dans laquelle il vivra. C'est l'apport propre de l'enseignement historique.

L'histoire est plus capable qu'aucune autre discipline de former les citoyens d'abord parce qu'elle est « *une occasion de montrer un grand nombre de faits sociaux ; elle permet de donner des connaissances précises en matière de société* ». Elle permet d'acquérir les « *notions fondamentales de la politique et l'habitude de se servir avec précision du vocabulaire politique* », ce qui rend l'élève beaucoup plus apte à « *comprendre une société, c'est-à-dire à apercevoir les rapports qui unissent entre eux les hommes qui la forment : la division en classes, l'organisation du gouvernement, le recrutement du personnel, la répartition des opérations, le mécanisme des fonctions* ». Nous sommes ici dans l'ordre des connaissances : l'histoire est justifiée comme propédeutique du social.

Mais Seignobos va plus loin et il explicite ce qui, dans l'histoire est formation même du citoyen républicain :

« L'homme instruit par l'histoire a vu dans le passé un si grand nombre de transformations, et même de révolutions, qu'il ne s'effare plus quand il en voit une dans le présent. Il a vu plusieurs sociétés subir des changements profonds, de ceux que les gens compétents déclaraient mortels, et qui ne s'en portent pas plus mal. [...] Cela suffit pour le guérir de la peur du changement et du conservatisme opiniâtre à la façon des tories anglais. »

L'homme instruit par l'histoire aura appris aussi que les différentes parties d'un régime social et politique ne sont pas également sujettes aux transformations. [...] Il aura appris que l'organisation sociale et le droit privé sont plus stables et se modifient plus lentement que le régime du gouvernement central. Quand il prendra part à la vie publique, il saura ce qu'on peut espérer changer vite et ce qu'on ne peut modifier que graduellement. [...] »

■ (3) Charles Seignobos, « *L'enseignement de l'histoire comme instrument d'éducation politique* », conférence du Musée pédagogique, 1907, repris dans *Études de politique et d'histoire*, Paris, PUF, 1934, pp. 109-132. J'ai publié de larges extraits de ce texte dans *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n° 2, avril 1984.

Cette propédeutique du civisme républicain par l'histoire impliquait le choix de certains sujets plutôt que d'autres. Elle donnait une priorité à l'histoire contemporaine d'une part, et à l'histoire politique d'autre part, mais pas exclusivement. Les sujets privilégiés étaient en réalité ceux qui expliquent comment les hommes ont fait l'histoire, ceux qui concernent

l'action des individus, des groupes, des institutions, dans des situations sociales qu'ils transforment. L'histoire du Moyen-Âge ou de l'Antiquité pouvaient également y contribuer en faisant ressortir, par différence, l'originalité du présent, et surtout en habituant à appliquer, dans des contextes variés, le mode de raisonnement par lequel on comprend comment fonctionne une société. L'histoire ne se limite pas au passé proche parce que son raisonnement est transposable d'une époque à l'autre.

Paradoxalement, les historiens des *Annales*, qui combattaient Seignobos, loin de récuser cette fonction sociale de l'histoire, l'ont enrichie, ouverte et élargie. Pour former des citoyens conscients, il est utile, en effet, d'expliquer la réalité des forces profondes, notamment économiques, qui gouvernent l'évolution sociale. La connaissance des déterminismes économiques et sociaux ne débouchait pas, pour les historiens souvent marxistes de cette génération, sur l'attente passive d'évolutions inéluctables, mais sur une réorientation de l'action citoyenne vers de nouveaux enjeux, plus décisifs. L'histoire restait maîtresse non seulement de citoyenneté, mais de civisme.

L'histoire au service de la mémoire

Les choses changent quand l'histoire se replie sur des sujets plus limités, avec comme ambition de décrire des fonctionnements plus subjectifs, des représentations plus personnelles ou, si elles sont sociales, qui n'ont pas de prise directe sur l'évolution macro-sociale. L'histoire se donne alors pour fonction de répondre à des curiosités autres, qui n'ont de rapport avec notre présent que d'être celles de nos contemporains. Pierre Nora a mis en lumière ce basculement qui résulte, au milieu des années soixante-dix, d'une double évolution de l'histoire et de la société. D'une histoire qui perd ses certitudes et s'interroge sur sa propre histoire ; d'une société saisie par la croissance et brusquement coupée de ses racines. Du coup le rapport de l'une et de l'autre au passé se retourne.

L'histoire traditionnelle s'était construite sur une continuité : « *la vraie perception du passé consistait à considérer qu'il n'était pas vraiment passé* » (4). Le passé était encore à l'oeuvre dans le présent, et c'est pourquoi il était important de l'élucider : l'histoire éclairait naturellement le présent.

Ce rapport du présent au passé s'est cassé. « *Le passé nous est donné comme radicalement autre, il est ce monde dont nous sommes à jamais coupés* » (5). L'histoire se construit sur la conscience aiguë, chez les historiens, d'une coupure radicale et des obstacles à surmonter pour l'abolir.

■ (4) Pierre Nora, « Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux », in *Les lieux de mémoire, I La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. XXXI.

■ (5) Pierre Nora, *ibid.*

La société, quant à elle, leur demande de ressaisir ces objets perdus, dans leur authenticité vécue plus que dans leur structuration logique ; ils reçoivent pour mission de faire résonner de nouveau la voix des acteurs et de montrer le paysage, avec ses couleurs et son exotisme. Le succès du *Montaillou* d'Emmanuel Le Roy Ladurie (1975) signale de façon emblématique cette rencontre entre la demande actuelle d'histoire et une nouvelle façon de l'écrire. L'itinéraire de son auteur, de la fresque macro-sociale à la monographie, récapitule celui de beaucoup de collègues.

Le rapport de l'histoire et de la mémoire s'en trouve inversé. L'histoire qu'on appellera par commodité « traditionnelle », c'est-à-dire celle qui se faisait avant le basculement mémoriel des années soixante-dix, s'emparait de la mémoire nationale et républicaine pour la structurer et l'enraciner dans une continuité longue. L'histoire actuelle est plutôt mise au service de la mémoire, comme le traduit bien l'injonction du « devoir » de mémoire adressée aux historiens et qui définit leur fonction sociale présente.

Or l'histoire et la mémoire s'opposent terme à terme. Pierre Nora l'a dit mieux que quiconque (6) :

« L'histoire est la reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus. La mémoire est un phénomène toujours actuel, un lien vécu au présent éternel ; l'histoire, une représentation du passé. Parce qu'elle est affective et magique, la mémoire ne s'accommode que de détails qui la confortent ; elle se nourrit de souvenirs flous, télescopants, globaux ou flottants, particuliers ou symboliques [...]. L'histoire, parce que opération intellectuelle et laïcisante, appelle analyse et discours critique. La mémoire installe le souvenir dans le sacré, l'histoire sourd d'un groupe qu'elle soude, ce qui revient à dire, comme Halbwachs l'a fait, qu'il y a autant de mémoires que de groupes ; qu'elle est par nature, multiple et démultipliée, collective, plurielle et individualisée. L'histoire, au contraire, appartient à tous et à personne, ce qui lui donne vocation à l'universel. La mémoire s'enracine dans le concret, dans l'espace, le geste, l'image et l'objet. L'histoire ne s'attache qu'aux continuités temporelles, aux évolutions et aux rapports des choses. La mémoire est un absolu et l'histoire ne connaît que le relatif. »

■ (6) Pierre Nora, « Histoire et mémoire », in *Les lieux de mémoire, I La République*, p. XIX-XX.

Faire l'histoire était se libérer de la mémoire, mettre en ordre ses souvenirs, les replacer dans des enchaînements et des régularités, les expliquer et les comprendre, transformer en pensé un vécu affectif et

émotionnel. L'ancien combattant qui visite les plages du débarquement, à la recherche du rocher qui l'a abrité des balles allemandes, est dans l'ordre de la mémoire, des souvenirs qui le submergent. L'histoire est dans le musée voisin, mémorial ou historial, où le visiteur, qui ne peut plus éprouver les émotions des anciens combattants, acquiert un savoir sur la bataille.

Le rapport entre histoire et mémoire est complexe. A certains égards, elles sont complémentaires, la mémoire donnant vie et chair à ce que l'histoire saisit de façon intellectuelle et froide. A d'autres égards, elles sont antagonistes. L'esprit critique de l'histoire s'inscrit à l'encontre des certitudes naïves de la mémoire qui lui est toujours suspecte. Comme le dit Pierre Nora, la mission vraie de l'histoire est de détruire et de refouler la mémoire. Elle est « *dé légitimation du passé vécu* ».

L'histoire traditionnelle ne libérait donc pas seulement le citoyen en lui donnant les clés de la compréhension du présent. Elle l'affranchissait aussi de la tutelle des souvenirs. L'histoire était libération du passé. L'homme, écrivait Marrou (7) ne se libère pas du passé qui pèse obscurément sur lui par l'oubli, « *mais par l'effort pour le retrouver, l'assumer en pleine conscience de manière à l'intégrer* ». En ce sens, « *l'histoire apparaît comme une pédagogie, le terrain d'exercice et l'instrument de notre liberté* ». Lucien Febvre ne pensait pas autrement : « *oublier est une nécessité pour les groupes, pour les sociétés qui veulent vivre. Pouvoir vivre. Ne pas se laisser écraser par cet amas formidable, par cette accumulation inhumaine de faits hérités* ». L'histoire est « *un moyen d'organiser le passé pour l'empêcher de trop peser sur les épaules des hommes* ». Elle libère les hommes du passé parce qu'elle réorganise ce passé à partir du présent : « *c'est en fonction des besoins présents qu'elle récolte systématiquement puis qu'elle classe et groupe les faits passés. C'est en fonction de la vie qu'elle interroge la mort* » (8).

Notre société ne craint plus d'être submergée par le passé, mais de le perdre. Un immense mouvement commémoratif la saisit. Du millénaire capétien (1987) au bicentenaire de la Révolution française (1989), du cinquantenaire du débarquement (1994) au 1 500^e anniversaire du baptême de Clovis (1996), nous sommes envahis par la commémoration du passé.

La « commémorativité » qui nous frappe et qui requiert des historiens une contribution à la fois experte et légitimante, va de pair avec une vague patrimoniale sans précédent. L'année du patrimoine, lancée par hasard en 1980, fut un immense succès, que renouvellent chaque année les journées du même patrimoine. Dans toutes les régions, se multiplient les musées les plus

■ (7) H.-I. Marrou, « *De la connaissance historique* », p. 274.

■ (8) Lucien Febvre, « *Vers une autre histoire* », 1949, in *Combats pour l'histoire*, p. 437.

divers. On conserve les vieilles voitures, les vieilles bouteilles, les vieux outils. Jeter devient impossible.

Détruire, plus encore. La loi de 1913 sur les monuments « historiques », visait ceux qui présentaient un intérêt national, monumental ou symbolique : les cathédrales, les châteaux de la Loire et les maisons Renaissance. Aujourd'hui, la procédure s'est prodigieusement étendue : on classe le marbre du café où Jaurès fut assassiné, des crèches du XIX^e siècle, etc. Il suffit que l'opinion attache une importance symbolique à un lieu pour qu'il soit préservé : on a ainsi « sauvé » la façade de l'Hôtel du Nord, quai de Jemmapes, en souvenir du film de Carné, bien que celui-ci ait été tourné en studio. Et il faut de longues explications pour couper de vieux arbres dangereux et les remplacer. Un mot d'ordre parcourt ainsi notre société : « *Touche pas à mon passé* ».

Nous sommes donc envahis, submergés par un patrimoine proliférant, qui n'est plus d'aucune façon constitutif d'une identité commune, mais se fragmente en une multitude d'identités locales, professionnelles, catégorielles dont chacune exige d'être respectée et cultivée. L'histoire nationale a cédé la place à une mosaïque de mémoires particulières, « *cet album de famille découvert depuis trente ans avec attendrissement et pieusement enrichi de toutes les trouvailles du grenier, immense répertoire de dates, d'images, de textes, de figures, d'intrigues, de mots et même de valeurs [...] dont le pouvoir mythique s'est fait mythologie familiale...* » (9). L'inventaire ou la collection, qui conservent pieusement la trace du passé sans en dégager nécessairement le sens, acquièrent une légitimité supérieure. Les trois « *figures dominantes de notre univers culturel actuel* » sont le musée, l'encyclopédie et le guide (10).

L'historien au carrefour

Se diffuse ainsi un goût et une demande d'histoire multiforme, dont la multiplication des généalogistes apporte la confirmation. La recherche des racines, précipite nos contemporains dans le culte nostalgique du passé. Ils demandent une histoire mémorielle, identitaire, qui les divertisse du présent et sur laquelle ils puissent s'attendrir, ou s'indigner. L'histoire qu'ils attendent est lieu de mémoire : fuite du présent et peur de l'avenir. A récuser cette demande, l'historien s'enfermerait dans un ghetto académique et s'interdirait d'exercer toute influence sur son temps.

■ (9) Pierre Nora, « L'ère de la commémoration », in *Les lieux de mémoire, III Les France*, Gallimard, 1992, p. 1010.

■ (10) Jacques Rancière, « Histoire et récit », *L'histoire entre épistémologie et demande sociale*, p. 200.

Mais, d'autre part, l'histoire est un outil pour le présent ; « *pour être préparé à ce qui vient vers nous, il est nécessaire non seulement de nous*

rappeler certains événements passés, mais d'anticiper (notez que je ne dis pas prédire) le futur. [...] Le souvenir du passé et l'anticipation des événements futurs marchent ensemble, vont main dans la main... » (11).

Il y a là un enjeu non seulement pour l'histoire, mais pour la société. Le culte du passé répond à l'incertitude de l'avenir et à l'absence de projet collectif. Assurément, la ruine des illusions messianiques et des grands projets fondés sur des idéologies, constitue un progrès de la lucidité politique. Mais il n'y a pas de projet collectif possible sans éducation historique des acteurs et sans analyse historique des problèmes. Notre société de mémoire pense que, sans histoire, elle perdrait son identité ; il est juste de dire qu'une société sans histoire est incapable de projet.

Le défi que les historiens doivent désormais relever, est de transformer en histoire, la demande de mémoire de leurs contemporains. C'est en fonction de la vie qu'il faut interroger la mort, disait fortement Lucien Febvre. On fait valoir sans cesse le devoir de mémoire ; mais rappeler un événement ne sert à rien, même pas à éviter qu'il ne se reproduise, si on ne l'explique pas. Il faut faire comprendre comment et pourquoi les choses arrivent. On découvre alors des complexités incompatibles avec le manichéisme purificateur de la commémoration. On entre surtout dans l'ordre du raisonnement, qui est autre que celui des sentiments, et plus encore des bons sentiments. La mémoire se justifie à ses propres yeux d'être moralement et politiquement correcte, et elle tire sa force des sentiments qu'elle mobilise. L'histoire exige des raisons et des preuves.

Les désastres auxquels conduit sous nos yeux l'affirmation identitaire invitent à la prudence : à tout prendre, il est préférable que l'humanité se conduise en fonction de raisons que de sentiments. C'est pourquoi l'histoire ne doit pas se mettre au service de la mémoire ; elle doit certes accepter la demande de mémoire, mais pour la transformer en histoire. Si nous voulons être les acteurs responsables de notre propre avenir, nous avons d'abord un devoir d'histoire.

■(11) Jacques Rancière, « Histoire et récit », *L'histoire entre épistémologie et demande sociale*, p. 227.

Antoine PROST

Enseigner l'histoire

Étude du cas français

- ... *il est tout à fait exact que l'histoire n'est qu'un recommencement.*
- *Espérons que non, m'écriais-je. Je ne voudrais pas me trouver mêlé, cette nuit, aux événements de cette autre nuit fameuse.*
- *Je pense, dit Voltaire en riant, que nous pouvons dormir tranquilles. L'histoire refuse de bisser.*

(*Sodome et Gomorrhe*, Curzio Malaparte)

Vers l'enseignement de l'histoire

Des deux protagonistes de Malaparte, les inquiétudes ont-elles un sens ? L'histoire se répète-t-elle ? Suit-elle des lois qui en permettent l'étude objective, ou bien n'est-ce-qu'un flot capricieux, sans éthique ni bon sens... un long poème qui refuse de bisser ?

Si l'histoire se répète, alors il est crucial de l'enseigner, pour en corriger les erreurs... connaître le passé pour préparer l'avenir. Mais si elle ne se répète pas, quelles conclusions tirer des faits, sinon leur faire dire ce qui nous arrange au gré d'anachronismes et d'amalgames naïfs ou dangereux ? Nous partirons du sage principe qu'il y a un peu des deux...

Depuis l'antiquité, l'histoire connaît une vocation instructive. Originellement déjà, elle se veut porteuse de leçons, s'adresse en principe aux élites, en finalité aux empereurs.

Avec Tite-Live, l'histoire antique se pose en science critique. Ce dernier entend montrer que la République est bonne en soi, mais qu'elle a été trahie. Tacite prône également ce retour au système républicain, usant de l'analyse historique comme d'un accablant constat de la décadence de l'Empire. Pour l'un comme pour l'autre, les enjeux sont politiques, point ici de volonté érudite.

ENSEIGNER L'HISTOIRE

Si l'on suit grossièrement le fil tendu de l'art et la manière d'enseigner l'histoire, le Moyen-Age apparaît comme l'étape décisive du passage de la politique au savoir érudit. La science est alors affaire de clercs, elle devient un pilier de l'érudition médiévale, pose les principes d'une morale universelle. Le S.A.L.I.P.I.A, sigle dont chaque lettre désigne l'initiale d'un pêché capital est tout entier démontré par l'histoire du monde. C'est alors une science morale qui est enseignée aux étudiants de Paris ou Bologne.

Avançant à grands pas, nous aborderons ensuite Bossuet comme l'auteur remarquable d'une oeuvre historique dont la finalité est toute entière l'enseignement. Cette histoire universelle, dont tout le savoir est destiné à former le Dauphin, fils de Louis XIV, est axée sur la nature divine et légitime de l'exercice du pouvoir royal. L'érudition et le politique se mêlent inextricablement, la morale aussi est présente ; l'histoire reste une affaire d'élite dont l'étude a des buts avoués ; confirmer l'ordre du monde pour la pérennité des hommes et des institutions. L'enseignement existe aussi en dehors de la cour du roi ; la lecture en est le fondement, usant de supports allant de la Bible aux contrats de famille en passant par les contes de Perrault. L'enseignement est individuel et très limité. Il faudra attendre la fin du XVII^e siècle pour que Jean-Baptiste de La Salle propose un mode d'enseignement simultané et collectif, fondé sur un même livre pour chaque élève.

Au cours du XIX^e siècle, l'idée s'affirme d'une histoire des peuples, universelle, placée au-dessus des hommes et du pouvoir. La Révolution est passée par là. Michelet (1), Augustin Thierry célèbrent le triomphe du peuple révolutionnaire ; les dialecticiens reprennent ces principes et les organisent... L'histoire devient un amas de mécanismes dont l'évolution serait objective ; pour Hegel, l'homme n'est qu'un moyen, l'histoire se fait par lui. Elle est en quête de l'Idée, cette conception pure et originelle du monde. Marx part du même principe, mais pour le penseur socialiste, l'homme en est aussi la finalité. L'histoire l'utilise et doit le rendre heureux en conclusion. Ni seigneurs, ni rois, plus que jamais devenue une science, l'histoire revêt une logique autonome devant la mener à sa fin.

Les mouvements sociaux sont alors exacerbés, l'idée s'impose que tous les hommes sont liés par un commun destin ; l'idée que l'histoire doit s'enseigner à tous se développe. En France, 1875, la III^e République triomphe, et comme Bossuet enseignait les droits et devoirs d'un bon roi au dauphin, l'école citoyenne entend créer une conscience unitaire apte à constituer la base idéologique du nouveau régime. L'idée n'est pas neuve.

■ (1) « ... Le peuple valut généralement beaucoup mieux que ses meneurs. Plus j'ai creusé, plus j'ai trouvé que le meilleur était dessous, dans les profondeurs. J'ai vu aussi de ces parleurs brillants, puissants, qui ont exprimé la pensée des masses, passant à tort pour les seuls acteurs » et d'ajouter deux lignes plus loin, « l'acteur principal est le peuple ».

Jules Michelet, *Histoire de la Révolution française*, tome I, préface de 1847. Gallimard Pléiade, 1952, pp.7-8.

Les conventionnels, déjà, s'étaient montré désireux de développer « *chez les enfants et dans le peuple, le germe des vertus civiles et des sentiments républicains* ». Ainsi, l'exprime le plan Le Peletier du 17 juillet 1793. Cela donnera lieu au lancement d'un concours pour la rédaction de livres d'enseignement à la gloire de la République. Talleyrand parle de « *manuels élémentaires, clairs, précis, méthodiques* » (2).

Sous la Monarchie de juillet, la loi Guizot proclame la nécessité d'établir des manuels pour l'école primaire. Livres de lecture, grammaires adaptées aux enfants... et manuels d'histoire. L'enseignement se fait sur un mode collectif appelé l'enseignement mutuel. Le professeur est au tableau et n'intervient pas directement auprès des élèves, qui doivent, s'ils ne comprennent pas la leçon, avoir recours à l'aide de leurs camarades. Ce système pallie une carence de personnel enseignant et se trouve en vogue depuis 1818, date de parution d'un livre de Jean Hamel, *L'enseignement mutuel*, vantant les mérites de cette méthode.

En 1860, Octave Gréard, inspecteur d'académie à Paris, s'oppose au système mutualiste, et à l'issue de longues polémiques, en 1867, le ministre de l'Instruction publique, alors Victor Duruy, substitue définitivement l'enseignement simultané, à tout autre mode d'enseignement (3).

L'essor de l'enseignement simultané relance les initiatives éditoriales de manuels scolaires. Hachette est fondée en 1826, Didier en 1828. En 1850, la maison Mame se spécialise dans les manuels de l'école libre (4). En 1869, Armand Colin est la première maison à proposer des spécimens gratuits de ses parutions aux enseignants.

Qu'en est-il de l'histoire dans cet ensemble de nouveautés ? Elle suit inéluctablement le mouvement général. Le 27 Brumaire An III, un décret avait prescrit l'étude des « *recueils d'actions héroïques et des chants de triomphe* », mais une loi du 3 Brumaire An IV en avait aboli l'application. Il faut donc attendre 1833, pour que l'enseignement d'une histoire rudimentaire soit demandée aux maîtres d'école pensant en avoir les capacités. Cela ne concerne que le seul enseignement primaire supérieur. L'histoire réapparaît aussi à l'examen du brevet de capacité des instituteurs.

En 1867, Victor Duruy en « *vieux soldat de l'université militante* », comme il se qualifie lui-même, réintroduit l'histoire à l'école primaire alors que les lois Falloux l'en avaient chassée. Duruy entend donner un sens précis à cette matière, et s'en ouvre aux recteurs d'académie dans une circulaire confidentielle du 24 novembre 1868, ayant pour objet la formation des maîtres : « *il s'agit de leur exposer, sans parti pris, des faits que*

■ (2) J. Freyssinet-Dominjon, *Les manuels d'histoire de l'école libre 1859-1882*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, Armand Colin, 1969.

■ (3) Politiquement, le débat oppose les libéraux, partisans de l'enseignement mutuel, jugé plus populaire, aux ultras et conservateurs, partisans d'un enseignement simultané, sélectif et élitiste.

■ (4) En 1869, la maison Mame compte 1 200 personnes et publie 4 000 livres par an.

personne ne doit ignorer et de leur faire connaître avec impartialité les hommes qui, aux différentes époques de notre histoire, ont le plus contribué à la grandeur de la France et à sa prospérité ».

Sur cette voie, sont établis des manuels à usage des maîtres. De grands ouvrages de plus de 500 pages, telle *L'histoire de France* d'Alfred Mame, éditée vers 1860. Les dates dominent, les faits sont destinés à donner corps à la chronologie mais c'est bien le savoir brut qui a le pas sur l'analyse. Il faudra réellement attendre la III^e République pour voir l'histoire s'intégrer dans un ensemble de démarches pédagogiques dignes de ce nom.

L'École citoyenne

L'histoire est un terrain idéal pour affirmer les vertus républicaines ; semblables à Tite-Live ou Tacite, les historiens prônent la République triomphante, dénoncent les mauvais rois, exaltent les bons, comprenons ceux qui ont servi la France en préparant, consciemment ou malgré eux, l'éclosion de la République.

A la suite de la défaite de 1870, alors que toute la pensée française tourne le dos à l'Allemagne, Gabriel Monod - grand historien méthodiste s'il en est ! - se rend dans des universités allemandes et en rapporte le principe de la soumission à l'État par la nécessité de défendre des valeurs communes.

Les méthodistes développent alors l'idée auprès des politiques que la stabilité de la République doit être garantie par une conscience nationale, référée à un Panthéon de grandes figures. L'idée est simple : les Français doivent se sentir héritiers d'une grande Nation, ne pas attenter à sa grandeur et être capables de mourir pour la défendre. C'est la subjectivité patriotique triomphant des consciences individuelles. Que l'on veuille former des citoyens actifs ou obtenir une masse grégaire, l'histoire devient un merveilleux outil de formation scolaire... tour à tour substrat idéologique et fabuleuse matière à penser l'homme.

En mars 1880, l'école laïque gratuite s'impose dans la République triomphante des Opportunistes. Léon Gambetta, Jules Ferry, Charles de Freycinet, hautes figures du régime, sont encouragés et conseillés dans leur action scolaire par les hauts responsables de l'Instruction publique, tel Paul Bert, et la Ligue de l'enseignement. L'école connaît un essor certain, l'histoire y prend un rôle majeur. Les méthodistes, portés par *La Revue Historique*, Gabriel Monod en tête, Ernest Lavisse à ses côtés, font alors valoir des objectifs très clairs : « *Instruire les nouvelles générations dans l'amour de la République* » (5).... et consolider ainsi un régime en pleine

■ (5) Guy Broudé et Hervé Martin, *Les écoles historiques*, Point-Histoire, Le Seuil, 1990, page 200.

jeunesse. L'adversaire est double pour ces historiens républicains. D'une part l'Église, qui s'appuie sur son influence sociale et la tradition cléricale d'enseignement pour prôner son refus de la laïcité. D'autre part, le Reich allemand, l'ennemi d'hier dont le souvenir cuisant est encore vif.

Concrètement, cela donne le premier manuel d'enseignement édité par Ernest Lavisce en 1884. Le Petit Lavisce fait 240 pages et contient 100 gravures des grandes scènes de l'histoire de France. L'historien, alors professeur en Sorbonne, connaît un immense succès, renforcé par le décret du 29 janvier 1890, dont l'article 7 rend obligatoire l'usage d'un manuel d'histoire dans l'enseignement. En 1895, la 75^e édition est lancée. En 1912, l'édition définitive est établie : le manuel fait 272 pages et contient 142 gravures. Calvet (1899), Brossolette (1904) et d'autres encore tenteront d'apporter leur contribution aux manuels d'histoire, mais l'ouvrage d'Ernest Lavisce reste la référence. La trame idéologique y est claire. Le trait est forcé, la langue simplifiée. L'écolier a entre sept et douze ans et doit se prendre d'une affection quasi-mythique pour les héros qui ont fait la France et dont on lui déroule les exploits sous forme d'une suite de tableaux. « *Les devoirs, il sera d'autant plus aisé de les faire comprendre que l'imagination des élèves, charmée par des peintures et par des récits, rendra leur raison enfantine plus attentive et plus docile* », nous dit l'auteur du manuel (6).

Dans les deux chambres comme au gouvernement, les républicains soutiennent alors clairement la ligne de l'enseignement : l'histoire n'est pas neutre et doit délibérément servir un projet politique. « *Le voilà, le livre d'histoire vraiment national et vraiment libéral que nous demandions pour être un instrument d'éducation, voire d'éducation morale* » déclare F. Brunier, directeur de l'Enseignement public, pour saluer la sortie du Petit Lavisce en 1884 (7), et Ernest Lavisce lui-même d'être plus explicite encore dans la préface de l'édition de 1912 : « *Si l'écolier n'emporte pas avec lui le vivant souvenir de nos gloires nationales, s'il ne sait pas que ses ancêtres ont combattu sur mille champs de bataille pour de nobles causes ; s'il n'a pas appris ce qu'il a coûté de sang et d'effort pour faire l'unité de notre patrie et dégager ensuite, du chaos de nos institutions vieilles, les lois qui nous ont fait libres ; s'il ne devient pas un citoyen pénétré de ses devoirs et un soldat qui aime son fusil, l'instituteur aura perdu son temps* ». Ici, la République, la Patrie, l'École rapportée au seul enseignement de l'histoire... tout concourt à forger l'idéologie glorifiante du citoyen dévoué à la Nation : jusqu'à la mort. Le discours est sans doute excessif, le ton est belliqueux. En 1884 comme en 1912, la France est le belligérant vaincu dont l'honneur est à reconstruire. Le pays entre donc dans le nouveau siècle aux sons d'une

■ (6) Ernest Lavisce, article Histoire, in Ferdinand Buisson, *Dictionnaire de pédagogie*, 1885.

■ (7) Guy Broudé et Hervé Martin, *Les écoles historiques*, Point-Histoire, Le Seuil, 1990, page 201.

ENSEIGNER L'HISTOIRE

histoire manipulée mais consensuelle, une histoire que l'on écrit pour être enseignée aux enfants.

Un certain nombre de postulats fondamentaux servent l'organisation des manuels : La France éternelle, Nos ancêtres les Gaulois, La République des Citoyens. Tout concourt à corroborer l'idée d'une marche positive de la France vers l'homogénéité nationale de ses corps et âmes. Avec la République en finalité naturelle. Il n'est dès lors pas trop exagéré d'ériger Ernest Lavisse en véritable auteur d'un évangile laïc, suivant pas à pas l'idée française comme le firent du Christ ses fidèles. Relatant les épreuves décisives, tirant des leçons de chacune... particularismes régionaux, inégalités sociales, persécution des minorités, tout est rapporté au titre d'épiphénomènes d'un mouvement plus vaste.

L'État-Nation des méthodistes est un ogre communautaire, digérant tour à tour Vercingétorix à Alésia, Clovis à Soissons, Charlemagne et les écoliers, Philippe-Auguste à Bouvines, Saint-Louis à Vincennes... Tous acteurs et moyens de la grande oeuvre. Ernest Lavisse ne prône pas l'objectivité, mais bien l'enseignement d'une histoire empreinte de passions : « *Faites-leur aimer nos ancêtres gaulois et les forêts des druides, Charles Martel à Poitiers, Roland à Roncevaux, Godefroi de Bouillon à Jérusalem, Jeanne d'Arc, Bayard, tous nos héros du passé, même enveloppés de légende...* » (8). Et puis il y a les mal-aimés : Charles VIII, Louis XII, Louis XV, dont Ernest Lavisse dit qu'il se fichait que les Français fussent victimes d'injustices... Enfin, la Révolution est coupée en deux. Avant 1793, Ernest Lavisse applaudit, après, il maudit. Mais de toute façon, bons ou mauvais, les grands personnages concourent tous à l'avènement tant attendu : la III^e République, le meilleur des régimes possibles.

Avec le début du XX^e siècle, le milieu des instituteurs se spécifie politiquement. La pensée socialiste gagne l'Europe et prend pied dans les paysages politiques : En France, la S.F.I.O est constituée en 1905. En 1901 déjà, le parti Radical et Radical-Socialiste avait su imposer l'idée d'une gauche forte en politique. Ensuite, la guerre de 1870 s'éloigne, celle de 1914 n'est pas encore explicitement présente. Dans l'enseignement de l'histoire, la morale belliciste tend alors à s'amenuiser au profit d'un éloge de la négociation. Les héros nouveaux mêlent soldats et civils ; Victor Hugo, Louis Pasteur entrent dans le Petit Lavisse.

La grandeur de la République réside maintenant dans sa capacité à faire rayonner la culture française dans le monde. Le génie national se proclame. La colonisation devient la vitrine des gloires à venir, on apporte l'héritage de ■ (8) *Ibid* (6).

la Révolution aux peuples d'Afrique : en Tunisie, à Madagascar, au Soudan, au Dahomey, au Congo, au Maroc. En Asie aussi, au Tonkin. Les enfants de la III^e République apprennent la géographie nouvelle d'une France impériale. Ici comme ailleurs, l'enseignement de l'histoire concourt à greffer des mythes sur une réalité plus pragmatique, bien souvent économique ou motivée par l'opportunisme diplomatique.

Que Ernest Lavisse falsifie la réalité historique cela ne fait aucun doute : mais il convient aussi de faire la part des choses entre ce qui découle d'un froid parti-pris idéologique et ce qui s'inscrit dans les lieux communs d'une époque. « *La France veut que les petits arabes soient aussi bien instruits que les petits Français. Cela parce que la France est bonne et généreuse pour les peuples qu'elle a soumis* » nous dit Ernest Lavisse... dans ce cas, est-ce l'historien qui fait l'opinion, ou l'opinion qui inspire l'historien ?

Lorsque l'on remarque que l'enseignement méthodiste reste peu ou prou en vigueur jusque dans les années 1960, cette question prend un sens majeur. L'École des Annales y consacrera une grande part de ses travaux, liant l'histoire aux autres sciences humaines, toutes soumises à l'emprise rassurante de l'ethnocentrisme et de ses postulats (9).

Les limites du consensus

Dès les années 1930, il s'agit de penser une nouvelle histoire. Comment l'étudier ? Comment l'enseigner ? A fortiori après 1945, le débat devient brûlant : la période de Vichy a laissé un lourd travail d'investigations aux historiens à venir. Il faudra bien établir des responsabilités et dispenser ces connaissances aux enfants de France.

Le débat est d'abord historiographique, mais la France a la tentation de l'histoire (10). Elle en connaît les rouages et les excès. Comme il fut possible de l'observer dans une récente actualité, l'histoire touche au cœur de la vie sociale et politique de ce pays. Rapidement, la polémique gagne le domaine public.

Plus royaliste que le roi avec Alexandre Dumas, de toutes les polémiques avec Victor Hugo ou Chateaubriand, l'histoire s'était faite exotique et coloniale avec Jules Verne, s'est imposée enfin dans la bande dessinée avec Astérix ou Tintin. La science patriotique du XIX^e siècle ira même jusqu'à la télévision pour connaître un succès certain. Dans ce contexte de diffusion tous azimuts, l'exactitude y perd... il convient alors de savoir si la matière scolaire conserve encore son essence, dès lors qu'elle est par ailleurs érigée en loisir. Surtout, la vérité est que, dès le début du siècle, le Petit Lavisse ne fait plus l'unanimité.

■ (9) Claude Lévi-Strauss, *Race et histoire*, Point-Seuil, Le Seuil, 1987.

■ (10) Marc Ferro, *Comment on raconte l'histoire aux enfants*, Payot, 1981.

ENSEIGNER L'HISTOIRE

En 1904, l'affaire Thalamas éclate. Ce professeur du lycée Condorcet, à Paris, se trouve confronté à un élève qui lui soutient que Jeanne d'Arc fut chargée d'une mission d'inspiration divine et que son engagement pour la France tint d'un miracle. L'enseignant, fidèle aux principes rationalistes et laïcs de l'École publique s'en tient à l'idée que Jeanne d'Arc n'était qu'un personnage très naturel. Il ajoute en substance qu'il n'est pas tenu de croire en Dieu qui n'est pas un personnage historique.

Thalamas déchaîne les foudres des milieux catholiques. Il est soutenu par le corps enseignant, à l'image de *La Revue de l'Enseignement primaire*. Les rédacteurs y qualifient les plaignants de « *familles réactionnaires, cléricales, d'un fanatisme échevelé...* ». Une manifestation de soutien au professeur Thalamas est organisée. Chassaing-Goyer dénonce ces fonctionnaires qu'il considère être des agresseurs de Jeanne d'Arc et de conclure : « *demain, ils diront que le drapeau n'est qu'une loque, la caserne une chose immonde, la patrie une utopie* ».

Le pays a changé. L'étendard laïc était brandi lorsqu'il s'agissait d'imposer la République. En 1904, le régime fonctionne, Thalamas fait figure d'animal borné. Il déchaîne même les anticléricaux contre lui, qui le jugent coupable d'atteinte à la Patrie. Il semblerait que Dieu n'existe pas en histoire, mais que Jeanne d'Arc fut néanmoins animée par la foi (sic !). Thalamas fut blâmé. L'histoire méthodiste se heurterait encore à celle des clercs.

L'effet était là, ainsi, en 1911, l'article *Histoire* du *Dictionnaire de pédagogie* de Ferdinand Buisson est réécrit, à l'occasion de sa deuxième édition. Ernest Lavisson n'en est pas l'auteur. L'importance est nouvellement donnée aux contenus de l'enseignement, et ce nouvel article de conclure : « *L'Histoire ne doit être, sous aucun prétexte, aux gages ou à la remorque des partis. Elle les domine, au contraire, et les explique. Elle n'a pas de leçons à en recevoir ; elle ne peut que leur en donner* ». Pour A. Balz, avec ces lignes, le temps est venu de la fermeté et de l'indépendance.

Mais le débat se compliquera encore quand, aux figures pieuses ou laïques, s'ajouteront au panthéon national les grands hommes de la période vichyssoise. Pétain, ce sauveur déchu ? De Gaulle, le traître de Londres ? Quand, à l'image de François Mauriac et d'Albert Camus (11), les Français s'opposeront pour savoir s'il faut pardonner ou condamner, Georges Bernanos conclura en affirmant que Laval est bien entré dans l'histoire de France, qu'on le veuille ou non ; « *même entré par la petite porte, même entré par l'égout* » (12). L'histoire livrée en pâture au politique, le consensus de la III^e République est brisé.

■ (11) A la fin de l'année 1944, par éditoriaux interposés, François Mauriac dans *Le Figaro*, et Albert Camus dans *Combat* s'opposent sur la question de l'épuration. François Mauriac prône le pardon, Albert Camus veut juger les coupables.

Même si, en 1958, Ernest Lavisse est encore d'actualité. *Nos ancêtres les Gaulois* sévissent toujours en Afrique, et la seconde guerre mondiale, traitée à la mode méthodiste ne pose pas les questions de Pétain ou Vichy. Collaboration reste un terme sans contenu. L'histoire de l'après-guerre est molle, on l'allège. D'une manière générale, les parties jugées secondaires sont retirées des enseignements. L'histoire devient matière facultative à l'École primaire. En voulant s'affranchir du politique elle se fait rattraper.

« *Le pouvoir d'État, dit-on en France, n'aime pas l'histoire ; ses mises en cause...* ».(13) Et si la réalité était exactement inverse ? Si les politiques usaient, en fait, consciemment de cette histoire édulcorée. La matière recule à l'École, elle gagne dans les médias : « *derrière cette vogue culturelle, il y a une démarche politique très cohérente : mettre les « petits » en situation d'assistés. Faute de maîtriser leur présent et leur avenir, ils ne peuvent espérer qu'une chose : être aidés à sauver leurs souvenirs, résister à l'oubli et à l'indifférence, gagner le droit à faire parler d'eux (au passé...). Le seul rapport entre passé et présent est celui de la nostalgie : le présent, on est impuissant devant lui...* ».(14) N'y a-t-il pas là un danger plus grand encore que la mythomanie des manuels de la III^e République ? L'histoire en tant que faisceau d'oubli... voilà la révoltante transformation d'une science d'éveil en mur d'images... Après la chute des Iliades, la pensée démocratique se hisse à la hauteur de ce qu'elle combat, et condamne les Odyssées : ne bougez plus, ne pensez plus, l'avenir c'est ce vide ! Ne regardez que derrière, *big brother* s'arrange pour que le spectacle soit esthétique.

La société du spectacle s'est substituée à la société d'engagement politique : l'histoire s'adapte, elle ne vend plus de patriotisme, mais du conte. Avec la télévision, l'histoire enseignée n'est plus de mode, elle est trop rassurante. Il faut alors adapter l'érudition aux techniques d'information, la replacer dans des optiques médiatiques, sensationnelles, dynamiques. L'effet demandé s'obtient en opérant systématiquement des parallèles entre situations passées et actualité. Là est le triomphe de la pensée du *Tout fout le camp* ! Voyez bonnes gens comme l'histoire recommence, les cataclysmes cinquantenaires sont de retour, enseigne-t-on chaque soir. Qu'importe le discernement, chaque peur collective est construite pour ne durer que quelques jours puis céder la tribune à d'autres démons sans vigueur. La mode est au nihilisme partagé, voilà qui est moins épuisant que de savoir ce que l'on construira pour demain. L'histoire se fait raconter l'histoire. L'historien est devenu un gadget d'intellectuels jacobins. Les mythes s'affichent politiquement. De *Decaux raconte*, aux *Grandes batailles*, la télévision pose pragmatiquement, sans conscience idéologique apparente, les

■ (12) Georges Bernanos a signé trois articles dans *Combat*, à l'occasion des procès de Pétain et Laval.

■ (13) *Ibid* (10), page 140.

■ (14) Cahiers du *Forum-Histoire* n° 10, Novembre 1978, Maspero, pp.3-8.

bases d'une nouvelle pensée : « *une nouvelle histoire d'État* ».(15)

La supercherie télévisuelle devient enfin paroxystique, quand, à partir de ses propres documents, le média se pare des oripeaux de l'objectivité que semble lui conférer la preuve par l'image.

Dans l'édition, c'est 1968 qui marque le choc : l'histoire doit devenir thématique, il en est finit des trames linéaires. En apparence, c'est une avancée de l'École des Annales, l'histoire devient sociologique, économique. En réalité, les Annales sont trahies. Il s'agit surtout d'en faire une matière à consommer par bribes.

Les manuels scolaires se couvrent d'images en couleurs, les chapitres doivent être courts, du même nombre de pages. Chaque page doit comporter un certain nombre d'images, de tableaux et de documents consultables. « *De l'histoire étouffé-chrétien, on passe à l'histoire en miettes* ».(16) Elle est devenue un complément scolaire, une culture en sus... une activité ludique. Surtout, l'enseignant doit s'abstenir d'interroger les faits et n'enseigner que ce qui est certain. Pour contenter un peu chacun, l'École ment un peu à tout le monde.

L'histoire se rénove alors, avec des structures comme l'Association des professeurs d'Histoire, luttant pour la revalorisation des études contemporaines, le rétablissement de l'histoire dans l'enseignement primaire, une refonte équilibrée des programmes. Intellectuellement aussi, le débat historiographique s'est orienté vers un plus grand relativisme. La matière apparaît comme une science multiple, devant s'enseigner dans toute sa complexité, étant capable d'assumer ses incertitudes.

En termes scientifiques, cela se raisonne. En termes éducatifs, reste à savoir qui doit prendre la responsabilité des manuels à venir : Ernest Lavisce avait l'avantage de se faire l'écho d'une seule voix !

Enfin, à qui reviendra la lourde tâche de savoir si l'histoire se doit d'incarner des valeurs quand toutes les écoles de pensée, politique ou autre, y portent un regard propre ? Chacun se doit sans doute de connaître le panthéon dans son entier, puis d'y choisir les modèles propres à ses aspirations individuelles et sociales. « *Réfléchir, se garder de soi-même et ne pas désespérer des autres* » (17).

■ (15) Cahiers du *Forum-Histoire*, n° 9, Mai 1978, Maspero, pp.3-4.

■ (16) *Ibid* 10, page 141.

■ (17) Éditorial anonyme de *Combat*, septembre 1945.

Alexandre RENAUD

Vercingétorix

Le mythe national a un visage

A n'en pas douter, la recherche historique et historiographique progresse. Il serait ridicule de dire, et plus de croire, que l'université vit toujours sur les recherches historiques de la III^e République, recherches dépassées et reposant sur des problématiques qui ne pourraient plus être les nôtres. Pourtant, nous pouvons nous demander s'il n'existe pas certains reliquats d'historiographie ancienne. En effet, comment comprendre l'étonnante permanence dans l'histoire et notamment dans l'enseignement, du mythe de la France immortelle et incréée. Un homme, Vercingétorix, va nous permettre de suivre l'évolution de ce mythe. De Vercingétorix, nous ne connaissons que ce que César a bien voulu nous en dire et quelques pièces à son effigie. De même, les Celtes ne nous sont connus que par des textes d'auteurs grecs et latins et par l'archéologie. Donc, avec ces connaissances limitées sur le héros, nous ne pouvons que nous demander pourquoi cet homme, qui n'est même pas le premier des héros gaulois (1), allait devenir l'ancêtre des Français. Comment, et par quels moyens allait-il devenir l'opposant des régimes en place et l'archétype du résistant, ainsi que du collaborateur ? Enfin, pourquoi ce vaincu allait devenir l'étendard de la conquête coloniale et du nationalisme, et pourquoi fut-il récupéré par les divers éléments de la politique française et de l'histoire ? Ces questions pourraient être posées pour d'autres personnages de l'histoire de France comme Jeanne d'Arc, Clovis ou Napoléon. En fait, elles ne sont pas posées pour comprendre Vercingétorix, mais bien pour comprendre le mécanisme qui fait fonctionner le mythe national.

■ (1) En effet, le premier héros gaulois fut Brennus, un chef des Sénon, qui s'empara de Rome en 387 avant notre ère et qui prononça la fameuse formule : « *Vae victis !* » (Malheur aux vaincus !).

La Gaule apparaît sous la plume de César. C'est lui qui distingue sur le Rhin la différence entre la Gaule et la Germanie en précisant que les habitants se nomment dans leur langue « Celtes ». Avaient-ils conscience d'appartenir à une nation ? Cela est douteux. Outre la Gaule, les peuples celtes vivaient en Bretagne et en Irlande, ainsi qu'à l'Est et au Sud-Est jusqu'au Moyen-Orient. Les Gaulois avaient des contacts commerciaux avec

VERCINGETORIX

les autres peuples, comme les Grecs et surtout avec les Romains. A ces derniers ils livraient des esclaves et fournissaient des combattants servant comme auxiliaires dans les légions. Vercingétorix fut peut-être de ceux-là. Celtes et Romains se connaissaient donc avant César. Après la colonisation et l'avènement de l'empire, ils obtinrent la citoyenneté romaine et les élites purent accéder au Sénat et aux magistratures. Ainsi, à la fin de l'Empire romain, entre les IV^e et V^e siècles de notre ère, il n'y avait plus sur le sol gaulois que des Gallo-romains dont le territoire resta longtemps divisé en deux zones administratives (en gros le nord et le sud de la Loire). Sur ce substrat allaient se fondre les royaumes barbares, dont le royaume franc, qui pendant des siècles allait effacer l'histoire des Celtes. Entre les V^e et XII^e siècles, le mythe de l'ascendance troyenne des rois francs fut enraciné par les intellectuels, au travers des trois dynasties Mérovingienne, Carolingienne, Capétienne. Vers le XIII^e siècle, ce mythe allait devenir celui de la France éternelle. Elle s'identifia à la personne du roi qui était oint, sacré et vénéré avec quantité de saints personnages. De plus, entre les XI^e et XII^e siècles, le culte de la Vierge allait se répandre dans l'Occident et particulièrement en France où l'emblème du royaume était aussi l'emblème de la pureté mariale : le lys. Le tout fusionna en un seul support, la monarchie et l'Église firent de la foi et de la vénération du roi un « patriotisme » d'avant l'heure. Il faut attendre le XVI^e siècle pour entendre parler des Gaulois. C'est avec l'humanisme qu'allait se poser la question des origines des peuples de France. Pour la première fois, la religion royale allait être remise en cause. Dans les milieux érudits les références à la Gaule abondèrent, et l'on vit dans les Gaulois les aïeux directs des Français du XVI^e siècle. Cependant, un problème se posait : comment concilier l'héritage des Gaulois, (sachant qu'ils étaient les ancêtres des Français) et la religion royale basée sur les trois dynasties ? La réponse fut trouvée. Les Gaulois étaient les descendants de Japhet, quatrième fils de Noé. Un fils banni de Japhet, s'en alla fonder en Asie la ville de Troie qui, détruite par les Grecs, vit ses survivants partir fonder Rome. Dans le même temps, un Troyen en fuite alla fonder un empire en Germanie. Plus tard les Germains d'origine troyenne, donc gauloise, entrèrent en Gaule. Voilà, les Francs étaient d'origine gauloise ! Pour d'autres, les Francs étaient des conquérants, fondateurs de la noblesse et donc supérieurs aux Romains, et dans le contexte de l'époque, à l'Église, à l'Espagne, alors en guerre avec la France, et aux Gaulois représentant le peuple.

Au XVIII^e siècle les passions allaient se déchaîner. Une partie de la noblesse se sentant en danger se raccrocha à cette dernière thèse. C'était le temps du Franc-noble contre le Gaulois-bourgeois. Les deux thèses allaient s'affronter au travers de deux ouvrages : le premier en 1727, d'Henri de Boulainvilliers, était l'*Histoire de l'Ancien gouvernement de la France* qui

plaidait en faveur de l'aristocratie et le second, paru en 1734, fut le livre de l'abbé Dubos, *Histoire critique de l'établissement de la monarchie dans les Gaules* et qui se voulait une réplique aux théories de la Noblesse. Les deux thèses étaient politiques et voulaient pour l'une défendre la Noblesse contre la montée du Tiers, pour l'autre défendre le Tiers face aux prétentions de la Noblesse. A la Révolution, ce fut la thèse du Tiers contre la Noblesse qui allait être retenue. Le Tiers se voulait gaulois dans un conflit de race ; Francs contre Gaulois, noblesse contre peuple. Avec les défaites de 1814 et 1815 et l'occupation du pays cette identification allait se trouver renforcée.

Le début du XIX^e siècle vit l'apparition de deux grands personnages de notre histoire dans le mythe national : Jeanne d'Arc et Vercingétorix. En effet, Jeanne était une valeur sûre pour la monarchie de Louis XVIII et de Charles X. La prise de pouvoir par un usurpateur et les fléaux que traversait la France pouvaient rappeler, par certains côtés, les problèmes rencontrés par Charles VII au XV^e siècle. De nouveau, mais cette fois de façon symbolique, Jeanne était l'instrument de la providence et prouvait que la monarchie était équilibre dans l'ordre des choses voulu par Dieu. Le second personnage, Vercingétorix, fut lui le héros des démocrates. En effet, toute référence à la Révolution était bannie et celle à l'empereur impossible. Le pays occupé, et Jeanne d'Arc récupérée par le pouvoir, il était le héros idéal. Le parallèle entre Alésia et l'occupation par les Alliés fut mis en avant. De plus, par sa résistance, son martyre et l'acceptation du sacrifice, il était la critique idéale contre les Bourbons en place soutenus par des troupes étrangères. Vercingétorix est donc un personnage du XIX^e siècle. Il ne lui manquait plus qu'un visage, son histoire ayant déjà été donnée par César dans ses *Commentaires*. Cela fut chose faite avec le livre d'Amédée Thierry en 1818, *L'histoire des Gaulois, depuis les temps les plus reculés jusqu'à l'entière soumission de la Gaule à la domination romaine*. Il désirait mettre en « harmonie » l'histoire et les découvertes récentes de la science. En fait, il reprit le concept de race :

« Le livre s'ouvre sur cette affirmation : « *Aussi loin qu'on puisse remonter dans l'histoire de l'Occident, on trouve la race des Galls occupant le territoire continental compris entre le Rhin et les Pyrénées* ». Les Gaulois ne sont pas originaires d'Europe mais d'Asie, le sang gaulois se divise en deux branches, les Galls à l'Est et au Midi, les Kimris à l'Ouest et au Nord. Cette « *division de la famille gauloise en deux races* » est fondamentale pour expliquer les événements. En un temps où règne une conception très biologique de l'anthropologie, Amédée Thierry s'attache à dépeindre physiquement les Gaulois : robustes, de haute stature, le teint blanc, les yeux bleus, la chevelure abondante blonde ou châtain. Ils ont le goût des parures voyantes. Des traits constants les différencient des autres « familles » : bravoure, impétuosité, intelligence, mais mobilité, répugnance à la discipline et à l'ordre, désunion perpétuelle : les stéréotypes sont en place » (2).

■ (2) Suzanne Citron, *Le mythe national : l'histoire de France en question*, Les Éditions ouvrières, Études et documentation internationales, seconde édition, Paris, 1991, p. 146-147.

VERCINGETORIX

Oui, les stéréotypes sont en place pour que la saga de Vercingétorix puisse vraiment commencer avec la Monarchie de Juillet et surtout le Second Empire.

Mais comment devient-on un héros national, quand on a disparu pendant quelques siècles de l'imaginaire collectif ? La réponse est : difficilement. En effet, Amédée Thierry avec son ouvrage fit avancer les choses, mais cela ne mit pas Vercingétorix au même rang que Jeanne d'Arc par exemple. Michelet dans son *Histoire de France* consacre les deux premiers chapitres aux Gaulois sur un ton neutre. Il reprend les dires de César sur Celtill, le père de Vercingétorix, et fait du nom de ce dernier un titre de chef de guerre. Michelet voyait plus en Rome la civilisation française que dans la Gaule gauloise. C'est un autre historien qui allait se faire le champion de la cause gauloise. Henri Martin publia en 1833 l'*Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'en juillet 1830, par les principaux historiens*. Cet ouvrage allait connaître une grande diffusion.

« Alors vivait en Arvernie un jeune Gaulois dont le père nommé Celtill avait subi la peine de mort comme coupable d'avoir voulu rétablir la royauté. César s'était efforcé de faire du fils de Celtill l'instrument de sa politique ; mais celui-ci, dédaignant les traces paternelles, avait repoussé les avances du conquérant, et, depuis longtemps, il préparait dans le mystère le réveil de l'antique vaillance des Arvernes. [...] Toutes les nations [...] se lèvent à l'appel de la patrie [...] et le fils de Celtill [...] est élevé d'une voix unanime par le conseil suprême de la ligue à la dignité de Vercingétorix des Gaules (Ver-cinn-cedo-righ, généralissime) c'est la seule désignation sous laquelle ce héros soit connu dans l'histoire, les écrivains latins ayant confondu le titre de ses fonctions avec son nom propre » (3).

Puis l'auteur exalte le combat de Vercingétorix, la tactique de la terre brûlée et le siège d'Alésia qui prend des proportions héroïques, presque mythiques :

« Alors « Vercingétorix [...] résolut de se dévouer [...] le lendemain de la grande bataille, il sortit d'Alésia, seul, armé de toutes pièces, et monta sur son cheval de guerre. Il s'élança au galop vers le tribunal où siégeait déjà César [...] puis le généralissime des Gaules, sautant à bas de son coursier, jeta en silence son casque, son sabre et son gais aux pieds du conquérant [...]. César répondit à tant de grandeur d'âme en envoyant son illustre adversaire languir pendant six ans dans les cachots de Rome, jusqu'à ce que la hache du bourreau vint terminer les souffrances du captif ». Henri Martin dégage les conclusions : « L'indépendance nationale était perdue pour toujours », et d'autre part, César « espérait se servir bientôt des Gaulois vaincus contre Rome victorieuse ». [...] « Là finit l'histoire des Gaulois considérés comme nation. [Alors] les Franks [...] s'emparent de la Gaule et imposent leur nom à la patrie de Vercingétorix ». Sous-jacente, mais peut-être nous méprenons-nous, l'idée que la France a un vernis germain recouvrant un fond gaulois » (4).

■ (3) Henri Martin, *Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'en juillet 1830, par les principaux historiens*, Paris, Mame, 1833.

■ (4) André Simon, *Vercingétorix et l'idéologie nationale*, Imago, Paris, 1989, pp. 31-32.

Avec Amédée Thierry et Henri Martin, Vercingétorix et les Gaulois devinrent les premiers héros populaires français luttant contre les envahisseurs et les oppresseurs de tous genres.

« Non seulement les Gaulois représentent le début de l'histoire de France, mais ils la structurent toute entière. « *Ils participent à la totalité de cette histoire comme référence, comme un thème qui revient au-delà de la stricte chronologie des événements* ». Vercingétorix devient l'archétype de nos héros nationaux (valeur personnelle, générosité, courage, intrépidité). Il est définitivement personnalisé » (5).

Ainsi, avec la Monarchie de juillet, tous les cadres qui firent Vercingétorix étaient en place.

En 1858, un séisme ébranla les milieux monarchistes, l'Église et l'historiographie. Dans la *Revue des deux mondes*, le duc d'Aumale, le quatrième fils du roi Louis-Philippe I^{er}, publia un article : *Alésia. Étude sur la septième campagne de César en Gaule*, où il écrivit :

« Je fais le plus grand cas de son caractère et de son mérite, j'en suis fier comme d'une de nos gloires nationales. Je me souviens encore de l'émotion que me causait dès mon enfance le récit de sa lutte contre César. Quoique le temps ait modifié mes idées sur bien des points, quoique la conquête romaine ne m'inspire plus la même indignation et que je reconnaisse tout ce que lui doit notre France moderne, j'ai conservé la même chaleur d'enthousiasme pour le héros arverne. A mes yeux, c'est en lui que se personnifie pour la première fois notre indépendance nationale ; et s'il était permis de comparer un héros païen avec une vierge chrétienne, je verrais en lui, au succès près, comme un précurseur de Jeanne d'Arc. L'auréole du martyr ne lui manque même pas : six ans de captivité et la mort [...] valent bien le bûcher de Rouen [...]. Et quand [...] il se dévoue au salut de ses compagnons [...], je salue en lui le premier des Français ». *Et il ajoute* : « Un petit chef de clan de l'Auvergne, qui parvient à réunir en un faisceau national des tribus éparses, hostiles les unes aux autres, et qui tient un moment en échec la fortune de César, n'a-t-il pas droit aussi à notre admiration ? A tenter un sublime effort pour sauver l'indépendance de son pays, il y avait certes plus de vraie gloire qu'à fonder le gouvernement des empereurs de Rome » (6).

Jusque là, la tradition historiographique monarchiste enracinait l'histoire de France au travers des trois dynasties et le baptême de Clovis. Or, un prince d'une maison ayant régné remettait cela en cause, faisant remonter à cinq siècles plus tôt que Clovis et le christianisme l'origine du pays. Le fait que ce fut un prince d'Orléans qui écrivit cela est d'importance. Déjà, cette famille avait accepté le drapeau tricolore et une constitution libérale (au sens du XIX^e siècle). À n'en pas douter, ces choix et cette proclamation étaient de même nature politique. Dix ans après que les Orléans avaient été chassés du trône, ce prince exilé, opposant à l'empereur Napoléon III, dans cet article plus politique que scientifique, récupérait Vercingétorix en écartant les

■ (5) Suzanne Citron : *Le mythe national...* p.148.

■ (6) Publié d'abord sous forme d'article anonyme dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mai 1858 puis en livre : Duc d'Aumale, *Alésia. Étude sur la Septième campagne de César en Gaule*, Paris, M. Levy, 1859, cité par André Simon, *Vercingétorix...* pp. 42-43.

VERCINGETORIX

légitimistes d'Henri V et en essayant de rallier à lui les démocrates non alliés à l'empereur. Cette fois, Vercingétorix était vraiment élevé au rang de héros « politiquement » national.

A la même période, l'empereur Napoléon III, lui aussi aimant l'histoire, s'intéressa à Vercingétorix. Tout comme les démocrates il chercha un héros populaire, plus ancien que la Révolution et l'Ancien Régime, pour asseoir sa popularité et sa légitimité. Vercingétorix ne fut pas le seul récupéré par le régime impérial. En effet, en 1851, fut inaugurée à Beauvais une statue de Jeanne Hachette, héroïne populaire défendant sa ville contre l'invasion. Il en alla de même pour Jeanne d'Arc. Le régime n'officialisa pas son culte, mais elle resta la bonne fille du peuple qui sauva la France et la libéra de l'ennemi. Cependant, Vercingétorix fut pour l'empereur quelque chose de plus. Il est l'archétype du héros prêchant l'unité contre l'ennemi. Comme les Gaulois devaient être tous derrière Vercingétorix pour éviter la défaite, les Français devaient être tous derrière Napoléon III pour éviter la révolution et la terreur. Pourtant, il y a ambiguïté dans l'attitude de l'empereur, car tout en participant aux recherches sur notre héros, il publia une *Histoire de Jules César*. Cette ambiguïté n'était pas nouvelle, nous l'avons rencontrée chez Michelet. Pour eux, après Alésia, ce fut la civilisation qui se répandit en Gaule. Vercingétorix, Jeanne d'Arc, Jeanne Hachette et surtout Napoléon I^{er}, devinrent les champions de l'ordre et les meilleurs représentants du régime en place. Bréan écrivait en 1864 :

« Notre histoire comme celle de tous les peuples se divise en trois époques bien distinctes ; et au sommet de chacune d'elles apparaît une grande figure qui domine toutes les autres : - dans l'Antiquité, Vercingétorix ; au Moyen Age, Jeanne d'Arc ; dans les temps modernes, Napoléon. - Le patriotisme, la foi, la gloire ; - et comme tout ce qui est grand se complète par l'adversité, comme toute illustration a son calvaire ; - à Vercingétorix, une mort barbare dans les cachots de Rome ; - à Jeanne d'Arc le bûcher de Rouen ; - à Napoléon, la captivité à Sainte-Hélène » (7).

Après les défaites du régime, ainsi que de la Commune et l'occupation du pays par les Allemands, la vision qu'eurent les Français de la bataille d'Alésia allait changer. En effet,

« La défaite française de 1870 se superposait donc bien à celle d'Alésia. Nous allons en trouver l'idée chez Coppée, chez Théodore de Banville, chez bien d'autres encore, moins connus. C'est Alésia premier grand revers national, archétype de la défaite traumatisante, qui semble s'imposer alors à l'esprit bien plus que Vercingétorix lui-même » (8).

Et l'idée d'Émile Lambin selon laquelle il y a « *continuité de la race gauloise* » [car] « *il est évident que, sous le vêtement romain, la race gauloise garda tout à la fois son âme et son sang...* » (9) fut mise en avant.

■ (7) Bréan A., *Vercingétorix*, Orléans, Gâtineau, 1864, cité par André Simon, *Vercingétorix...*, p. 50.

■ (8) André Simon, *Vercingétorix...*, p. 64.

■ (9) Émile Lambin, *La Gaule primitive*, Paris, C. Schmid, 1897, cité par André Simon, *Vercingétorix...*, p. 67.

Encore une fois, nous voyons apparaître le concept de race, symbolisant l'opposition entre les possédants et le peuple. De plus, les attaques contre les Romains, qui eurent lieu pendant cette période donnèrent aux anticléricaux républicains l'occasion de lutter contre les catholiques alliés du pouvoir. Les attaques d'Eugène Sue, dans *Les mystères du peuple*, contre Rome et César sont très claires à ce sujet. Plus tard, après le refus du roi Henri V d'accepter le drapeau tricolore, et la victoire des républicains aux élections législatives, Vercingétorix devint le héros de la III^e République, un héros républicain, anticléric et revanchard.

Donc, modèle du héros parfait il fut assimilé aux Français combattant pour la liberté. Avant la guerre de 1870, il pouvait être aussi le modèle de l'empereur, le chef derrière lequel tous se réunissaient et se reconnaissaient. Les poètes louaient Vercingétorix et l'empereur, mais pourquoi ? Eugène Sue déclare qu'avec le meurtre de César, Brutus vengea Vercingétorix, et par là-même les Gaulois. Qui est César ? Ne nous est-il pas permis de comprendre que Vercingétorix fut l'image, pour les républicains pourchassés par la police impériale, du démocrate pourchassé par Napoléon III. Dans ce cas, la lutte n'est plus une lutte de race, mais une lutte de classe. Elle était vue sous le prisme de 1793. On peut lire dans le livre de Monnier :

« [Vercingétorix] voulait l'établissement d'une assemblée [...] de toute la Gaule où seraient représentées [...] toutes les cités, et non seulement les deux classes principales, mais le peuple de chaque cité » (10).

De même, les attaques contre les druides qui n'avaient pas résisté se firent plus vives. Elles visaient l'Église. Les attaques contre le pouvoir en place se firent toutes aussi vives.

« Enfin le parallélisme entre ce qu'affirme Albert Réville et ce qu'écrivait Eugène Sue dans *Les Mystères du peuple* : « La tradition républicaine s'est pour ainsi dire perpétuée d'âge en âge par l'insurrection depuis que l'antique république des Gaules fédérées a été conquise... » (11). Pour Réville « notre démocratie, qui a fait la royauté, puis la Révolution, remonte par ses origines premières jusqu'au parti égalitaire, impatient de l'oligarchie, déjà national, qui permit à Vercingétorix de grouper un instant sous ses ordres les forces de la Gaule entière. « Je veux faire de la Gaule un seul tout », cette grande parole du brenn martyr est l'âme de toute notre histoire de France » (12). Vercingétorix, on le constate, n'est pas seulement le premier dans l'ordre chronologique, il est le fondateur spirituel du pays ! » (13).

Les républicains n'avaient jamais fait la distinction entre la République et la France. Après l'instauration de la III^e République, cet amalgame se fit plus fort et la perte d'une partie du territoire fut une humiliation qui accentua le culte de la patrie. La République cultivait le culte de la nation qui, pour elle,

■ (10) Francis Monnier, *Vercingétorix et l'indépendance gauloise*, 1874, cité par André Simon, *Vercingétorix...*, p. 71.

■ (11) Eugène Sue, *Les mystères du peuple*, éd. de 1872.

■ (12) Albert Réville, *Vercingétorix et la Gaule in Revue des deux mondes*, 1^{er} septembre 1877.

■ (13) André Simon, *Vercingétorix...*, p. 73.

VERCINGETORIX

ne pouvait être que le culte de la Révolution. Cependant, cette référence à la Révolution était aussi une référence à Danton et à Robespierre. Pour des républicains convaincus, la Révolution est un tout. L'histoire de France prend sa source avec les Gaulois, se prolonge par la monarchie et l'Ancien Régime, et resplendit en 1789 pour finir par se montrer au monde sous son vrai visage : la République.

« Par la Révolution elle est lumière du monde, mais cela fut toujours sa mission. « *La France, soldat de Dieu jadis, aujourd'hui soldat de l'humanité, sera toujours le soldat de l'idéal* », ces mots de Clemenceau résument l'histoire de France telle que la République l'entend [...] La République française est restée prisonnière de ce carcan de confusion entre l'État (républicain) et la République idéale » (14).

Vercingétorix et les héros nationaux passèrent du modèle républicain pour adulte au héros d'un catéchisme national à usage des enfants. Il devint un Hussard Noir de la République. Michelet dans son Histoire de France reprenait les thèses d'Amédée Thierry. Il montrait pour les Celtes une certaine attention. Cependant, il critiquait les Gaulois et il était plus admiratif de César que de Vercingétorix. Dans l'histoire de France réinventée pour l'école, Michelet fut sans doute plus proche des chapitres sur Rome que sur la Gaule. Les chapitres sur Vercingétorix et Alésia en particulier furent sans doute écrits sous l'influence d'Henri Martin, et l'histoire de France, toujours traumatisée par la défaite se replia sur elle même. Cette histoire s'explique par le fait que la France n'était pas unie. De nombreuses populations ne parlaient pas français. Hormis l'habitant des villes le sentiment national n'était qu'à l'état embryonnaire.

« L'historien américain Eugen Weber a montré qu'en ce qui concerne la population rurale, majoritaire au milieu du XIX^e siècle, il faut attendre l'école – et le service militaire – pour que se développe réellement un sentiment unitaire de la France. « *La patrie, un beau mot* »... constate, en 1885, un prêtre corrézien, « *qui fait tressaillir chacun, excepté le paysan* » (15). Ce témoignage, cité entre bien d'autres, nous ramène à la légende républicaine. C'est elle qui inculquera avec succès l'image de la nation et remplira le vide symbolique creusé par l'effacement de la religion royale » (16).

Ce n'est donc plus la notion de « race » qui est en jeu, mais, depuis Michelet, celle de « peuple ». Il montre que la France était découpée en provinces qui gênaient son unité, et que les départements, en détruisant ces provinces et cette fausse unité, l'avait reconstituée. Il ajoute au déterminisme du peuple un déterminisme géographique, avec lui la France devient une personne qui vit, qui souffre et que l'on défend.

« [...] par l'âme immatérielle de la France qui inspire le peuple, comme Augustin Thierry avec le triomphe de la race indigène, [les historiens de la III^e République] construisent un schéma historique

■ (14) Suzanne Citron, *Le mythe national...*, p. 24.

■ (15) Eugen Weber. *La fin des terroirs*. La modernisation de la France rurale 1870-1914, Paris, Fayard, 1983 cité par Suzanne Citron, *Le mythe national...*, p. 161.

■ (16) Suzanne Citron, *Le mythe national...*, p. 161.

dans lequel *la France n'a pas de commencement*. Les changements n'y sont que les transformations d'un « même » posé dès l'origine, transposition libérale et romantique de l'imaginaire forgé autour des rois francs d'origine troyenne immémoriale, successeurs de Clovis, agents de Dieu » (17).

Ainsi, grâce aux thèmes que développent les études savantes, les républicains composent leur programme. Ils calquent la situation de la France après 1870 sur celle de la Gaule après Alésia. C'est pourquoi, à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, « *à travers Vercingétorix s'exprime l'idéologie républicaine, nationale et humaniste dont Henri Martin fut un représentant* » (18).

Toutefois, les républicains ne furent pas les seuls à récupérer Vercingétorix. Avec les catholiques son sacrifice volontaire fut accentué. Il fut livré par les Gaulois et par ce sacrifice notre héros savait que sa patrie serait plus brillante qu'elle ne l'avait été. Certains historiens reprenaient l'idée de Bossuet, selon laquelle la victoire de Rome aurait été voulue de Dieu. En effet, grâce à cette victoire, l'Évangile se répandit en Gaule. Les érudits chrétiens reconnurent l'effort gaulois mais proclamèrent la victoire de César comme utile et nécessaire pour arriver à la gloire de la France. Vercingétorix avait presque rejoint Jeanne d'Arc. A n'en pas douter, il y eut une identité spirituelle entre les deux héros. Sans doute cela permit-il à la population catholique de mieux s'identifier au personnage, et contribua à faire progresser le mythe national. Après 1870, la glorification du sacrifice devint chose courante, et de cette glorification on en arriva à la revanche militaire et nationale.

C'est dans ce contexte que l'antigermanisme naquit. Dès 1864 les pièces de théâtre et les poèmes allaient se multiplier et développer ce thème. Tous suivent à peu près le récit historique de l'époque, mais

« l'essentiel c'est, d'une part, la discussion sur les bienfaits de la civilisation, d'autre part la valeur de la liberté et de l'indépendance, et bien plus, après la défaite d'Alésia et le sacrifice de Vercingétorix qui se rend à César, la mort à Rome et la revanche finale. Un druide ou une druidesse, parfois Vercingétorix lui-même, prédit l'écroulement de l'Empire romain sous les coups des barbares, et la grandeur future de la France » (19).

Dans la pièce d'Henri Martin de 1865 un thème nouveau apparaît : celui de la délivrance des Germains par César. De façon parallèle, ce thème se développe chez les historiens pour justifier la conquête romaine. Cependant, des termes comme « barbares germains » frappent l'esprit. En effet, Henri Martin écrit cette pièce en 1865, donc avant la défaite de Sedan, et avant Sadowa en 1866 (qui vit la victoire sur l'Autriche-Hongrie de la Prusse et l'entrée de cette dernière dans le concert des Grandes Puissances). En

■ (17) Suzanne Citron, *Le mythe national* ..., p. 164.

■ (18) André Simon, *Vercingétorix...*, p. 95.

■ (19) André Simon, *Vercingétorix...*, p. 52.

VERCINGETORIX

cherchant à justifier la conquête romaine, involontairement peut-être, les historiens et romanciers préparèrent en partie le terrain de l'antigermanisme. Dans tous ces textes lyriques ou historiques, le pas de la reconnaissance entre Français et Gaulois fut franchi. Après Sadowa, les thèmes de la revanche et de l'antigermanisme s'accrochèrent. En 1869, à la veille de la guerre, alors que le régime paraît plus solide que jamais grâce aux réformes de l'empire libéral, Bathild Bouniol publia *La France héroïque. Vies et récits dramatiques*, où l'on pouvait lire : « les Germains d'au-delà du Rhin, bandits mercenaires, sans patrie, sans culte et presque sans Dieu » (20). Les Français sont magnifiés par l'héroïsme des Gaulois. La défaite de 1870 ne modifia en rien les choses. Le choc de la catastrophe passé, certains, comme Taine, allaient essayer de porter un nouveau regard sur les événements. Pourtant, les séquelles les plus visibles disparues, l'exaltation reprit avec plus d'ampleur et une nouvelle force. Cela allait durer jusqu'à la Grande Guerre. Bientôt, cet antigermanisme se transforma en du nationalisme.

Le culte de Vercingétorix, à partir de la III^e République, se place dans la prise de conscience du sentiment national qui avait fait tant défaut pendant la guerre de 1870. L'histoire à travers l'éducation, allait devenir l'élément essentiel pour le communiquer. Vercingétorix devint un héros didactique au service de la République pour l'éducation des enfants. Il fallait éduquer, c'est-à-dire éduquer dans le sens de l'État, à savoir, détruire tous les particularismes, à commencer par les libertés régionales et les langues minoritaires. Lavisse dans son manuel développa le mythe de la France éternelle. Il présentait le pays comme ayant toujours existé, avec comme premiers habitants les Gaulois. Or, il ne parlait pas de la Gaule mais de « notre pays », ou de « la France ».

« Par le mot « pays », par celui de « France », hier et aujourd'hui sont continus. Réels au présent, ces mots, projetés dans le passé, donnent vie à une France originelle imaginaire. L'histoire de France commence par le mythe de France » (21).

Néanmoins, même si notre héros était le premier des patriotes, la Gaule restait dans l'enseignement secondaire, dominé par l'humanisme, un pays sous-développé et sans civilisation. Apparut alors l'ambiguïté entre l'héroïsme gaulois face aux envahisseurs romains et l'intelligence de la civilisation romaine. Jusqu'au début de la Grande Guerre, les manuels allaient glorifier Vercingétorix tout en maintenant l'idée que la richesse de l'agriculture et des défrichements étaient romains. Les Gaulois étaient les premiers héros du pays en tant que premiers résistants, mais heureusement vaincus, la civilisation romaine, à laquelle la République a toujours fait référence, allait triompher.

« Jacques Bainville, historien de droite, l'exprime de façon plus nette et explicite : « Il était impossible que Vercingétorix triomphât, s'il avait triomphé cela aurait été un malheur. » (22).

■ (20) Bathild Bouniol *La France héroïque*, Paris 1869 cité par André Simon, *Vercingétorix...* p. 57.

■ (21) Suzanne Citron, *Le mythe national...*, p. 30.

■ (22) Jacques Bainville, *Histoire de France*, cité par André Simon, *Vercingétorix...*, p. 102.

Enfin, Lavisso soulignait la filiation continue entre les Français et les Gaulois, malgré les différences dues à la migration des populations qui avaient envahi la Gaule, tout en soulignant le très petit nombre de Romains et de Germains qui s'y installèrent. Lavisso expliquait qu'après le baptême de Clovis la Gaule changea de nom, mais que le pays était toujours le même. Sur les cartes de l'empire carolingien, les auteurs de manuels scolaires oublièrent de noter les villes d'Allemagne pour n'y laisser que les villes françaises. Après le partage de Verdun en 843, Charles le Chauve eut la plus grande partie de la Gaule. Ce vocabulaire mis en rapport avec les cartes de la Gaule et de l'empire de Charlemagne montrait qu'à cette époque la France était anéantie d'une partie de son territoire (rappelons-nous qu'après 1870, l'Alsace et une partie de la Lorraine étaient devenues allemandes, l'histoire rejoint le présent). Après les Carolingiens, incapables de régner, car ne sachant pas défendre la France face aux Normands, les Capétiens allaient prendre la relève. Une France dont l'histoire est continue défilait devant les yeux des enfants. Mais cette France ne pouvait vivre sans personnages héroïques y ayant combattu et vécu. C'était la personnalisation du mythe. Alors apparurent des héros au destin exceptionnel, parfois nuancé, car pas forcément bon et même quelques fois mauvais, mais toujours pour la France ; c'est :

« Philippe-Auguste qui fut un grand roi, fit la guerre au roi d'Angleterre et lui prit la Normandie. Il battit les Allemands à Bouvines en 1214. Son fils Louis VIII acquit le pays de Beaucaire, et de Carcassonne, après l'horrible croisade des Albigeois. [...]. Louis XI était méchant. Il fit mourir des hommes qu'il n'aimait pas, ou bien il les enferma dans des cages où l'on ne pouvait se tenir debout ni se coucher. Il y avait dans ce temps-là des seigneurs qui ne voulaient pas obéir au roi. Il les fit obéir. Alors la France fut tranquille. Il agrandit le royaume en acquérant plusieurs provinces. Ce méchant homme fut un roi qui rendit de grands services à la France ». Du reste, ses ennemis sont si antipathiques, que Louis XI en devient sympathique. Quand les autres ont des ambitions, mieux vaut que la France s'agrandisse. « Les seigneurs se révoltèrent contre [Louis XI], et ils prirent pour chef le duc de Bourgogne, Charles, qu'on appelait le Téméraire, parce qu'il avait des projets trop hardis. Heureusement pour Louis XI, le duc de Bourgogne se perdit par sa témérité. Il cherchait querelle à tous ses voisins. Il alla combattre en Suisse où il fut battu, et en Lorraine où il fut tué en assiégeant Nancy. Louis XI s'empara alors du duché de Bourgogne. Il hérita de la Provence, du Maine et de l'Anjou » (23).

Pour Lavisso c'est ainsi que les rois capétiens, surtout Louis XI, avaient fait la France. A l'appui une carte dont les parties « *non encore réunies* » étaient grisées. Dans cette perspective, les guerres de conquêtes des souverains français ne furent que des guerres civiles contre de mauvaises gens, comme les Bourguignons qui trahirent en livrant Jeanne d'Arc à l'Anglais, (en oubliant de préciser que le roi d'Angleterre avait autant de

■ (23) Manuels de Cours moyen et de cours élémentaire de Lavisso cités par Suzanne Citron : *Le mythe national* ..., pp. 33-34.

VERCINGETORIX

droit sur la couronne de France que les Valois et que la Bourgogne était devenue un état indépendant de fait). Grâce à Louis XI, mauvais roi qui enfermait les opposants dans des cages et qui regardait son jardin de pendus tous les soirs avant de s'endormir (encore un mythe), la France allait redevenir riche et puissante.

L'école reprit exactement la pensée de la classe politique et les débats qui eurent lieu dans le pays. Pensée et débats basés en partie sur le traumatisme de la défaite de 1870 et avec une République ayant le regard fixé sur la ligne bleue des Vosges. La France de toujours allait être inculquée aux enfants ainsi que l'amour de la patrie. Ce fut l'époque de la justification des guerres de conquêtes territoriales, qui ne furent, ne sont, et peut-être ne seront jamais, remises en cause car servant la France. Toutes les guerres d'annexion des territoires français se trouvaient ainsi justifiées non pas pour défendre la nation, mais pour défendre la patrie, celle du XIX^e siècle ! Cette histoire n'est donc pas une histoire de la nation française, en tant que nation dans sa diversité et sa richesse, mais une histoire de l'unicité où les peuples vaincus n'existent plus. C'est la mémoire de l'État, opposée à la mémoire des peuples qui composent la nation. Elle fut l'exclusion de réalités sociales, religieuses, culturelles, régionales et nationales. C'est l'histoire mythique d'un pays mythique, d'une France éternelle qui précède l'histoire de la France réelle. Ainsi, les héros de l'histoire, ne combattaient plus pour la France, mais pour la Patrie, et dans le paragraphe quatre du premier chapitre du cours élémentaire nous pouvons lire : « *Vercingétorix meurt pour la patrie* » (24). Le chapitre lui se termine par un hommage de la part de Lavissee au héros : « *Souvenons-nous de Vercingétorix, qui est mort pour sa patrie. [...] Retenons le nom du Gaulois qui a si vaillamment défendu sa patrie. [...] Ainsi périt l'héroïque défenseur de notre pays. La Gaule entière est occupée par les Romains* » (25). L'histoire de Lavissee organise son enseignement autour de l'État-Nation, des trois dynasties de France et de la République. Est-ce autrement aujourd'hui ? En 1985 les livres d'histoire reprenaient à peu près le même schéma de l'État-Nation.

« L'image que non seulement le public, mais les décideurs ministériels et politiques se font du passé n'est-elle pas celle que nous a léguée l'historiographie républicaine, la grande fresque brossée au début du XX^e siècle par l'école méthodique ? » (26).

D'autres auteurs préférèrent le mot « Français » à « France », mais le résultat est le même, partout l'enfant apprend qu'il se doit au sacrifice suprême pour la « France éternelle ». Sacrifice qui n'est pas seulement de donner sa vie pour l'État-Nation, mais aussi d'apporter à des peuples « primitifs », tels les Gaulois avant la conquête, la culture et la civilisation occidentale. Ce fut au nom de l'État-Nation que, pour les Français de métropole et des colonies, l'on écrivit cette phrase : « nos ancêtres les

■ (24) Suzanne Citron : *Le mythe national...*, p. 44.

■ (25) Manuels de cours élémentaire cités par Suzanne Citron, *Le mythe national...* p. 47.

■ (26) *Ibid.*, p. 170.

Gaulois ». Elle eut un grand rôle pédagogique : niveler les différences ethniques qui pouvaient exister entre les citoyens français où qu'ils se trouvent en France et dans l'empire. Il faut y voir une volonté politique d'intégration culturelle et sociale par l'intermédiaire d'ancêtres communs. Vercingétorix était l'ancêtre qui, ayant résisté contre Rome et vaincu par elle, allait ouvrir les portes de la Gaule à la civilisation. Par l'assimilation qu'il y eut entre le peuple gaulois et les Romains, Vercingétorix devint l'exemple d'intégration pour les populations soumises à la France. Comme la Rome antique, la France, son héritière, apportait la civilisation partout dans le monde. Curieusement, le colonialisme se nourrissait lui-aussi d'Alésia, car la défaite ouvrait à l'universalisme qui excusait la colonisation et de cet universalisme se nourrissait le nationalisme.

Ce nationalisme qui justement allait prendre de plus en plus de place dans la société du début du siècle. Il naquit avec les difficultés de reconnaître une définition correcte de la France. En effet, que veut dire ce mot ? Dans le petit Lavis, nous avons vu que c'est l'histoire de l'État-Nation qui est mise en évidence, l'histoire de l'État, l'histoire du gouvernement. Nul part ne s'y trouve de la considération pour les différents peuples pris dans la tourmente. Les habitants du pays ne sont là que pour se sacrifier à ce personnage mythique qui a besoin d'eux, personnage mythique mais non démocratique, personnage guerrier qui ne pense qu'à agrandir son pré carré à l'intérieur de ses frontières naturelles. C'est une France englobante qui doit être aimée. En 1870, Vercingétorix apparaît comme « le » résistant, c'est pourquoi il fut à cette période très souvent mis en parallèle avec Gambetta. Pour les contemporains, surtout s'ils sont républicains, cela est évident et l'idée de la revanche fait son chemin dans l'esprit d'hommes qui allaient bientôt accéder au pouvoir. Enfin, avec le général Boulanger, Vercingétorix et le nationalisme, qui jusque là étaient des valeurs de gauche, allaient passer à droite et entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, notre héros gaulois allait être, avec Jeanne d'Arc, le porte-parole d'un véritable populisme antigermanique. En 1909, Jeanne d'Arc fut béatifiée et les nationalistes de droite ainsi que l'Action Française, allaient en faire leur héroïne. Elle est le modèle qu'ils tentèrent de s'approprier face au modèle des républicains qu'était Vercingétorix. Cependant, l'un et l'autre ne furent jamais les héros exclusifs d'un mouvement ou d'un parti, et les républicains continuèrent d'emprunter les deux symboles. Ainsi,

« quand Émile Chatrousse dresse un monument à Henri Martin à Ham, monument qui existera entre 1885 et 1914, La défense de la patrie à travers les âges, Vercingétorix s'y trouve associé à Jeanne d'Arc, avec une allusion à 1792 et aux victoires de la Convention »
(27).

■ (27) André Simon, *Vercingétorix...*, p. 95.

Les passions nationalistes, exacerbées par la concurrence coloniale et ses crises, principalement celles de Fachoda et du Maroc, allaient atteindre leur

VERCINGETORIX

point culminant en 1914. Dès le début de la guerre, Vercingétorix et Jeanne d'Arc, allaient devenir les ancêtres des poilus, des combattants pour la conquête des régions perdues et de la France mutilée par l'avance de l'armée allemande. La propagande montre Jeanne et Vercingétorix montant au front, chargeant l'ennemi et délivrant l'Alsace de l'occupation teutonne. Jeanne n'était plus brune, mais blonde avec les yeux bleus, elle était l'Alsace. La défaite d'Alésia fut mise en lumière pour faire comprendre au monde que grâce à elle, la France fut la continuatrice de Rome et que la guerre était une guerre entre la civilisation et la barbarie. Rome devint donc la référence du nationalisme, avec paradoxalement Vercingétorix comme figure de proue. Après la Grande Guerre, le nationalisme utilisa les mêmes références qu'au XIX^e siècle. C'est pourquoi l'historiographie d'entre les deux guerres arriva aux mêmes conclusions avec les valeurs de patriotisme, du sens du sacrifice, de l'amour de la liberté, mais aussi du besoin d'ordre, d'autorité, et surtout le besoin d'un chef au-dessus des partis. L'exaltation de l'homme providentiel restait de mise. Gailly de Taurines écrit à propos de Vercingétorix dans un livre pour les enfants : « *C'est pour que la Gaule, par le culte désintéressé du Droit, pût devenir un jour l'un des flambeaux de la civilisation latine, que Vercingétorix s'était offert en sacrifice* » (28). Un nouvel éclairage allait mettre en lumière les ambiguïtés de cette historiographie. Le fascisme italien, allié de l'Allemagne nazie, se réclamait lui-aussi héritier de la civilisation romaine et avait pour but avoué de rétablir la grandeur passée de l'empire. La

« multiplication des oeuvres consacrées à Vercingétorix dans ces années-là est-elle un simple phénomène d'édition ? ou l'appel conscient ou inconscient à lutter pour l'indépendance ? Marius-Ary Leblond écrit en 1937 : « *A cette date impie débute la pire duplicité européenne, l'alliance de la Germanie avec Rome...* ». Ne pense-t-il pas à l'axe Rome-Berlin ? » (29).

Nous le pensons, d'autant plus que le second conflit mondial allait voir notre héros basculer vraiment dans le camp des propagandistes. Si Vercingétorix et Jeanne d'Arc allaient être avec Vichy les meilleurs collaborateurs de l'occupant, en exaltant le sacrifice (de Pétain ?) et le bon sens devant la défaite qui apporta la civilisation à la Gaule, à Londres les deux héros devenaient les champions de la résistance à l'oppression et à la barbarie nazie, en exaltant eux aussi l'esprit de sacrifice pour la liberté et la victoire. Avec la dichotomie des thèmes de l'historiographie du XIX^e siècle, ce héros était une fois encore le témoin et l'acteur des guerres civiles et des guerres d'opinion de notre pays. Dans les manuels scolaires de l'État Français (Vichy), l'enfant était invité au sacrifice et à l'obéissance derrière le chef de la nation, et de voir en couverture Vercingétorix, premiers des Français avec Jeanne d'Arc, Henri IV, Napoléon et le maréchal Pétain !

■ (28) Gailly de Taurines, *Vercingétorix*, Larousse, 1933 cité par André Simon, *Vercingétorix ...*, p. 112.

■ (29) Marius-Ary Leblond, *Vie de Vercingétorix*, Paris, Denoël, 1937. cité par André Simon, *Vercingétorix...*, p. 113.

« Parallèlement au renouveau du culte d'une héroïne qui unit en elle les « traditions françaises » et l'espoir conservé malgré notre défaite, se développe - ce, avec la bénédiction des autorités allemandes - un thème oublié depuis fort longtemps : celui de Jeanne antibritannique. La presse collaborationniste essaie de détourner à son profit le culte johannique que lui dispute la Résistance et notamment le PCF, en désignant les responsables de son martyre (et de celui que la France supporte depuis 1940) : les Anglais et ceux qui les soutiennent » (30).

De même, après la guerre, les allusions au sacrifice et au héros de la résistance, le général de Gaulle, furent à peine voilées. Ainsi, en 1945, dans le roman de Dormontal,

« Vercingétorix est suivi de Roland, de Jeanne d'Arc et des poilus de Verdun et dans les dernières pages le lyrisme se déchaîne : « *Gergovie, Alésia, Roncevaux, Bouvines, Austerlitz, Verdun, la Marne, jusqu'au Maquis triomphant ! Prodigeux jalons [...] Héraklès, Ambigat, Luernis, Bituit, Celtill, Vercingétorix, Roland, Du Guesclin, Bayard, Turenne, Foch l'Invincible et de Gaulle le Libérateur* » (31).

L'historiographie de l'après-guerre n'avait pas éprouvé le besoin de changer, le mythe de la France éternelle restant présent. Cependant, un historien, Michel Rambaud, allait, il y a une quarantaine d'années, émettre une théorie selon laquelle Vercingétorix n'aurait été qu'un personnage médiocre exagérément valorisé par César pour cacher ses difficultés à vaincre la révolte gauloise. Vingt ans plus tard, Jacques Harmand proposa la thèse de l'entente entre César et Vercingétorix pour expliquer la défaite du Gaulois. Cela a-t-il fait évoluer les choses en matière d'historiographie et surtout d'enseignement ? En ce qui concerne l'enseignement nous serions tenté de répondre par la négative. Sinon,

« Pourquoi les programmes de 1985 de l'école (petit livre bleu de Jean-Pierre Chevènement) sont-ils le condensé d'une histoire de France à la manière de Seignobos, alors qu'un colloque réuni par Alain Savary en janvier 1984 ouvrait des brèches dans la conception traditionnelle de l'histoire ? » (32).

Pourtant, le culte des symboles de la République, de la France ou de l'État-Nation, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale semble diminuer. Dans les partis politiques républicains (PC, PS, UDF, RPR) il est rare de voir les dirigeants se référer à Jeanne d'Arc, Vercingétorix ou Clovis, même si en 1981 un responsable de PS demandait à ce que des têtes tombent en se référant à la Révolution. Aujourd'hui, seule l'extrême-droite, avec à sa tête Jean-Marie Le Pen, récupère dans un capharnaüm indescriptible, ce que les partis républicains traditionnels ont laissé choir. En cette année 1996 où l'on fête le 1 500^e anniversaire du baptême de Clovis, Vercingétorix est bien absent. Le 13 avril dernier, au cours d'une « *Journée nationale d'amitié française* », le président du Front National s'est positionné sur des thèmes

■ (30) Claude Ribéra-Perwillé, *Jeanne d'Arc au Pays des Images (XV^e-XX^e siècles)* in *L'Histoire* n° 15, septembre 1989, pp. 58 à 67.

■ (31) André Simon, *Vercingétorix...*, pp. 117-118 ; Charles Dormontal, *Le grand amour de Vercingétorix*, Paris, 1945.

■ (32) Suzanne Citron : *Le mythe national...*, p. 170.

populistes et pseudo-monarchistes. Pour lui, le baptême de Clovis représente « l'acte fondateur de la plus ancienne nation d'Europe et celui de l'une des plus grandes civilisations du monde » (33). Et de finir en dénonçant la décadence de la France. Ces thèmes, Jean-Marie Le Pen ne les a pas inventés, ils existaient déjà dans les discours des dirigeants nationalistes du début du siècle et dans ceux qui furent prononcés pendant la Seconde Guerre mondiale. Est-ce un hasard si dans les stands de ce rassemblement, nous trouvons Jeanne d'Arc, Clovis mais aussi le maréchal Pétain, les écrits exaltant Pierre Laval ou Joseph Darnand (fondateur de la Milice), et des écrits antisémites de Céline ou d'Édouard Drumont ? Surtout, le Front National reprend le mythe du sacrifice que l'État Français (Vichy) avait voulu forger, en mêlant dans une sauce douteuse les résistants et les Français qui servirent sous uniformes des *S.S.* : « *Saluons le courage de tous ceux qui ont combattu pour la France ou qui ont cru le faire, qu'ils aient lutté contre le national-socialisme ou contre le socialisme international, qu'ils aient combattu en Afrique ou en Ukraine* » (34). Dans la même cérémonie, un film fut projeté intitulé : *De Clovis, jusqu'à nos jours, la France*. Titre explicite : la France éternelle, lumière du monde et dominatrice, la vraie, contre l'histoire officielle et universitaire. Nous ne pouvons que réfuter ce capharnaüm innommable. L'extrême-droite reprend ses vieilles rengaines. Vercingétorix n'est plus - trop républicain et démocrate sans doute - pour revenir à Clovis, au mythe des trois dynasties de France, qui curieusement ne sont plus que deux, les Capétiens étant sans doute trop à gauche, le comte de Paris, prétendant légitime au trône, ayant dit que son cœur battait de ce côté. Écoutons ce qu'écrit un militant pro-orléaniste dans le bimensuel *Royaliste* : « *Par rapport aux premières traditions spirituelles (le christianisme) et politiques (la royauté capétienne) de notre pays, cette conception héroïque est à tous égards subversive : elle nie le projet historique (comme aventure collective poursuivie dans le temps) par une célébration (abusiv) de destins individuels ; elle récuse la simple humanité (chrétienne, mais aussi royale)* [dont le Front National se voudrait l'héritier en niant la Révolution] *par une apologie du surhomme ; elle oublie que la vertu politique est dans le service de l'État et de la nation* » (35). Cette attitude populiste de l'extrême-droite, de récupérer tout ce qui « marche », tout ce qui est vecteur électoral, peut fonctionner ; cela s'inscrit dans une pensée électoraliste, la même qui, le premier mai dernier, avait poussé le Front National à adopter des propositions en matière sociale qui ne lui étaient pas habituelles. Si les partis républicains n'avaient pas honte de leur passé, s'ils n'avaient pas abandonné tous les symboles de la République (comme le drapeau ou l'hymne national), s'ils assumaient correctement leur rapport à l'histoire, sans avoir peur de se confronter à l'extrême-gauche qui traite de fasciste tout ce qui peut lui nuire, à commencer par la mémoire, et s'ils n'avaient pas honte de dire qu'ils aiment notre pays, alors les extrémistes de tous bords ne pourraient montrer

■ (33) Olivier Pognon, « *Le Front national célèbre Clovis* », in *le Figaro* du 15 avril 1996.

■ (34) Renaud Dely, « *Le Pen agite la colère du peuple* », in *Libération* du 15 avril 1996.

■ (35) Jacques Blangy, « *De Clovis à Le Pen* », in *Royaliste* n° 664 du 29 avril 1996.

que leur incohérence. Il faut savoir que la mémoire est affaire de tous, qu'il faut connaître l'histoire de l'État-Nation, de la Nation, mais aussi l'histoire du pays comme il s'est construit et non l'histoire d'un mythe qui aujourd'hui peut faire beaucoup de mal à la démocratie et à la République.

Comme nous venons de le voir, Vercingétorix fut récupéré par toutes les idéologies depuis le XIX^e siècle. Ce mythe est un moule dans lequel toutes les idéologies peuvent se couler. Il fut revendiqué par la gauche libérale et radicale, par les orléanistes, les bonapartistes et par l'extrême-droite. L'idéologie la plus couramment acceptée et utilisée fut celle du mythe national. Mythe qui appelle à la résignation, au sacrifice et qui en même temps appelle, derrière les républicains, le peuple à se révolter contre le César (Napoléon III entre autres), à lutter jusqu'au bout en attendant une revanche prochaine. Vercingétorix est un personnage né au XIX^e siècle sous le signe de l'ambiguïté. Pourtant :

« comme le fait remarquer Michel Faure, l'efficacité d'une stratégie idéologique tient à la nature ambiguë des concepts. Mais y a-t-il stratégie ? Cette nébuleuse idéologique ne se constitue-t-elle pas spontanément ? Les vaincus en appellent au ciel ou à l'avenir. [...] De même, l'exaltation de Vercingétorix, parce que son sort préfigure celui de Louis XVI décapité, de Napoléon mort en exil, de la Commune écrasée est pour tous les partisans de ceux-ci un mythe consolateur, puisque outre le grandissement du malheur, elle offre par analogie la gloire future » (36).

C'est donc ce mythe du héros rédempteur, consolateur, jouant quelques fois sur le thème de la désunion, comme en 1870 et en 1914 où s'incarnent en lui les valeurs d'Union sacrée, qui fut la réalité du culte de Vercingétorix. Après les défaites de 1814 et 1815, et plus encore avec celle de 1870, la France voit en Vercingétorix et Alésia les promesses que malgré les revers elle peut se relever. La France étant éternelle, les défaites ne peuvent qu'être ponctuelles et n'ouvrir - comme ce fut le cas pour Alésia, qui permit à la Gaule de recevoir la civilisation ainsi que l'Évangile - que sur d'heureuses conclusions. Et toujours dans l'ambiguïté la plus totale, Vercingétorix appelle à la résistance mais aussi, par son sacrifice volontaire, à l'acceptation de l'occupation, invite à la collaboration, comme à la colonisation. Comme Rome avait permis à la Gaule de s'ouvrir à la lumière de la civilisation, la France amène les peuples colonisés à un niveau supérieur. Ce fut toujours l'histoire de l'État-Nation face à l'histoire des peuples. Vercingétorix a permis de masquer que le peuple de France est un peuple sorti, non pas d'une ethnie presque mythique, mais d'un amalgame de peuples que notre mémoire collective fonde dans l'unicité de l'histoire de l'État royal puis, depuis la Révolution, dans l'histoire de l'État-Nation. Tant que l'histoire ne sera pas une histoire plurielle, où tous les facteurs de l'évolution des sociétés ne seront pas pris en compte, le mythe de Vercingétorix, comme le mythe du

■ (36) André Simon, *Vercingétorix...*, p. 109.

VERCINGETORIX

« génocide vendéen » et d'autres mythes peut-être plus dangereux, ne seront que les cache-misère d'une histoire exclusive, une et totalisante au service d'un État, d'une religion ou d'une idéologie. Cependant, aujourd'hui, Vercingétorix n'est plus vraiment exalté par les politiques comme il y a quelques années. Il n'est plus qu'un héros de bandes dessinées ou d'étude pour la jeunesse. Dès lors, quel avenir pour notre Arverne ?

« Le mythe de Vercingétorix semble avoir prévu notre interrogation. La décomposition de la nation par la discorde, l'égoïsme, l'invasion, le brassage des populations, la domination étrangère et l'intégration dans un ensemble plus vaste, les hommes du temps de Vercingétorix ont déjà vécu tout cela. Alors, sait-on jamais ? Contre toutes prédictions, l'Histoire peut venir demain souffler sur la braise épique que l'on jugeait sur le point de s'éteindre et, une nouvelle fois, ranimer la mémoire du vieux chef arverne » (37).

N'a-t-on pas vu récemment le retour d'une vieille gloire du nationalisme : Charles Martel, roi des Francs et « sauveur de la France face à la menace musulmane ? » Alors pourquoi pas Vercingétorix ? Il appartient à l'histoire et aux générations à venir de faire très attention aux manipulations historiques dangereuses qui peuvent mener à des extrémités dont nous ne sommes pas protégés. L'histoire réserve quelquefois des surprises, comme la chute du mur de Berlin qui à une semaine près n'était pas prévue et qui changea bien des choses sur la surface du globe. L'histoire est en mouvement, Clio nous parle et grandit, écoutons là avec respect, car si nous cherchons à la violer, nous n'entendrons pas ses avertissements pour l'avenir de l'humanité.

■ (37) André Simon, *Vercingétorix...*, pp. 144-145.

Ludovic GALFO

Quand l'idéologie façonne l'histoire

Ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire et « prennent possession » du passé : ceci est une règle applicable à toute l'humanité, de tous les temps. La dimension politique n'est jamais absente de l'écriture de la mémoire des hommes. Cependant, notre siècle et notamment un pays, l'Union Soviétique a pour la première fois sciemment et systématiquement utilisé cette histoire pour la subordonner à son idéologie, qui sera d'autant mieux ingurgitée par les citoyens que ces derniers auront été privés de leurs moyens de discernement de la vérité. Comment un tel processus peut-il se mettre en place ?

Pendant plus de 70 ans, le Parti communiste a concentré entre ses mains tous les pouvoirs, politique, économique, judiciaire, culturel, en Union Soviétique. Pour ce faire, il s'est appuyé sur l'idéologie, qui a été en même temps instrument de conquête du pouvoir, instrument de légitimation et instrument de domination. Cette idéologie, marxiste-léniniste, a ses origines dans les idées suivantes : Karl Marx s'inscrit dans le courant historiciste, dont fait également partie Hegel, pour lequel l'Histoire a un sens et coule inéluctablement vers un point de non-retour, son état de perfection achevée. Mais alors que pour Hegel, l'Histoire tend vers l'Idée, c'est-à-dire vers la volonté de Dieu, Marx lui rejette toute transcendance et part dans une autre direction. En effet, il ajoute un prophétisme scientiste : l'Histoire progresse selon des lois scientifiques, qui peuvent être découvertes par les hommes - et qui, en l'occurrence, l'ont été par lui ! Suivant Marx, c'est l'économie qui est le moteur de l'Histoire : avec la méthode du matérialisme dialectique, il entend démontrer que le capitalisme, qui selon lui ne peut être réformé, ne

peut être que détruit par ses propres contradictions – la paupérisation croissante du prolétariat, la lutte sans merci à laquelle se livrent les capitalistes, réduisant ainsi de plus en plus leur nombre. L'Histoire va donc, nécessairement, – n'oublions pas que tout cela est scientifique – vers l'avènement du communisme où la lutte des classes s'achève par la victoire du prolétariat et l'instauration alors d'une société désormais sans classes, où l'homme, délivré de l'aliénation capitaliste, sera enfin heureux.

Le marxisme s'affirme donc comme une théorie absolument vraie, comme une Science. Dès lors, il est clair, observe Cornelius Castoriadis, « *que la direction du développement doit être confiée aux spécialistes de cette théorie, aux techniciens de cette rationalité* » (1). La voie est ouverte pour Lénine. Les spécialistes veilleront à mettre en oeuvre cette théorie absolue grâce à un pouvoir absolu, et constitueront l'avant-garde du prolétariat, avant-garde éclairée faite de révolutionnaires professionnels qui institueront la dictature du prolétariat. Dans son livre *Que faire ?*, paru en 1902, Lénine définit l'organisation du parti bolchevik ainsi : centralisation des informations et des décisions, division stricte du travail, professionnalisme, discipline rigoureuse, direction personnelle. Le but est que chaque révolutionnaire ne devienne qu'un « rouage » de la « machine ». L'idéologie devient un instrument de conquête du pouvoir et justifie par avance les moyens utilisés, y compris les plus violents : quand on accomplit l'Histoire, que l'on sait que l'on permet l'avènement d'un monde meilleur, comment ne pas écarter brutalement de son chemin lumineux ceux qui y font obstacle ? L'individu ne compte pas. Pour cette avant-garde, pour ce parti communiste nouveau, l'Histoire et son histoire se confondent depuis ces journées d'octobre 1917 où il a pris le pouvoir, depuis ces journées où il a accompli la Révolution en Russie. Seul pays où a eu lieu le renversement du capitalisme, la future URSS et son PCUS sont l'Histoire. Il est maintenant avéré, dit l'idéologie dans sa logique d'élimination de tout ce qui lui est étranger et inassimilable (l'idéologie suppose des traîtres, non des opposants), que le Parti a raison et que tous ses actes sont justes puisqu'il incarne la marche de l'Histoire. C'est ainsi que l'idéologie, aussi bien par son contenu marxiste-léniniste (celui qui détient la Vérité absolue du fonctionnement de l'Histoire est habilité à changer le monde suivant cette Vérité), que par sa logique propre (à la fois intolérante – il ne peut exister une seule chose en dehors d'elle – et contradictoire – elle peut agir d'une manière opposée à ses propres principes, sans avoir le sentiment de les trahir) (2), se doit de plier l'histoire réelle rebelle à son schéma, pour qu'elle s'y conforme. L'idéologie en effet est, selon la définition d'Hannah Arendt, une idée appliquée à l'histoire, une tentative d'expliquer le mouvement de

■ (1) Cornelius Castoriadis, *Marxisme et théorie révolutionnaire*, 1964, réédité in *L'institution imaginaire de la Société*, Gallimard, 1975.

■ (2) Jean-François Revel, *La connaissance inutile*, Grasset, 1988, p.164.

l'histoire comme un processus unique et cohérent ; le Parti a toujours raison et il n'est pas question que les faits le contredisent ! C'est l'infaillibilité du Parti qui est en cause, et donc la légitimité de son pouvoir. L'histoire officielle qu'il va très rapidement sécréter est préparée à la sauce marxiste : le marxisme en permet une interprétation où chaque événement est l'occasion de découvrir des significations, des lois. Il est donc impossible de laisser l'histoire à des historiens : l'histoire sera le fait de l'instance politique, du Parti ; l'histoire sera marxiste, en opposition à l'autre histoire, l'histoire « bourgeoise » - ce qualificatif la disqualifiant tout de suite...

C'est là que l'idéologie, en transformant la réalité à son idée, est également un instrument de domination : elle permet par exemple à Staline de s'instituer comme le véritable et unique chef parce qu'il était le digne successeur de Lénine et le meilleur interprète de sa pensée, contre Trotsky. Celui-ci, après son exil, est décrit dans la grande Encyclopédie soviétique comme un « social-traître », un agent du capitalisme. Toute l'histoire de la Révolution de 1917 et de la guerre civile a été réécrite : rôle accru de Staline, gommage de celui de Trotsky, le double jeu de ce dernier. A côté d'une figure aussi infâme, le camarade Staline apparaît comme le sauveur de la Révolution, le fils spirituel de Marx et de Lénine, le grand-prêtre de l'Histoire en marche et que rien, ni personne ne dévierait de sa route glorieuse.

Dans son livre *La Ferme des Animaux*, l'écrivain George Orwell, qui fut certainement un des Occidentaux les plus lucides sur la réalité communiste et sur le fonctionnement de son idéologie - pour les avoir personnellement observés pendant la guerre d'Espagne -, donne un très bon exemple de cette réécriture des faits et/ou de leur nouvelle interprétation à partir justement de la lutte Staline-Trotsky.

La Ferme du Manoir est le théâtre d'un soulèvement de tous ses animaux contre son propriétaire, Mr Jones, et d'une manière générale, contre les humains qui les exploitent, exploitent leur production (le lait, les oeufs, la viande...) ainsi que leur force de travail. L'Animalisme est défini par ce slogan : « *Quatre pattes, oui ! Deux pattes, non !* », et Sept Commandements sont édictés, dont : « *Nul animal ne tuera un autre animal* » (le Sixième) et « *Tous les animaux sont égaux* » (le Septième). Tout de suite, les porcs prennent la tête de l'ensemble des animaux, étant les plus intelligents, et parmi eux, deux émergent : Napoléon (Staline), « *avare de paroles, il avait la réputation de savoir ce qu'il voulait* », et Boule de Neige (Trotsky), « *plus vif, d'esprit plus délié et plus inventif, (il) passait pour avoir moins de caractère* ». Boule de Neige semble avoir au début le rôle

prééminent : en effet, lorsqu'il s'agit de sauver le Soulèvement contre une offensive des fermiers des environs, c'est lui qui dirige les opérations (« *Boule de Neige avait étudié les campagnes de Jules César dans un vieux bouquin* ») et, fin stratège, il est à l'origine de la victoire de cette bataille, dite de l'Étable, contre les humains. On lui attribue une décoration militaire créée à cette occasion, celle de Héros-Animal, Première Classe. Rapidement, Boule de Neige et Napoléon s'opposent sur tous les sujets : pour la défense, Napoléon veut que les animaux de la Ferme se procurent des armes et apprennent à s'en servir (le socialisme dans un seul pays), alors que Boule de Neige entend provoquer des Soulèvements en chaîne dans les autres fermes (la Révolution permanente, prônée par Trotsky). Ce dernier est convaincant à l'Assemblée, mais le premier rallie des partisans en douce. Lors d'une séance de débats sur la nécessité de construire un moulin à vent (défendue avec vigueur par Boule de Neige qui a travaillé sur le projet, alors que Napoléon s'y opposa dès le début sans apporter plus d'arguments que cela), Napoléon, à l'aide d'une « milice » de neuf molosses, chasse définitivement son rival, et s'institue chef de la Ferme. L'Assemblée est abolie, les décisions seront prises désormais par le comité des cochons, présidé par lui-même. Tout de suite, le responsable de la propagande, Brille-Babil, justifie la prise de pouvoir de Napoléon en « révélant » la véritable personnalité de Boule de Neige, qui « *n'était pas plus qu'un criminel* ». Un des animaux objecte timidement qu'il s'est conduit en brave lors de la bataille de l'Étable ? Brille-Babil annonce : « *...le temps viendra, je le crois, où l'on s'apercevra que le rôle de Boule de Neige a été très exagéré. De la discipline, camarades, une discipline de fer ! Tel est aujourd'hui le mot d'ordre* ». Les animaux ne trouvent plus rien à dire : le clan des cochons est infaillible, son nouveau chef l'est donc aussi : « *Napoléon ne se trompe jamais* », telle est la nouvelle maxime adoptée.

La personnalité de Boule de Neige est de plus en plus attaquée, au fur et à mesure des besoins de la propagande : il devient la figure de l'ennemi, du traître, du saboteur qui met tout en oeuvre pour faire échouer le Soulèvement. Après qu'une tempête a détruit le moulin à vent en cours de construction, Napoléon s'adresse aux animaux : « *Camarades, (...), savez-vous qui est le fautif ? L'ennemi qui s'est présenté à la nuit et a renversé notre moulin à vent ? C'est Boule de Neige !* » rugit-il.

« *Oui, enchaîna-t-il, c'est Boule de Neige, par pure malignité, pour contrarier nos plans, et se venger de son ignominieuse expulsion - lui, le traître ! (...)* ». La présence, aux côtés de Napoléon, de la milice des neufs molosses menaçants aide les animaux à croire ce qui leur est affirmé : la

violence est toujours appelée à la rescousse du mensonge. En exemple, des cochons qui ont un peu protesté lors de la nouvelle de l'abolition de l'assemblée doivent avouer leurs crimes et admettre qu'ils sont des collaborateurs de Boule de Neige, donc qu'ils ont une part de responsabilité dans l'effondrement du moulin. Ils sont égorgés sur le champ par les molosses. De cette façon, les autres animaux qui découvrent stupéfaits des ennemis jusque dans leurs rangs (« *C'était comme si Boule de Neige, présence impalpable, toujours à rôder, les menaçait de cent dangers.* »), sont prêts à tout croire : ils ne se rappellent plus ce qui s'est passé lors de la bataille de l'Étable, ils croient seulement se rappeler, ils finissent par ne plus oser faire confiance à leurs souvenirs de plus en plus incertains. Leur mémoire se vide ; place est faite pour le nouveau passé donné par Brille-Babil, où Boule de Neige se révèle être un véritable traître, dès le début de connivence avec les humains : « *Du premier jour Boule de Neige était de mêche avec Jones ! Il n'a cessé d'être son agent secret. Nous en tenons la preuve de documents abandonnés par lui que nous venons de découvrir. A mon sens, camarades, voilà qui explique bien des choses. N'avons-nous pas vu de nos yeux comment il tenta - sans succès heureusement - de nous entraîner dans la défaite et l'anéantissement, lors de la bataille de l'Étable ?* » Les vagues souvenirs de chacun ne peuvent résister à la force de persuasion de Brille-Babil : ils ont cru Boule de Neige brave - ce n'était qu'une impression. Tout était complot de sa part ! Il simulait ! Le complot a été déjoué heureusement par le Chef : « *Enfin, est-ce que vous l'auriez oublié ? (...) Au moment où se répandait la panique, alors même que tout semblait perdu, le camarade Napoléon s'élançait en avant au cri de « Mort à l'Humanité ! », mordant Jones au mollet. De cela, sûrement vous vous rappelez, camarades ?* » Effectivement, les animaux croient bien se souvenir.

L'histoire est modifiée donc pour renforcer la domination du pouvoir politique, et « expliquer » les dysfonctionnements du système, dus aux ennemis toujours aux aguets, très ingénieux puisqu'ils parviennent à s'infiltrer jusque chez les anciens du Soulèvement, jusque chez - apparemment - les plus dignes de confiance. La terre est ainsi justifiée : il convient de traquer le saboteur dans ses moindres caches (et donner l'impression d'être sans tache et au-dessus de tout soupçon en est une) pour l'empêcher de nuire à la société.

Un autre moyen est utilisé pour éviter aux animaux d'utiliser leur mémoire : c'est le jeu de la propagande, qui distille à longueur de journée nouveaux slogans, discours, chants, et qui organise des défilés. A force de

répéter sans lassitude « *On vit mieux aujourd'hui* », la vérité s'y conforme, on ne se rappelle plus du mode de vie antérieur au Soulèvement et la comparaison ne peut avoir lieu. Alors, oui, la vie est plus belle aujourd'hui, justement parce qu'elle est issue du Soulèvement et que douter de son bonheur présent et d'un proche avenir radieux, c'est remettre en cause le Soulèvement même, c'est renoncer à tous les espoirs qu'il a levés et cela, c'est impossible ! Le mensonge, étant officiel, devient Vérité. C'est ainsi que, peu à peu, les animaux cessent, par eux-mêmes, de réfléchir et de se poser des questions sur leur passé, ce qui leur permettrait de passer au crible les réalités du présent. Ils s'en remettent entièrement au groupe dominant, et surtout bien sûr au Chef. Les animaux ne s'appartiennent plus et, quoique les défilés (comme la « *Manifestation Spontanée hebdomadaire* » ordonnée par le camarade Napoléon) leur donnent encore l'illusion d'être leurs propres maîtres par les hauts faits de la Ferme des Animaux qu'ils célèbrent, les animaux ne peuvent avoir prise sur leur destin car qui ne connaît pas son passé ne peut s'orienter dans le monde qui l'entoure et envisager son avenir.

De plus, si les animaux voulaient se référer aux textes fondateurs de la nouvelle société issue du Soulèvement, ils n'y trouveraient aucun secours, car ces textes mêmes ont été « adaptés » aux besoins du Chef et de la nomenclature des porcs : des poulets ont été égorgés après avoir confessé des crimes, n'est-ce pas en contradiction avec le Sixième commandement « *Nul animal ne tuera un autre animal* » ? L'âne, le plus lucide de tous, va vérifier si ses souvenirs sont justes : il découvre le Sixième commandement ainsi libellé : « *Nul animal ne tuera un autre animal sans raison valable* ». Non, il n'y a aucune contradiction : les actes des porcs sont légaux, ils ne peuvent leur être reprochés. Sauver le Soulèvement des tentatives de sabotage de l'ennemi embusqué jusque chez les habitants de la Ferme, n'est-ce pas une raison extrêmement valable ? On ne peut rien dire. De même, lorsque le commun des animaux se rend compte que la classe porcine s'installe dans la maison de l'ancien maître, Mr Jones, occupe les lits, fait bombance, avale le Whisky, alors que lui-même reste tapi dans les étables, en proie à la faim et au froid, il croit se rappeler le Septième commandement : « *Tous les animaux sont égaux* ». Il se trompe. Décidément, que sa mémoire est fragile ! En fait, il est écrit : « *Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres* ».

C'est bien cela, l'Animalisme...

Dans un autre livre, celui-ci encore plus connu, 1984, George Orwell décrit très bien le mécanisme de réécriture permanente de l'Histoire, qui arrive à son point d'aboutissement dans un régime totalitaire. Souvent, on

parle de *1984* comme d'un roman prophétique ; erreur ! Orwell n'a fait que décrire (et quand nous écrivons « n'a fait que », ce n'est en rien pour diminuer son talent, bien au contraire) une réalité qui existait déjà depuis de nombreuses années en Union Soviétique (il compose son chef d'oeuvre en 1948) et qu'il a eu le courage de reconnaître, malgré son engagement communiste - notons que c'est aussi grâce à son engagement qu'il a été au contact de cette réalité. Faites l'expérience : lisez *1984*, puis plongez-vous dans le premier tome de *L'archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne : la fiction et la réalité se rejoignent trop pour que la fiction n'ait pas été tirée de la même réalité que celle décrite dans l'archipel. Exemple : nous lisons, à la page 33 de *1984* : « *C'était toujours la nuit. Les arrestations avaient lieu invariablement la nuit. Il y avait le brusque sursaut du réveil, la main rude qui secoue l'épaule, les lumières qui éblouissent, le cercle de visages durs autour du lit. Dans la grande majorité des cas, il n'y avait pas de procès, pas de déclaration d'arrestation. Des gens disparaissaient, simplement, toujours pendant la nuit* ».

Et dans *L'archipel du Goulag* : « *Coup de sonnette strident, la nuit, ou grossier tambourinage contre la porte. Entrée gaillarde de bottes non essuyées : ce sont les agents de la Sécurité d'État (...). La victime est arrachée à la tiédeur du lit, en proie encore à l'impuissance du demi-sommeil, sa raison est trouble (...).*

« *Terreur des voisins les plus proches, les arrestations (nocturnes) ne sont pas un événement pour ceux qui vivent plus loin. On dirait qu'il ne s'est rien passé. C'est le même ruban d'asphalte qui voit la nuit la navette des fourgons cellulaires et, le jour, les défilés de la jeune classe, avec drapeaux, fleurs et chansons d'un optimisme sans nuage* » (3). L'écrivain britannique a cependant eu une autre source d'inspiration, qui ne nous éloigne d'ailleurs pas de l'URSS : il s'agit du roman *Nous Autres* du Russe Eugène Zamiatine, écrit en 1921, le premier dans la lignée des « anti-utopies » (4).

En 1984, l'Océania (« pays » du héros, Winston Smith) est alliée à l'Estasia contre la troisième grande puissance, l'Eurasia. Mais, quatre ans auparavant, c'était avec l'Eurasia que l'Océania faisait la guerre à l'Estasia. Cependant, ce fait n'existe que dans la mémoire pas encore bien « maîtrisée » de Winston : officiellement, ce changement dans les alliances n'a pas eu lieu. Pourquoi ? Parce que l'idéologie ne sécrétant que des ennemis absolus devant être détruits, et non des adversaires, il ne peut pas être question d'avoir eu, dans un quelconque passé, une alliance avec eux ! D'où la nécessité de réécrire l'Histoire, et de « corriger » toutes les sources possibles : discours bien sûr mais aussi « *journaux, livres, périodiques,*

■ (3) Alexandre Soljenitsyne, *L'archipel du Goulag*, Oeuvres complètes, Fayard, 1991, pp.18-19.

■ (4) Eugène Zamiatine, *Nous Autres*, Gallimard, 1971.

pamphlets, affiches, prospectus, films, enregistrements sonores, caricatures, photographies (...). Jour par jour, et presque minute par minute, le passé était mis à jour. On pouvait ainsi prouver, avec documents à l'appui, que les prédictions faites par le Parti s'étaient trouvées vérifiées. Aucune opinion, aucune information ne restait consignée, qui aurait pu se trouver en conflit avec les besoins du moment. L'Histoire tout entière était un palimpseste gratté et réécrit aussi souvent que c'était nécessaire » (5). Un même numéro du *Times* (journal officiel) peut être réécrit et réimprimé une douzaine de fois. « *La copie originale était détruite et remplacée dans la collection par la copie corrigée* » : toute trace est effacée. Exagération tout cela, née de l'imagination débordante d'un écrivain ? La réalité pourtant n'en est pas si éloignée que cela ! L'historien Roy Medvedev écrit : « *Des photos originales furent soigneusement retouchées de façon à éliminer des personnages gênants. Certains furent même effacés des négatifs* » (6). Dans la grande Encyclopédie soviétique, les noms des acteurs de l'histoire disparaissent et réapparaissent selon les besoins ; les manuels scolaires sont bien sûr en première ligne et les manuels soviétiques n'ont pas craint de faire commencer « *l'histoire de la fédération soviétique (...) dès le royaume d'Urartu. De sorte que, à les en croire, la marche triomphale vers les cimes radieuses du socialisme développé avait déjà commencé au pied du lac Van, au IX^e siècle avant Jésus-Christ* » (7). Le passé le plus lointain est lui aussi sous le contrôle vigilant du Parti ! Il prouve que l'Histoire suit bien son cours : tout va bien.

Cette anecdote montre à quel point le pouvoir politique cherche absolument à prouver sa légitimité, et quand celui-là est trop manifestement issu de la terreur, seule l'histoire peut lui en apporter un semblant. L'idéologie va donner les bonnes interprétations des faits et, si l'histoire est par trop récalcitrante à celles-ci, alors on en invente une autre, docile et manipulable à souhait.

Heureusement, cette mécanique « parfaite » a des ratés, et il existe des hommes pour sauvegarder la mémoire de leurs pays, et des historiens pour questionner les faits avec honnêteté et rigueur, pour faire leur métier et le soustraire à l'hégémonie du politique. Connaître son passé, c'est aussi une garantie de force et de liberté morales. Nietzsche nous a avertis : « *L'homme de l'avenir est celui qui aura la mémoire la plus longue* ».

Véronique HALLEREAU

■ (5) George Orwell, 1984, Gallimard, 1950, collection Folio, pp.62-63.

■ (6) Roy Medvedev, *Le Stalinsisme*, éditions du Seuil, 1972.

■ (7) in Michel Heller et Aleksandr Nekrich, *L'utopie au pouvoir, histoire de l'URSS de 1917 à nos jours*, Calmann-Lévy, 1982, p.8. Le Royaume d'Urartu (ou d'Ourartou) a existé du IX^e au VII^e siècle avant J.-C. dans la Turquie orientale actuelle. Les Ourartéens manifestaient de l'habileté technique ; ils ont développé l'agriculture dans la cuvette du lac de Van et y ont fait en même temps progresser la civilisation. Leur domaine est passé aux Arméniens après

RUANDA

Le matin profond d'une « renaissance »

« *Les morts gouvernent les vivants* »

Auguste Comte

« *Est-ce lui [Dieu] qui a condamné ses enfants ?*

Non ! C'est leur propre indignité,

ô, race perverse et tortueuse »

Deutéronome

Tandis que le mandat de la Mission des Nations unies au Ruanda (MINUAR) expire, la communauté internationale observe, angoissée, l'évolution du « pays des mille collines ». Les conditions d'une vie neuve sont-elles prêtes, les vrais problèmes ont-ils été résolus, les mots et les maux ont-ils tous été dits, dénoncés, les facteurs de la paix et de la reconstitution d'une identité nationale, vécue individuellement et collectivement, sont-ils fiables ?... Rien n'est moins sûr.

Tandis que les règlements de compte se poursuivent dans le pays, signe d'une difficulté, intentionnelle ou non, du nouveau pouvoir à imposer la justice à la place de la vengeance, qu'une grande partie de la population hutue chassée par la peur et par l'avancée des troupes du FPR pendant la guerre, a abandonné terres et maisons, la propagande extrémiste des milices *Interahamwe* continue de sévir dans les camps où vivent les exilés et parfois même au Ruanda où certains brûlots du *hutu power* circulent encore.

Tandis que le poison de la haine a déjà gagné le voisin burundais, l'homme fort du régime ruandais, le héros de la guerre, le général-major Paul Kagame, actuel vice-président de la République ruandaise et ministre de

■ N.d.l.r. - Pour désigner le « Pays des mille collines et des sept volcans » on peut indifféremment écrire Ruanda ou Rwanda. Nous avons, pour notre part, préféré adopter la première graphie plus ancienne, plutôt que la seconde d'origine anglo-saxonne.

RUANDA...

la Défense, avoue son inquiétude face à l'armée et à l'insécurité que contribuent à instaurer des hommes moins disciplinés, soumis à l'affairisme, l'alcool, et au vol (d'autant plus que les militaires ne sont pas payés). Dans cette armée, des recrues vite sélectionnées comprenant des délinquants et parfois des anciens membres des milices extrémistes *Interahamwe* font que l'APR (l'armée ruandaise, branche armée du FPR) devient progressivement un facteur d'insécurité.

Malgré les 6 millions de dollars accordés par les Nations unies pour aider le tribunal international d'Arusha, en Tanzanie, chargé de juger les crimes contre l'humanité, la justice voit son action pour le moins retardée par le manque d'infrastructures, par l'impossibilité de payer les agents du système judiciaire, dont beaucoup sont morts pendant la guerre et le génocide, par la surpopulation carcérale, par la confusion et le désordre d'un pays sortant du chaos.

On recommence à peine à établir des pièces d'identité pour tous ces Tutsis revenus de leur odyssée depuis un ou deux ans, et qui, pour beaucoup, n'ont jamais vu leur pays. Des habitations, des commerces, des fermes et des terres ont été abandonnés par les Hutus qui avaient déjà commencé à fuir quand le FPR a remporté la guerre en 1994, et ont été occupés, annexés de manière aléatoire et incontrôlable malgré le protocole d'accord sur le rapatriement des réfugiés signé avant la victoire militaire du FPR. Il y a près de deux millions de Ruandais en exil, au Zaïre, en Tanzanie, au Burundi, en Ouganda, mais aussi à l'intérieur même du territoire et plus le temps passe, plus la question du retour des réfugiés envenime les chances du Rwanda de sortir de la crise. Bien que le retour des Hutus dans leur pays et la récupération de leurs biens soient officiellement encouragés – tant par le gouvernement ruandais que par la communauté internationale –, la peur réelle de se faire taxer d'*Interahamwe*, la peur d'être victime d'un acte de vengeance aveugle ou de ceux qui occupent actuellement et « illégalement » leur terrain, incitent les Hutus à rester dans les camps.

Dans ces camps, la vie s'est organisée, sédentarisée, créant des activités économiques parallèles et plusieurs phénomènes, potentiellement susceptibles de modifier la donne géopolitique et économique de la région. Ces camps, dont les plus importants se trouvent au Zaïre (presqu'un million de personnes dans les camps de Goma et Bukavu) et dont la sécurité est assurée par les soldats de l'armée zaïroise, grassement payés par les Nations unies, constituent par ailleurs un atout politique essentiel à la hauteur des ambitions du maréchal-président-dictateur Mobutu. Celui-ci est toujours soucieux

d'affirmer la prédominance incontournable de son pays, et d'être un interlocuteur indispensable des Nations unies et dont le désir ostentatoire d'une ré-élection « démocratique » n'est un secret pour personne, en tous cas pas pour la France qui n'est pas étrangère à la situation dans cette partie de l'Afrique. Dans ces camps, la propagande toujours aussi virulente des *Interahamwe*, trouve un second souffle. La Radio des Mille Collines, de triste mémoire, sévit toujours impunément face à l'impuissance tragique des instances internationales pour l'empêcher de distiller la haine et le mensonge. Les cerbères de la haine drapés de la tunique de Nessus empêchent les éventuels candidats au retour (souvent par élimination physique), gèrent en véritables maîtres l'organisation interne des camps, la distribution du matériel humanitaire, et de la nourriture, électrisent leurs rangs clairsemés et terrorisent les réfugiés, dans l'attente d'une lutte ultime et totale pour le retour au Ruanda et dans l'attente de ressources pour financer et préparer une éventuelle contre-attaque. Pendant ce temps, malgré les apparences, le FPR se prépare à cette éventualité et le général Kagame, celui qui pillait Kigali pendant la guerre pour financer sa lutte contre le FAR (armée régulière ruandaise) vit dans une expectative fiévreuse... toutes les destinations des aides à but humanitaire au Ruanda sont donc soumises à des interrogations légitimes.

L'aide humanitaire est un sujet délicat au Ruanda, pour trois principales raisons.

La première tient à la mentalité ruandaise qui se caractérise par une très grande susceptibilité. Ainsi, tout équipement envoyé au Ruanda a de fortes chances d'être refusé s'il n'est pas complètement neuf. Les Ruandais estiment qu'une aide à base d'équipements déjà utilisés, est plus assimilable à de la pitié inutile qu'à une réelle aide et collaboration.

Ensuite parce que les actions humanitaires favorisent davantage les réfugiés ruandais des pays limitrophes, que la population nécessiteuse à l'intérieur du Ruanda. La politique de certaines ONG et organisations internationales, ainsi que la relative insécurité quant à l'acheminement et la distribution de l'aide humanitaire, y sont certainement pour quelque chose.

Enfin, car les actions des ONG n'ont pas connu un succès retentissant, certaines ont même une triste réputation. Beaucoup d'organisations humanitaires ont débarqué après la guerre. Leurs actions souffraient de manque de coordination, chaque ONG étant farouchement jalouse de son indépendance, et d'une mauvaise connaissance fréquente du terrain et des habitants. Des actions maladroites ou inutiles ont décrédibilisé les organisations internationales. De plus, beaucoup de membres peu scrupuleux de certaines ONG sont

RUANDA...

venus pour chercher l'aventure ou échapper au chômage, ont acheté des habitations luxueuses dans Kigali et ont dépensé l'argent destiné à des desseins plus philanthropiques. Ceci a eu pour effet de faire grimper le prix des loyers à Kigali et de fragiliser la confiance déjà maigre de la population envers les étrangers.

Cependant le travail et la compétence de certains est remarquables, comme ces Pères blancs de Kigali qui aident les enfants de la rue grâce au développement du sport.

Aux nombreuses difficultés matérielles et logistiques du pays vient s'ajouter la faiblesse d'une administration territoriale « *aujourd'hui exercée en grande partie soit par des militaires, soit par des autorités intérimaires nommées par le FPR qui ne jouissent pas toujours de la confiance de leurs administrés. Le sentiment d'être abandonnée à elle-même augmente le sentiment d'insécurité de la population, qui a historiquement l'habitude d'être très « administrée »* ».(1)

Quant à la liberté d'expression, l'univocité des médias laisse penser non sans raisons que la presse d'opposition est quasi inexistante. Le Ruanda n'a pas eu besoin d'édicter des lois protégeant les secrets et hommes d'État, à la différence de la Croatie, la Turquie, etc, et au nom desquelles on enlève et torture les journalistes.

Comme le souligne le rapport 1996 de Reporters Sans Frontières : « *Le nouveau régime a voulu restaurer la liberté de la presse, indispensable à la démocratie, tout en empêchant le retour des « médias de la haine », largement impliqués dans le génocide. Dans les deux cas, il a échoué. D'une part, la nouvelle loi sur la presse n'a toujours pas abouti, mais la répression, cautionnée par le pouvoir, est déjà venue à bout de la presse d'opposition. D'autre part, des journaux extrémistes tutsis (...) circulent librement à Kigali, tandis que les anciens journalistes hutus de Radio Télévision Libre des Mille Collines et de Kangura continuent de produire leur propagande raciste depuis le Zaïre ou le Kenya.* ».

Journalistes emprisonnés, disparus ou assassinés, saisies de journaux, réduisent considérablement l'espoir de la reconnaissance d'une liberté d'expression au Ruanda et l'inauguration d'un Club de la presse par le Directeur général de l'UNESCO à Kigali au mois d'avril 1996 reste une promesse fragile.

Il se trouve cependant, que la « liberté d'expression » est le principe que brandissent les médias de toutes les haines et de tous les génocides. Difficile à gérer !

■(1) Reyntjens Filip, « *Sujets d'inquiétude au Rwanda, en octobre 1994* ». Dialogue, Bruxelles, n° 179, novembre-décembre 1994.

Si l'on considère les peurs, les fantasmes et les divagations en tous genres qu'une situation terrible, déboussolante et insaisissable a fomentées ; si l'on considère l'importance de la rumeur dans les modes de fonctionnement des sociétés africaines, et particulièrement dans un petit pays comme le Ruanda ; si l'on considère l'importance du phénomène de sclérose et de persécution que les *Interahamwe* - par le biais de Radio Mille Collines - ont engendré chez les nombreux Hutus ruandais qui ont fui les combats ou leur signes annonciateurs ; si l'on considère l'insécurité omniprésente et le relatif manque de confiance de la population hutu comme tutsi envers l'actuel gouvernement (les Hutus parce que ce gouvernement est issu de la victoire remportée par le FPR, et les Tutsis car dans ce gouvernement, certains responsables sont Hutus - Hutus modérés certes et victimes dans leur chair et leur âme comme les Tutsis de la haine des *Interahamwe* - mais Hutus quand même) la situation du Ruanda paraît alors vite inextricable et la solution rapide aux problèmes urgents, une arlésienne.

Dans le même temps, la volonté politique est à la réconciliation, bien que Kigali soit déserté par les Hutus au profit des Tutsis, et que dans certaines régions des hutus responsables de massacres et néanmoins impunis continuent d'exercer le pouvoir. Le gouvernement tente de donner l'exemple ou plutôt tente de déminer une situation engendrée par l'ethnisation du Ruanda à l'époque de la colonisation et qui s'est poursuivie après. La conjoncture du pays ne peut pas se résumer à une manichéenne opposition entre Tutsis et Hutus - on ne peut pas en dire autant du Burundi où le différend entre les deux ethnies est stigmatisé et historique - mais procède d'une lutte que les partisans de la justice, de la paix et de la modernité doivent remporter irrémissiblement contre les forces de la haine, de la falsification, de l'exclusion et de la dictature. La frontière entre les deux camps est souvent floue, parce que la réalité est complexe et illogique, parce que les lieux sont chargés de mémoire et que les familles de plus d'un million de victimes innocentes ne peuvent effacer l'horreur et atténuer la rage de la vengeance par la mansuétude et la miséricorde, parce que la vie au Ruanda est un compromis et une compromission comme tous les équilibres instables et fragiles. L'homme doit se souvenir que tout est vanité.

Ainsi le gouvernement se compose majoritairement de Tutsis, bien que des Hutus, dont certains issus de l'ancien régime d'Habyarimana, y occupent des places importantes. La première fonction de l'État, celle de Président de la République ruandaise est assumée par un Hutu modéré, Pasteur Bizimungu, symbole d'une volonté de réconciliation nationale.

RUANDA...

Aujourd'hui le Ruanda est exsangue, deux ans après le génocide, les Ruandais se réveillent comme suite à une terrible éclampsie, trouvant à peine la ressource de chercher dans les cieux un sens à l'horreur, abasourdis par l'intensité de ce déchainement de violence. Comment ce peuple à l'image de la gracieuseté de ces danseurs Intore et de ces danseuses gazelles de ballet a pu céder à Tanatos d'une manière aussi incoercible ?

Cette question est sur toutes les lèvres, même à Kigali. Malgré des traces omniprésentes, on essaye de ne pas y penser car la difficulté est grande d'appréhender l'ampleur de l'événement. Comment nos frères ont-ils pu faire cela et damner notre peuple en même temps qu'eux pour l'éternité ? Comment un peuple explique-t-il l'inexplicable ? Car les Tutsis et les Hutus sont un seul et même peuple, la langue, la tradition et la culture sont communes. Par quel relais falsifie-t-on l'histoire d'un peuple pour le diviser et transforme-t-on le mensonge en haine ? Quelle histoire enseigner aux enfants, leur dira-t-on, comme le désespoir et souvent la meilleure des volontés poussent nombre de Ruandais à le faire, que ceux qui ont commis les atrocités sont des étrangers au peuple ruandais, qu'un homme qui tue son frère ne peut plus être le frère de sa victime ? Peut-on pardonner, comment pardonner, sans desservir la mémoire, comment se réconcilier sans oublier ? Les réponses sont peut-être en partie dans l'histoire profonde de ce peuple et dans l'enseignement de cette histoire. L'histoire est la pire des armes car elle est à double tranchant. Elle peut émanciper, comme elle peut se vendre aux pires desseins. Donc, comment réélaborer les processus de création de l'identité nationale, affranchis des hypothèques coloniales, néocoloniales, partisans, claniques, ethniques, etc ?

Avant de se réconcilier, les Ruandais devraient peut-être se concilier, en n'oubliant pas que le génocide fut avant tout le fait de miliciens fanatiques et tueurs professionnels. Le processus qui mène au génocide doit être isolé en même temps qu'il est le point paroxystique d'un mouvement de moins en moins latent durant les dernières décennies de l'histoire du Ruanda. L'idéologie qui conduit aux sources de ce génocide est presque un élément étranger au peuple ruandais et à son histoire même si elle lui colle à la peau à travers l'activisme des factions extrémistes de l'appareil d'État ruandais sous la première et la deuxième République. Le peuple se demande d'où cela provient, comment a-t-il pu en arriver là ? Actuellement au Ruanda depuis la fin de l'horreur, une phrase revient comme un leitmotiv qui viendrait purger une culpabilité et une incompréhension, cette phrase sonne aussi comme un espoir pour ce peuple, l'espoir d'écrire enfin son histoire : « c'est le peuple ruandais qui a mis fin au génocide » !

L'histoire de la colonisation et de son régime explique fondamentalement les ressorts du génocide rwandais. Les auteurs expliquant les causes et les antécédents du drame ne manquent pas : Jean-Claude Willame (2), Rony Brauman (3), Colette Braeckman (4), et Gérard Prunier déjà auteur d'une histoire du FPR, et auteur de « *The Rwanda Crisis 1959-1994 : History of a genocide* » (Hurst & Compagny, Londres). Bien que ces derniers se penchent essentiellement sur la responsabilité récente de pays fournisseurs d'armes aux artisans du génocide - comme la France par l'intermédiaire du Crédit Lyonnais, mais aussi l'Égypte - et montrent comment les extrémistes rwandais ont utilisé et imposé une vision mythique de l'identité ethnique, il semble important d'expliquer le phénomène de sclérose qui a engendré le génocide, à sa source.

La méconnaissance de la mentalité et de l'histoire de ce pays d'Afrique, ainsi qu'un potentiel (parfois involontaire) d'adultération, d'amplification, de simplification dangereuse viennent expliquer, pour partie, l'impéritie des médias occidentaux à approcher le plus sereinement et le plus objectivement possible, la réalité du Rwanda.

Le premier européen qui met les pieds au Rwanda est le docteur autrichien Oscar Baumann en 1892.

Un des mythes fondateur qui va envahir durablement les représentations historiques du Rwanda est celui de l'antagonisme entre pasteurs et agriculteurs, entre ceux qui détiennent les troupeaux et ceux qui travaillent la terre. Dans une société qui exalte la richesse bovine, les éleveurs ne sont pourtant pas tous des seigneurs, et sont démographiquement inférieurs à la masse hétéroclite des agriculteurs. De plus la présence de l'État est pour le moins inégalement forte dans toute les parties du royaume. Car le Rwanda est une monarchie tutsi, l'appareil politique est contrôlé par quelques lignages généalogiquement proches de la lignée royale. Les Allemands, puis bientôt les Belges, après avoir proclamé leur souveraineté sur le pays, vont transformer l'autonomie de la dynastie régnante en suprématie sur l'ensemble du royaume, selon le principe européen de l'État-nation. Une administration nationale s'organise composée de chefs et de sous-chefs de haut lignage tutsi. Sous la férule des occidentaux, la monarchie se « rationalise », selon des mécanismes et des méthodes qui ont pour effet de bousculer des pratiques sociales et de créer deux entités ethniques artificielles qui offrent « *en raison de l'existence séculaire qui leur est supposée, une identité ethnique à des divisions d'un autre ordre et un puissant argument aux cristallisations racistes.* » (5). Les colonisateurs divisent pour mieux régner.

■ (2) Willame (Jean Claude), « *Aux sources de l'hécatombe rwandaise* ». Paris, L'Harmattan, 1995.

■ (3) Brauman (Rony), « *Devant le mal : Rwanda, un génocide en direct* ». Paris, Arléa, 1994.

■ (4) Braeckman (Colette), « *Rwanda, histoire d'un génocide* ». Paris, Librairie Arthème Fayard, 1994.

■ (5) Vidal (Claudine), « *Sociologie des passions* (Côte d'Ivoire, Rwanda) », préface de Georges Balandier, Paris, Karthala, 1991.

RUANDA...

Ainsi les pasteurs, despotes, arrogants et « dignitarisés », appelés tutsis, ne laissent qu'un seul statut aux agriculteurs, serviteurs installés dans un rôle de dépendance, appelés et identifiés hutus. Et voilà comment la certitude et ses garde-fous permettent aux acteurs sociaux, missionnaires, ethnologues et bientôt intellectuels ruandais issus de ce système de créer un mythe fondateur !

« Avant la Seconde Guerre mondiale, la fraction autochtone dominante, d'origine tutsie, gérait le pouvoir administratif, disposait de revenus lui permettant un style de vie occidentalisé et contrôlait une bonne part de la richesse encore la plus prestigieuse, le bétail. Mais surtout, elle avait reçu du colonisateur le monopole culturel lié aux positions prééminentes (pour les autochtones) dans une organisation étatique européanisée. Cet accès privilégié à l'école et aux études supérieures lui avait été ouvert, dès le premier quart du siècle, par les missionnaires, des Pères blancs, qui furent, au Ruanda comme au Burundi, les principales autorités en matière de politique scolaire et culturelle ». Claudine Vidal nous fait bien sentir comment l'imposture d'un processus qui se met en oeuvre, s'enracine, confisque l'histoire et la mémoire d'un peuple – dont les traditions sont orales – et détermine les drames à venir. L'intérêt de l'histoire et de la démarche historique est son enseignement à tous et par tous.

La suprématie des Tutsis, encouragée par les missionnaires pour qui les Tutsis, étant nés chefs ont le sens du commandement sur des paysans qui ignorent une quelconque alternative à leur condition, va peu à peu être rejetée et bientôt l'indépendance se profile. Vers la fin des années 1950, un Manifeste des Bahutu déclare que le monopole politique de la « race » tutsi est un problème et dans le pays les premières révoltes de Hutus éclatent. En 1961, le roi Kigeri V est déposé, un référendum vient confirmer le rejet de la monarchie tutsie et Grégoire Kayibamda devient le premier président de la République ruandaise. L'Indépendance est proclamée le 1er juillet 1962, des Tutsis ont déjà quitté le pays et forment les premiers exilés ruandais. Ce que les Hutus appelleront leur Révolution sociale, les Tutsis le vivront toujours comme la fin d'un âge d'or et le début de l'ostracisme. Dès 1962, des purges contre les Tutsis commencent au Ruanda et en 1972, des Hutus lancent une insurrection au Burundi, où ils sont également démographiquement supérieurs, mais l'armée burundaise, majoritairement tutsie, aidée des milices tutsie se livre à une répression féroce qui fait entre 100 000 et 300 000 morts et entraîne la fuite de plusieurs centaines de milliers de Hutus à l'étranger et notamment au Ruanda où les Hutus tiennent le haut du pavé.

L'année 1973, voit le coup d'État du général Juvénal Habyarimana et le début de la Deuxième République, le règne de la coopération avec la France commence, et Habyarimana met son clan (« Hutu du Nord ») au pouvoir avec lui. Des Tutsis comme des Hutus sont expulsés sous prétexte de surpopulation. Dans les années 1980, le FPR (Front patriotique ruandais) se constitue en Ouganda et prépare son retour, armé notamment par les anciens pays d'Europe de l'Est.(6)

En 1990, les rebelles du FPR débutent leur invasion du pays, le Gouvernement ruandais obtient l'aide militaire française, belge et zaïroise. De nombreux Tutsis de l'intérieur sont arrêtés ainsi que des opposants hutus. Paradoxe ou calcul politique, alors que la guerre fait rage, Habyarimana décide de développer la démocratie notamment par le multipartisme, dans le même temps le parti au pouvoir dirigé par les proches du Président, dont sa femme, crée les milices hutues. Les massacres s'intensifient et déjà le spectre du génocide envahit le ciel ruandais. Alors qu'à Arusha, des cessez-le-feu sont décrétés et violés, un accord de paix est difficilement établi et permet le 28 décembre 1993 aux troupes du FPR de s'installer à Kigali. Le génocide et l'exode débutent quand l'avion du président ruandais accompagné de son homologue burundais est abattu par des extrémistes hutus à son atterrissage à Kigali, le 6 avril 1994. Les massacres de tutsis ainsi que les massacres des hutus modérés ou plutôt non-extrémistes par les milices hutues s'intensifient, se systématisent, tandis que les soldats de l'armée régulière ruandaise fuient avec les civils, par milliers, vers le Zaïre. En juillet 1994, le cessez-le-feu est proclamé par le général Kagame, et le nouveau Gouvernement s'installe alors que les camps de réfugiés ne désemplissent pas et que le choléra y fait son apparition. La création d'un tribunal international est décidé par l'ONU à la fin de l'année 1994 et, depuis 1995, s'ouvrent les premières procédures, avec les difficultés que l'on sait, et une commission internationale d'enquête sur les massacres du camp de Kibeho, perpétrés par l'armée tutsie contre plusieurs milliers de Hutus en avril 1995 est créée.

L'histoire de ce pays, miné à la base, est depuis les trente dernières décennies une escalade de violence et d'intimidations qui menèrent tout droit au génocide de 1994. La tâche à accomplir, dans le cadre de la reconstruction du pays, pour former de futurs citoyens à leur identité ruandaise, est herculéenne.

La réconciliation énoncée par l'actuel gouvernement mettra sans aucun doute du temps à passer dans les moeurs. Mais si le Rwanda porte dans « son » histoire les ressorts du génocide, ce peuple autrefois paisible et

■ (6) « *Qui a armé le Rwanda ?* », Human Rights Watch, Bruxelles, 1994.

RUANDA...

prospère saura trouver les ressources et retrouver les racines des conditions de la paix, comme l'homme sait trouver ce qui l'unit aux autres dans son coeur. L'aphorisme sartrien, selon lequel l'enfer c'est les autres, doit être endigué par la nécessité et le réapprentissage de la proximité et de la coexistence.

Aujourd'hui la volonté politique de faire revivre le peuple ruandais uni rencontre un écho favorable dans la population, malgré la crainte d'un retour des hutus responsables du génocide. Des organisations comme African Rights appelle, à ce propos, à la vigilance et à la protection des témoins du génocide. Selon cette organisation, la communauté internationale attache davantage d'importance aux réfugiés, aux prisonniers et aux violations des droits de l'homme commises par l'armée du pouvoir en place, qu'aux survivants. La communauté internationale serait-elle encore pro-hutue ? Là n'est pas la question essentielle pour le Ruanda, il s'agit plutôt de savoir quelle histoire va-t-on pouvoir enseigner aux futurs petits citoyens ruandais. La réponse passe de toute façon par le jugement et la condamnation des responsables du génocide, dont la plupart sont toujours en liberté, soit au Ruanda, soit dans les pays voisins.

Par ailleurs, il est objectivement difficile de reconstruire le Ruanda, sans envisager une forme de thérapie, naturellement établie sur les causes du drame, et consubstantielle à la spécificité du peuple ruandais et de ses mentalités.

En attendant, les Ruandais cherchent à exorciser le million de morts. La première semaine du mois d'avril 1996, date du deuxième anniversaire du début du génocide, fut une semaine de deuil national. La population, dans un même élan avec ses dirigeants, a rendu hommage à ses morts, notamment en se rendant sur les sites du génocide pour enterrer les cadavres comme à Gikongoro.

Malgré l'espoir qui suit cet après-guerre, l'avenir se conjugue au conditionnel.

Au coeur des enjeux pour élever les défenses d'une paix durable, juste et intelligente, il y a la capacité et l'intention du pouvoir actuel à rendre la justice, à reconstruire le pays ravagé par la guerre et le génocide, et à travailler sur le problème des quelques deux millions de réfugiés ruandais, qui représentent le risque majeur d'instabilité et de reprise des conflits dans le pays et potentiellement dans la région des grands lacs... De plus les difficultés restent énormes : les enfants de la rue, déshérités par la guerre et

le génocide sont pléthoriques et plus de 20 000 femmes seules vivent à Kigali (veuves, orphelines, ...) soumises à la précarité que l'on devine, obligées pour une grande partie d'entre elles de se prostituer, mouvement encouragé par la présence des soldats de la MINUAR. Comme au Cambodge ou ailleurs, ce phénomène n'est pas sans favoriser la propagation du sida (on estime le pourcentage de femmes ruandaises potentiellement porteuses de virus à 60 %). Néanmoins l'actuel recul de la maladie en Angola peut laisser espérer que ce mouvement de contamination n'est pas irréversible en Afrique.

Les enseignements du drame ruandais s'écrivent sur le palimpseste de son histoire « officielle ». L'histoire prodiguera ses leçons à de jeunes générations vigilantes et humanistes. La condamnation ferme des criminels du Rwanda libérera les nouvelles générations d'actes dont ils ne sont pas comptables et empêchera toute forme de culpabilité expiatoire paralysante ainsi que le retour des idéologies de la haine. C'est du moins ce que l'on peut espérer.

La France aura également intérêt à réhabiliter son image auprès du peuple ruandais, après des années d'une politique désastreuse, instaurée en 1973, qui mena tout droit au drame et à la honte. La responsabilité de nos dirigeants est en cause, ainsi que la liberté de nos consciences. La première des attitudes que l'on peut solliciter de la France est de ne pas considérer le génocide des Tutsis de manière dilettante et de faire le maximum pour aider les survivants et le peuple ruandais en essayant de raisonner d'une autre manière qu'en terme d'intérêts économiques absolus. On ne respecte pas ce que l'on renonce à sauver, surtout quand on arbore les couleurs de la liberté.

Finalement, l'avenir ressemble plus à un apprentissage, à une découverte, sur le mode politique, social et humain, qu'à une véritable palingénésie. Cependant, il faut prendre garde à ce que la « renaissance » du Rwanda ne soit pas une forme de répétition dangereuse du passé, une forme de perversion, ou plus spécifiquement un retour au père totémique et cruel, incarné par ce roi qui régnait autrefois sur le pays. Place à la République des frères !

L'écriture de l'histoire du Rwanda et son enseignement aux générations futures auront pour prétention d'empêcher que cette nation ne périclité par ses actes imposés fondateurs : les mythes et la division.

Alexandre MASSONNET

■ N.d.l.r. - Deux ouvrages nous semblent indispensables pour comprendre l'histoire du Rwanda :

- Paul Del Perugia -
« *Les derniers rois mages* »
- Réédition Petite Bibliothèque Payot, 1993 (prix franco : 95 F).

- Laurent Gakuba -
« *Rwanda 1931-1959* » - La Pensée universelle, 1991 (prix franco : 120 F).

Ces deux ouvrages peuvent être commandés aux bureaux de la revue.

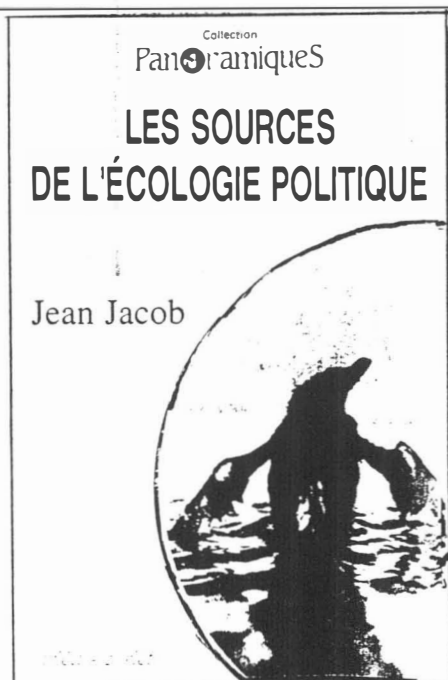
Récemment publié par des collaborateurs de *Cité* :



Xavier Denis-Judicis

**Les comptes
financiers
de la nation**

Prix franco : 40 F



Jean Jacob

**Les sources de
l'écologie
politique**

prix franco : 94 F

Lettre ouverte au citoyen Galfo

Comment être Lebesque ?

Nouvelle dans *Cité*, la rubrique « Débats et controverses » est destinée à accueillir les réactions de nos lecteurs aux articles publiés dans la revue. Ici c'est Bertrand Renouvin qui réplique à l'article de Ludovic Galfo « Breton, Français et Européen » paru dans le numéro 27 de *Cité*.

Citoyen Galfo !

Nous vivons, tu le sais, une période de régression sociale et idéologique. Elle n'a rien à voir avec une décadence fin-de-siècle puisque notre potentiel économique est considérable, et notre santé intellectuelle resplendissante. Mais cette régression est un fait, qui résulte de la démission des politiques. Elle se manifeste notamment par un recyclage frénétique et généralisé. Recyclage de la « ressource humaine » par les entreprises, qui considèrent les travailleurs qu'elles mobilisent comme autant de déchets. Recyclage de la matière intellectuelle dans des sous-idéologies infantiles (le « libéralisme » économique, qui ferait honte aux pères fondateurs de l'économie classique), dans de fausses nouveautés (le mondialisme n'est rien d'autre que l'internationalisation du capital, dont nous entretenait déjà le vieux Marx), et dans des formes récurrentes d'émois adolescents : Jean-Marie Le Pen n'est-il pas resté le fier-à-bras de la « Corpo » de droit, dans le quartier Latin de la IV^e République ?

Ces phénomènes sont difficiles à admettre pour qui a été élevé dans l'idée que des erreurs anciennes ne seraient plus commises, et que des illusions pernicieuses étaient mortes et enterrées. Comme tant d'autres, citoyen Galfo, j'ai dû me rendre à la triste évidence : le néo-libéralisme

triomphe, la misère est au coin des rues (quand on n'en chasse pas les mendiants et les vagabonds), la xénophobie inspire des lois, et le tribun susnommé n'hésite pas à réclamer le retour à la législation vichyste puisqu'il réclame la révision des naturalisations...

J'en étais là de ces tristes considérations lorsque je reçus ton article comme un coup de grâce : en 1996, un jeune citoyen cite longuement et élogieusement Morvan Lebesque (1), paladin de gauche que je croyais oublié, lequel évoquait « *L'Europe aux cent drapeaux* » célébrée voici plus d'un quart de siècle par un agité d'une droite très affirmée, Yann Fouéré ! (2). Si même ça (ça = Lebesque + Fouéré) parvient à se faire recycler, c'est que nous sommes au bout du rouleau ou, en termes hégéliens (c'est plus élégant), en plein dans le travail du négatif.

Du Lebesque pour tout potage, avec un bout de Fouéré au milieu ! Pour rester dans la métaphore alimentaire, imagine, citoyen Galfo, le bon Marcel Proust grignotant une madeleine défraîchie, et se souvenant de toutes celles qu'une grand-mère avare cuisait dans du beurre rance et lui faisait avaler avec un thé tiède et fade. Les citations de Lebesque, pour moi, c'est aussi le souvenir médiocre d'un combat gagné sans que nous en tirions aucune gloire contre deux ou trois cabotins de gauche, et quelques maurrassiens reconvertis après guerre dans le fédéralisme européen, faute d'avoir le courage d'accompagner jusqu'au bout leur vieux maître, et mus par une peur panique de l'Armée rouge qui en faisait des pro-américains frénétiques. Pour avoir combattu plusieurs années durant les fédéralistes, je peux en témoigner : l'européisme ne fut jamais qu'un instrument entre les mains de la droite anticommuniste, et un paravent pour les survivants de la « croisade » antibolchevique. Tu comprendras pourquoi, citoyen Galfo, les tartines du père Lebesque me laissent un goût de vieux.

Mais je t'entends déjà me reprocher de discréditer une cause en désignant ses anciens défenseurs à la vindicte publique. Je ne l'aurais pas fait si tu n'avais abondamment cité Morvan Lebesque et son *Comment peut-on être Breton ?* ! Il y a tout de même des auteurs plus sérieux, comme Robert Lafont auteur du manifeste qui inspira le régionalisme soixante-huitard (3) dont ton article est l'aboutissement ultime et inquiétant.

Car j'en viens maintenant au débat de fond, qui concerne les cultures minoritaires que tu dénombre avant de célébrer la bretonnité. Permits-moi de te faire observer, citoyen, que ton évocation est pour le moins rêveuse. La culture de la Lorraine anciennement occupée relève de l'archéologie, et le héros du pays s'appelle Maurice Barrès, qui inventa le mot « nationa-

■ (1) Morvan Lebesque (1911-1970) écrivain, chroniqueur au *Canard enchaîné*, a, entre autres, écrit *Courent peut-on être Breton ?* Essai sur la démocratie française, Le Seuil, 1970.

■ (2) Yann Fouéré, *L'Europe aux cent drapeaux*, Presses d'Europe, 1968. Directeur politique du quotidien *La Bretagne* créée en 1941, Yann Fouéré s'enfuit en Irlande à la Libération, fut condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité en 1946 avant d'être finalement acquitté en 1955. Dans son livre *La Bretagne écartelée*, Nouvelles éditions latines, 1961, il s'est fait le défenseur des Bretons collaborateurs des nazis.

■ (3) Robert Lafont auteur de *La révolution régionaliste*. Gallimard 1967, avait présenté sa candidature à l'élection présidentielle de 1974 mais le Conseil constitutionnel l'avait rejetée : ses parainages, trop localisés, ne remplissaient pas les conditions requises par la loi.

lisme ». L'Occitanie a été une fiction créée par quelques intellectuels parisiens, relayés par des gauchistes toulousains reconvertis dans un purisme linguistique agrémenté d'un impérialisme culturel qui faisait rugir les amoureux de la langue provençale et du parler limousin. Les pratiques culturelles flamande et catalane n'ont jamais engendré de mouvement particulariste sérieux, les nationalistes basques d'Espagne n'ont jamais pu étendre leur lutte de ce côté-ci des Pyrénées - ni pendant la guerre civile, ni sous la dictature de Franco, ni depuis. Les deux seules régions qui puissent invoquer une culture spécifique et une langue habituellement parlée sont l'Alsace, où le patriotisme (français, évidemment) est particulièrement affirmé, et la Corse dont nous reparlerons. .

Reste le cas de la Bretagne. Ta vision romanesque m'amuse, citoyen Galfo, et je te prie de croire que le moindre *bagad* fait vibrer le demi-Breton que je suis. *Bro goz ma zadou* ! Mais il ne faudrait tout de même pas pousser trop loin la complainte identitaire. Non, citoyen Galfo, la France n'a pas « *poursuivi pendant quatre siècles la conquête de la Bretagne* » pour cette bonne raison que la Bretagne n'a cessé d'être fidèle au roi de France, à l'Empereur, à la République. Connais-tu un seul port qui se soit rendu aux Anglais, un régiment qui soit passé à l'ennemi ? Ne me parle pas de l'affaire Pontcallec (4), banale révolte de petit noble. La seule insurrection populaire bretonne fut la chouannerie, menée dans la fidélité têtue à ces vilains rois centralisateurs et pré-jacobins qui auraient asservi le pays ! Et tu sais très bien, citoyen Galfo, que les Bretons honorent la mémoire des pêcheurs de l'Île de Sein et de tous les marins et soldats qui rejoignirent le général de Gaulle, et non pas la trahison des chefs du Parti national breton passés au service d'Hitler, ni la sinistre clownerie de la *Bezenn Perrot* (5). Je conclus sur ce point : la Bretagne, aussi exemplairement patriote que l'Alsace, vit de manière particulièrement paisible la transformation de son identité, marquée par le déclin de la langue (malgré les écoles spéciales financées par l'État), par les reconstitutions traditionnistes des années soixante et soixante-dix, et par un réaménagement tardif mais réussi des relations avec l'ensemble du territoire national.

■ (4) Conjuraison dirigée en 1718 par le marquis de Pontcallec qui fut exécuté avec ses trois complices en 1720.

■ (5) *Bezenn Perrot* (Formation Perrot) - Cette imitation bretonne de la Milice de Damand, placée directement sous commandement allemand, participa en 1944 aux opérations de représailles contre les maquis avant de fuir en Allemagne aux côtés de la *Wehrmacht*.

A propos de nation, citoyen, la célébration des « cultures minoritaires » ne devrait pas aller sans une définition de la « culture majoritaire », tant il est vrai que l'identité ne se conçoit pas sans altérité. Hélas, tu te contentes de reproduire les clichés usés et les provocations débiles de ce pauvre Lebesque. Le « *patois de M. Racine* » ? J'eusse aimé connaître les gloires de la philosophie bretonnante, les tragédiens basques, les littérateurs flamands. J'ose le rappeler : le théâtre de Giraudoux est en français, de

même que l'oeuvre philosophique de Jean-Toussaint Desanti, Corse incontestable. François Mauriac n'a pas publié en occitan, ni Alexandre Vialatte en parler auvergnat. Les Mémoires de guerre n'ont pas été rédigées en flamand pour être traduites dans le patois de M. Racine. Permetts-moi enfin, citoyen Galfo, une notation de pure courtoisie - bien utile par les temps qui courent pour une revue qui tire le diable par la queue : Monsieur Denis Tillinac, membre éminent de l'École (littéraire) de Brive (la Gaillarde), qui est à Jacques Chirac ce que Malraux fut à De Gaulle, publie son oeuvre-en-tous-points-remarquable en langue française et non en patois corrézien. Ne me dis pas, cher jeune-Breton, que les auteurs régionaux ont été victimes de l'oppression : Napoléon le Petit n'eut pas raison de Victor Hugo, ni les camps staliniens de Soljenitsyne.

Mais trêve de littérature, parlons un peu de décentralisation. Je passerai vite sur sa préhistoire (celle des années soixante) que tu présentes de façon étonnamment partielle : la « crise importante » de l'État central, telle que tu l'évoques, est une pure invention de ta part, agrémentée des ragots antigaullistes du sempiternel Lebesque. Autant expliquer les enjeux du dernier concile à partir du *Canard enchaîné*, et se faire présenter le budget de la Défense nationale par M^{re} Gaillot ! Il est pour le moins curieux de voir le débat des années soixante sur la décentralisation, dont les principaux acteurs ne sont pas cités, réinterprété dans une sorte de *western*, avec les populations régionales dans le rôle des Indiens et l'administration dans celui de la cavalerie américaine. Le CELIB et les questions de structures n'ont concerné que des notables. La « *lutte du FLB et de l'ARB* » (6) n'a pas dépassé le cadre d'un folklore contrôlé par les Renseignements généraux. L'affaire de Plogoff est à inscrire dans le combat écologique intelligent (une fois n'est pas coutume), non dans un mytique affrontement entre l'État et le peuple breton. Quant à l'UDB (7) certains de ses dirigeants n'ont pas hésité à s'allier avec la gauche jacobine ou à adhérer au PS après 1981.

Ce n'est pas un hasard si la loi de décentralisation de 1981-82 est appelée « Loi Defferre » : ce n'est pas sous la pression des mouvements autonomistes et régionalistes qu'elle a été adoptée, mais sous celle de grands notables qui voyaient là le moyen d'accroître leurs pouvoirs locaux. Ils ont d'ailleurs remarquablement réussi, et comme tu le dis, les collectivités décentralisées sont restées entre les mains des partis nationaux. Pour l'ardent décentralisateur que je fus, le bilan est amer : pas le moindre intérêt populaire pour les assemblées régionales, une reproduction à l'identique de l'immobilier étatique et de la dépense somptuaire (c'est Versailles à Limoges), une pratique éhontée de la corruption au regard de laquelle les

■ (6) Front de Libération de la Bretagne créé en 1964 et Armée révolutionnaire bretonne, organisations clandestines ayant perpétré de nombreux attentats, dissoutes par le gouvernement en 1974.

■ (7) Union démocratique bretonne, parti fédéraliste de gauche créé en 1964.

malversations des apparatchiks parisiens sont des enfantillages, un goût immodéré, dans de trop nombreux cas, pour l'endettement et la ponction fiscale. Nous sommes floués. Mais les bons politiques que nous sommes, citoyen Galfo, savent que les déceptions sont faites pour être surmontées. Le problème entre toi et moi c'est que, expérience faite, nos conclusions sont diamétralement opposées.

Pour moi, la France reste la France : selon diverses modalités, elle conçoit le pouvoir national comme une monarchie républicaine, et le pouvoir local sous la forme d'une municipalité administrant une commune. Cela n'exclut pas les sentiments d'appartenance régionale, et même départementale (la Corrèze en fait foi) mais le modèle de la nation composée de communes décentralisées et gouvernée par un État unitaire a une existence symbolique forte et se trouve régulièrement plébiscité, car ce sont bien les élections présidentielle, législatives et municipales qui bénéficient des meilleurs taux de participation.

Mais toi, citoyen Galfo, tu estimes que les déconvenues de la décentralisation prouvent la nécessité de pousser l'expérience jusqu'au bout en transformant la France en une fédération de régions, elle-même intégrée dans une fédération européenne. Le projet paraît nouveau, équilibré et rationnel. Il est à mes yeux daté, inégalitaire et dément.

Ton modèle est daté. C'est celui d'une monarchie médiévale revisitée par Maurras, celui du « *roi fédérateur des républiques françaises* » glorifié par un théoricien qui était paradoxalement plus proche de Louis XIV que de Saint Louis. Mais les ensembles fédératifs ne se tiennent jamais en position d'équilibre : ou bien le pouvoir fédéral reste faible et l'ensemble se disloque, ou bien il se renforce et vise à une cohésion qui fait bon marché des libertés provinciales, corporatives et locales. Tu sais mieux que moi comment les rois de France ont renforcé leur pouvoir, organisé l'État et fondé la nation française, en reprenant à l'Église et aux potentats locaux les droits qu'ils s'étaient attribués. Ce qui ne se fit pas sans fortes contraintes et regrettables solutions de force. Mais les fédérations chères à ton cœur se sont fondées dans la violence et résultent de divers systèmes de contraintes : les États-Unis sont issus d'une guerre d'indépendance et cette fédération s'est maintenue par la guerre civile ; la structure fédérale de l'Allemagne lui a été imposée après-guerre, et le pays n'est pas libre d'organiser comme il l'entend sa défense puisque l'arme nucléaire lui reste interdite.

Violence et contrainte, ou dilution : c'est cette même alternative qui rend impossible le fédéralisme européen : plus une organisation territoriale est

DÉBATS ET CONTROVERSES

vaste, plus son système central doit être puissant, sinon cette organisation éclate. Cela signifie qu'une fédération européenne solide et cohérente se constituera et se maintiendra par la guerre, sinon elle ne verra pas le jour. Telle est bien l'impasse de ce qu'on appelle aujourd'hui la construction européenne, qui est logiquement et structurellement vouée à l'échec.

Ton modèle est foncièrement inégalitaire. Il est inutile de se perdre dans des comparaisons entre les régions européennes, qui ne sont pas comparables puisque certaines sont inscrites dans des nations millénaires, d'autres dans de jeunes nations (l'Italie) ou dans des nations en voie de constitution (l'Allemagne). Le modèle fédéral, à supposer qu'il puisse exister, ressemble étrangement aux classiques empires européens, mais sans la symbolique impériale et sans le fondement religieux, ce qui le réduit à très peu. Or c'est bien la forme impériale qui a permis le maximum de contraintes sur les personnes, soit directement par l'oppression militaire, soit indirectement par les libertés que le pouvoir impérial abandonna aux bourgeoisies urbaines et à la grande noblesse terrienne. Conséquences : la dureté de la lutte des classes dans les villes, le retour au servage dans les campagnes. Transposons cette logique dans notre modernité, camarade Galfo : le fédéralisme gentil dont tu rêves laissera le champ libre aux puissances financières, aux multinationales, aux mille et une formes de la dérégulation sociale dont l'Europe des quinze, qui profite actuellement de la démission des États, nous offre un avant-goût. Un pouvoir faible n'est pas capable de faire prévaloir la justice : il sera par conséquent incapable d'empêcher les entreprises capitalistes d'engendrer l'inégalité, et les pouvoirs régionaux de sacrifier notre liberté à leurs visées absolutistes.

Absolutistes, les pouvoirs régionaux ? Tu vas dire que j'exagère, cher jeune-Breton. Hélas, le pouvoir politique ne ressemble jamais à une assemblée de bardes carburant au *chouchen*. La tragédie de la politique, c'est que les idées, les cultures, les pouvoirs s'absolument lorsqu'ils ne trouvent pas leurs limites dans la dialectique, dans la diversité, dans le jeu des médiations. Les pouvoirs régionaux, s'ils sont libres de s'affirmer pleinement, n'échappent pas à cette menace. Bien au contraire. Une nation est toujours riche de diversités (culturelles, religieuses...) et recèle de nombreux pouvoirs qui s'équilibrent, se composent ou s'affrontent selon des habitudes, des traditions et des rituels qui s'inscrivent dans une longue histoire. Et cette conscience historique nationale donne la distance, la patience et l'ironie qui évitent la radicalisation des conflits et la haine entre citoyens - sauf quand les médiateurs (politiques, religieux, sociaux) ne remplissent plus leur office. Une région qui se constitue en État (car elle

reproduit toujours le modèle étatique) acquiert son autonomie au nom du divers (le droit à la différence) et découvre avec horreur que le divers est en elle : la Croatie « contient » des Serbes et des Musulmans, la Corse est habitée par des « continentaux », des Pieds-Noirs, des Juifs, des Arabes, la Bretagne compte parmi ses habitants des protestants, des musulmans, des francs-maçons, des Normands et sans doute quelques Berrichons... Comme chacun réclame ou risque de réclamer à son tour le droit à la différence, comme il n'y a plus de régulateur extérieur, et pas la moindre expérience historique de la coexistence entre les groupes au sein d'une collectivité indépendante, il est tentant de nier les droits, puis l'existence même de cet autre qui est là. Telle est bien la pente terrifiante sur laquelle tu t'engages lorsque tu écris que « *pour avoir une bonne organisation des élites régionales, il faut une bonne cohésion interne et que la région soit homogène socialement, culturellement et ethniquement* ».

Cette nécessité est logique, mais cette logique est démente. D'abord parce que nies toute forme d'altérité, même sociale, sans nous dire comment on parvient à cette homogénéité : exclusion des « éléments bourgeois » ? Collectivisation des terres ? Expulsion des travailleurs immigrés ? On se perd en supputations. Ensuite parce que l'homogénéité culturelle implique une rupture avec la culture nationale qui a cet avantage d'être en relation avec l'universel : la régionalisation de la culture entraîne et entraînera toujours son appauvrissement. Quant à l'homogénéité ethnique, elle est intolérable dans son principe, et introuvable dans la réalité. L'ethnisme est une invention moderne, une reconstitution mythique et mystifiante de l'identité, une obsession criminogène : il engendre inéluctablement des pratiques d'exclusion, d'épuration, de nettoyage d'autant plus radicales et absurdes que la pureté ethnique n'existe pas, mais seulement une endogamie qui produit, dans les groupes isolés, des générations d'imbéciles. Point n'est besoin de citer la Croatie et la Serbie : nous avons sous les yeux la démente corse, celle d'un nationalisme qui a revendiqué l'expulsion des Français et qui s'achève dans l'insulte antisémite, tandis que les diverses bandes terroristes se disputent les parcelles rentables de l'île. Ai-je vraiment besoin d'insister ? Ce sont les nationalistes corses et basques qui ont démontré par leurs actes la folie des pouvoirs régionaux « homogénéisés ». Et la terreur dans laquelle ils s'enferment est l'aveu de leur échec.

Tu n'entreras pas dans cette démente, citoyen Galfo, puisque tu évoques toi-même, à la fin de ton article, le « douloureux exemple » yougoslave, les ravages de l'impérialisme américain et les risques de guerre civile qui résulteraient du « non contrôle » du « problème des nationalités ». Mais

DÉBATS ET CONTROVERSES

l'Europe que tu souhaites exacerbe les pulsions identitaires sans être capable d'exercer le moindre contrôle : à continuer sur cette voie, nous verrons se généraliser la double violence du libéralisme sauvage et de l'hystérie particulariste dont la Ligue du Nord donne, en Italie, un inquiétant exemple.

Il faut donc réaffirmer le rôle irremplaçable des nations, et renforcer les médiations politiques, sans pour autant renoncer à l'Europe qui n'existe que par ses nations. Autrement dit, le « dépassement » des nations dans la supranationalité provoquerait la destruction de l'Europe.

Vive la nation, citoyen Galfo. Elle garantit la liberté. Elle donne chance à l'égalité. Elle fait espérer la fraternité et nous la fait parfois éprouver. Dimanche de Bouvines, matins de Reims, soir de Valmy, et cette descente des Champs-Élysées dans Paris libéré. Sans oublier, cher Ludovic, la fête de la Fédération autour de Louis XVI, un quatorze juillet.

Bertrand RENOUVIN

Montherlant, Mauriac, Pessoa
et quelques autres...

Contre un roman moral

*« Je ne sais...
mais je sens cette chose se faire en moi,
et j'en suis crucifié »*
(Catulle, LXXXV)

Jugements biaisés sur le roman

L'acte d'écrire, semblable à celui d'aimer sous maints aspects, est bien complexe et délicat. Il se fonde sur des aspirations personnelles pour se finaliser au contact d'autrui. Et si Henry de Montherlant trouva opportun de citer Catulle en introduction du *Démon du bien*, ce fut probablement pour faire profiter le lecteur d'une pensée dérangeante : cette idée qu'en amour comme en littérature, la passion prend parfois le pas sur l'acte conscient. Dès lors, dans cette confusion de l'esprit, reste-t-il encore une place pour la morale ?

Le 29 avril 1937, Henry de Montherlant accorde un entretien à Jean Fayard (1). Il y est question du mariage et des liens existants entre l'auteur et Costals (2). Montherlant défend l'autonomie de pensée de son personnage, susceptible d'aller parfois à l'encontre des vues du créateur. Mais d'ajouter : « *D'une façon générale, le public prête toujours aux romanciers les idées que ceux-ci prêtent à leurs personnages* », or s'il est déjà délicat de juger un héros de roman, cela l'est encore plus s'agissant de l'auteur, perdu dans les affres d'une création dont il ne maîtrise pas lui-même tous les ressorts.

■ (1) Pour le journal *Candida*, au sujet du livre *Le démon du bien*. Article rapporté dans l'édition Grasset, 1937, du roman.

■ (2) Personnage central du roman.

CONTRE UN ROMAN MORAL

Pour Montherlant, le roman n'est que partiellement une part de lui-même ; le lecteur voudrait toujours y voir la plus mauvaise. Mais de toute façon, quand bien même ce serait le cas, l'écrivain n'a pas le devoir de décrire des saints peuplant des romans moralistes. Et puis Montherlant est clair : « *Le public n'a pas le temps de chercher le sens voilé d'un roman qu'il lit* ».

Pour l'auteur des *Jeunes filles*, la question de la morale est vaine. Il faut surtout vivre... dans la vie, on ne se soucie pas toujours du caractère éventuellement immoral des gestes que l'on fait. Il doit en être de même du personnage, contre la pérennité de l'écrit qui permet l'étude de ses actes. L'analyse, c'est la détérioration inévitable.

L'existence est un flot d'actions plus ou moins morales dont la littérature ne saurait être plus qu'une esquisse parcimonieuse, et Montherlant de conclure sur les mots de Baudelaire : « *Le monde ne marche que par le malentendu. C'est par le malentendu que tout le monde s'accorde. Car si par malheur on se comprenait, on ne pourrait jamais s'accorder* ».

La question n'est plus de savoir si le roman se doit d'être moral : Y a-t-il seulement un temple objectif de ce qu'il convient d'écrire ? L'auteur qui aspirerait à bâtir une oeuvre sur cette question se vouerait, à n'en pas douter, à servir de coupable au prochain procès du nihilisme. Plus prosaïquement, le fait est que partout, la littérature se confond avec l'histoire, la politique ou la religion... servant parfois le thé aux idéologues. Il est alors dangereux d'attribuer à l'auteur ce qu'il fait dire à ses personnages.

Morale à la carte

« *Si l'on veut comprendre ce qu'est le personnage de roman, quel est son rôle et sa fonction dans la littérature mais aussi dans notre vie, il faut éviter d'en faire l'enjeu d'un débat académique, théorique ou idéologique : c'est à l'expérience du lecteur qu'il faut d'abord se référer* » (3). Danièle Sallenave l'annonce, François Mauriac le défend. Le personnage est autonome, il vit un parcours que l'auteur sent lui échapper lorsque ses proches, ses amis se sentent blessés par une Thérèse Desqueyroux, sans son consentement d'écrivain. Comment leur expliquer que le roman vous a échappé, qu'il se déroule sans vous... parfois contre vous ? questionne Mauriac. Pour lui, le mécanisme s'explique clairement. D'une part, l'imagination de l'auteur dépasse souvent son écriture apparente, assujettie aux influences mêlées de l'inconscient, présent et passé. D'autre part, le

■ (3) François Mauriac, *Le romancier et ses personnages*, Presses-Pocket, 1990. Citation tirée de la préface de Danièle Sallenave.

lecteur est seul maître de son regard sur le livre et la morale qui en découle relève d'un lien très personnel à ce que l'on veut bien comprendre d'une histoire.

Mission pour un roman

La morale est caduque, la morale relève du lecteur ? Alvaro de Campos tranche : le roman n'existe que dans l'immoralité.

Sous cette plume apocryphe (4), le poète portugais Fernando Pessoa déclare : « *Il n'est pas de beauté, pas plus que de morale, pas plus que de formules, sinon pour définir des composés. Dans la tragédie physico-chimique qu'on appelle la vie, ces choses-là sont comme des flammes - simplement des signes de combustion* » (5).

Dans ce même texte, le poète mentionne un livre de Botto. Il le dit superbe parce que parfaitement immoral et dénué de doutes. Pour Pessoa, il ne faudrait jamais demander à un auteur de se justifier, et accepter l'idée fausse, mais inattaquable, que le roman est un cadre informel sans rapport d'aucune sorte avec la vie réelle. Le roman n'est qu'un fruit imaginaire, sa morale aussi. L'extrémisme de Botto consiste à ne laisser aucune prise au lecteur ; Pessoa commente : « *Botto tend avec une tenace énergie vers tout ce qui est immoral ; et l'harmonie consiste en ce qu'il ne tend à rien d'autre* ».

Alvaro de Campos prend alors plaisir à railler Oscar Wilde, obsédé selon lui par le besoin de se justifier. Baudelaire aussi, cet auteur d'une thèse morale de l'immoralité poussé par le désir irrépressible de bien faire le mal.

Pessoa rêve d'écrivains dont l'oeuvre soit la plus immorale possible, de fait, la plus intègre à ses yeux. Celle que ne justifie aucun but, un roman qui soit l'histoire d'un homme vivant, puis mort. Un texte sans conclusion, semblable aux nouvelles d'Hemingway ou de Malaparte, qui se contente de regarder le lecteur en lui disant ; il s'est passé ceci, un jour, il n'y a rien à en dire d'autre.

La vie est souvent ce flot sans finalité. Et puis, ponctuellement, le choc devient réel. La création se laisse embarquer par une réalité qui la contraint : c'est le plus souvent un régime censeur. Les luttes les plus âpres se déroulent alors, dans des pays imaginaires, contre des adversaires insaisissables. En pareil cas, la finesse de l'auteur consiste en un tour de passe-passe : briser la morale en jetant le trouble. Au cinéma, ce sont « *Z* », « *I comme Icare* », les dénonciations de Costa-Gavras sur fond d'une géographie improbable.

■ (4) Fernando Pessoa écrivit son oeuvre sous différents noms, dont celui d'Alvaro de Campos. On lui connaît aussi les identités de Caeiro et Ricardo Reis.

■ (5) *Oeuvres complètes* de Fernando Pessoa, (volume 3) *Poésies et proses de Alvaro de Campos*, Editions de la Différence, Paris, 1989.

Newcastle-on-Tyne, 17 octobre 1922.

CONTRE UN ROMAN MORAL

Tous ont compris ce que l'auteur attend du monde, mais personne ne pourra objectivement l'impliquer dans la réalité.

D'aucuns diront que c'est là l'hypocrisie des penseurs imaginatifs. Ce n'est que leur privilège incertain. L'auteur se permet tout et en retour, on se permet de ne pas tenir compte de son regard.

La politique se fonde sur la morale, la religion à fortiori, la société se l'impose comme un mal nécessaire... l'écrivain a le droit de n'en rien faire. Pour Fernando Pessoa, sa manière d'être est définitivement révolutionnaire. C'est *La pharissienne* de François Mauriac, tour à tour détestable de bigoterie et admirable d'abnégation dans la foi. C'est l'Ignatius Reilly de John Kennedy Toole, adipeux, sale, intolérant, forcément intolérant parce qu'exclu d'une société qui le juge non canonique par nature. L'écrivain n'est d'aucun camp, il peut toujours retourner sa veste à la dernière page, à la dernière ligne : et puis conclure que la vérité est truffée d'erreurs.

L'auteur n'a pas d'obligation de résultat, cela l'éloigne grandement du politique. Chaque livre ne déroule qu'un pan du monde, dans toute sa complexité, plein de contradictions et d'une pointe de non-sens. Quelle place pour la morale dans tout cela ?

Faut-il alors écrire contre la morale ? Concernant Baudelaire, on sait que Pessoa le croit dupe de son système. Plus généralement, « *ce serait abominable, car ce serait peut-être une façon (inverse) d'être logique. Qui sait ?* », nous dit Alvaro de Campos.

Enfin, quel intérêt y a-t-il à s'interroger sur la valeur d'une morale dans la littérature, dans l'art plus largement ? Un intérêt majeur sans doute, car la liberté d'un écrivain est toute entière dans son droit d'imaginer le monde. Quand les débats s'épuisent en arguments de mauvaise foi, que la pensée s'auto-proclame par intérêt, seul l'écrivain, avec son air de ne pas y toucher, ne s'adressant ni au bon sens, ni au pragmatisme des uns ou des autres se diffuse en conscience. L'étincelle de la réunification... il y a encore à apprendre. Parfois, on l'exécute, c'est un triomphe pour la morale.

Les luttes improbables

Mais en période improbable, quand les temps sont à la rupture de tous les consensus, que la pensée ne laisse plus aucune place à l'abstention, peut-on encore faire acte d'écrire en dehors de toute considération morale ? Voilà qui repose la question première... car enfin, Fernando Pessoa mène des

raisonnements atemporels, et cette étincelle réunificatrice, ce génie visionnaire ne valent que tant qu'ils ont droit de cité.

Quand Montherlant parle d'indépendance du personnage, c'est en 1937. Mais en 1940, l'auteur des *Jeunes filles* craindra quelque chose. Oubliant sa prose assurée, il percevra soudain le danger qu'il peut y avoir à assumer son génie devant des tribunaux moralistes. Montherlant ira passer l'hiver à Nice, en zone libre. L'écrivain qui prônait la non-capitulation de la pensée devant la morale, ou quelque autre pression que ce fût, prit bien le chemin de l'esquive. Lorsqu'il revint à Paris, ce fut sous une étoile ambiguë.

Une esquive de l'homme plus que de l'écrivain, ce fut cela qu'on ne pardonna pas à Montherlant, que l'homme ne fût pas à la hauteur de sa plume. Dans son *Journal des années noires*, à la page du 30 Novembre 1940, Jean Guéhenno écrivit à propos du grand écrivain déchu : « *quand donc me résignerai-je à comprendre qu'un très grand artiste peut n'être pas d'un très grand caractère ?* », et de poursuivre : « *Pourquoi écrire encore ? il n'est plus guère possible de douter du ridicule qu'il y a à exercer un métier si personnel* ». Là était donnée une esquisse d'excuse pour Montherlant. La guerre avait tué la littérature.

Mais la naïveté paraît grande de la part de Jean Guéhenno, à mêler l'homme et l'auteur, à croire qu'une plume forge celui qui la tient jusqu'à le révéler à sa mission vertueuse. Posons ici à sa décharge qu'il est de tradition française de croire au mythe de l'écrivain héroïque : « *le prestige de l'écrivain était un fait tout français, je crois. En aucun autre endroit du monde, l'écrivain n'était entouré par son peuple de tant de révérence...* » nous dit Guéhenno, à la date du 31 octobre 1941, de son journal. Il est tout entier compris dans cette France qui n'en finit plus de s'éblouir aux feux du siècle des Lumières.

Les plumes aveugles

L'écrivain ? Héroïque ? Il ne peut pas. L'héroïsme est incompatible avec la vie ascétique et sans concessions que suppose l'égoïsme sans failles d'où semble jaillir le génie de notre littérature. Les grands écrivains français sont bougons, excentriques, insupportables... Il faudra une guerre pour révéler combien l'écrivain n'est pas tout à fait un homme. Et lorsque Claude Simon réduit ses devoirs à la seule mission d'« *écrire et faire la meilleure littérature possible* », il fait preuve d'une plus grande austérité que Jean Guéhenno, mais est sans doute plus proche de la réalité. Michel Déon enfonce un peu plus le clou en prônant que « *la seule véritable attitude d'un*

CONTRE UN ROMAN MORAL

écrivain doit être un égoïsme fondamental. Tout le reste est dispersion » (6).

La vie est une chose, la littérature en est une autre. L'écrivain est un voyageur ambigu entre deux mondes qui ne se croisent que rarement, et dans le cadre intime d'un livre entre deux mains jointes ; c'est une illumination.

Le livre aborde le monde comme il veut, comme il le peut : qu'importe le reste... semblèrent nous dire les écrivains que la guerre laissa sans marque. « *La profession d'écrivain est l'une des seules, et même peut-être la seule à n'exiger aucune qualité d'ordre moral. Aucune tare ne constitue un handicap. Bien au contraire, tout défaut, tout vice, peut servir de source d'inspiration » (7).*

Soit ! Mais cette liberté impose aussi quelques devoirs essentiels à l'écrivain. Dès lors qu'il prend parti pour une cause, il ne jouit plus de son statut protégé. Il descend dans l'arène et se fait homme. Le nazisme de Fabre-Luce ne saurait constituer un vice vertueux, pas plus que les manigances malchanceuses de Pierre Drieu la Rochelle auprès d'Otto Abetz.

Les intellectuels engagés

Dans son *discours de Stockholm* (8), Alexandre Soljenitsyne revendique, au nom de l'artiste, « *le droit d'exprimer son expérience et sa vie intérieure, sans se soucier de ce qui se passe dans le monde extérieur [...] partons du principe que l'artiste ne doit rien à personne ».*

Le prix Nobel parle ici de l'artiste, de celui qui fait acte d'oeuvrer pour l'art. L'intellectuel, celui qui met sa plume au service de la cause n'est pas concerné. Ainsi, lorsque Louis-Ferdinand Céline écrit son *Voyage au bout de la nuit*, il fait acte d'écrire, et n'est par conséquent tenu à aucune morale, mais quand il rédige des pamphlets antisémites, il fait acte d'engagement intellectuel. Il devient personnellement responsable, tel qu'en lui-même.

L'écrivain ne saurait être l'alibi de l'intellectuel ; l'intellectuel ne saurait commander à l'écrivain sans le tuer.

A quatorze ans de distance, Albert Camus, invité à Stockholm, avait précédé le Nobel russe sur la question de l'engagement de l'écrivain, par son *discours de Suède* (9), du 14 décembre 1957. L'écrivain algérois avait alors expliqué que, bien qu'elle lui fût vitale, la littérature ne saurait se substituer jamais au monde réel. Camus revendiquait son indépendance de romancier, mais reconnaissait aussi ses devoirs d'homme engagé : « *la liberté ne vaut pas cher quand elle n'a d'autre sens que d'assurer le confort de l'artiste ».*

■ (6) Pierre Hebey, *La N.R.F. des années sombres, 1940-1941*, Gallimard, N.R.F., 1992.

■ (7) *Ibid* 6, page 591.

■ (8) Prix Nobel de littérature en 1970, Alexandre Soljenitsyne ne put se rendre à Stockholm.

Alexandre Soljenitsyne, *Les droits de l'écrivain* suivi de *Discours de Stockholm*, Le Seuil, 1972.

■ (9) Gallimard, (1958), 1991.

Selon la vision camusienne de l'artiste engagé, en temps de paix, l'immoralité du roman et l'engagement intellectuel peuvent être menés de front, parfaitement dissociés. La particularité des périodes troubles est précisément l'effondrement de ces barrières indispensables à la survie de l'art. L'homme rejoint l'écrivain ; la guerre dans le monde met la guerre dans la littérature. « *Maintenant, chacun vit dans un monde où tout geste, toute parole, tout mot écrit entraîne des suites inéluctables* », rapporte Emmanuel Mounier en mars 1941.

Quand chaque poème, chaque roman, chaque phrase est politique, ou le devient sous l'oeil de la censure, de l'occupant... qu'écrire ? Peut-on seulement encore écrire. Ce n'est pas en démocratie que se mesure la capacité d'indépendance des esprits, mais bien sous un joug. Là s'affirment les volontés ou s'abaissent les fronts. En juin 1940, Julien Benda parle du courage des intellectuels, lui qui sera insulté par ses anciens frères de lettres, jusque dans les colonnes de la *Nouvelle Revue Française*. Le courage : « *j'appelle de ce nom le mouvement par lequel l'homme accepte d'affronter la mort* ».

Pour Benda, l'écrivain cesse d'être au profit de l'intellectuel, dès lors que la dictature est instaurée. Chaque roman devient un acte d'adhésion ou de refus politique. Dès juin 1940, « *la vie n'était pas neutre, elle ne pouvait pas l'être* » (10).

Le choix du silence

Le silence put apparaître comme la seule réaction possible. Ne plus écrire, ne plus commettre d'oeuvres. Laisser passer la tourmente dont l'histoire nous enseigne qu'elle sera par essence amenée à périr. Malheureusement pour ceux qui voulurent trouver là leur quiétude, André Gide ou Paul Léautaud, c'est Henry de Montherlant qui avait raison en pressentant dès le mois de juin 1940 que les silences pèseraient autant que les mots.

La fuite était impossible. Le grand écrivain, pour sa part, choisit la politesse ; lâche pour certains, complice pour d'autres... Montherlant fut véritablement mis en impasse par la guerre. L'occupation vint contrarier son oeuvre. Ses manuscrits à l'abri, dans une banque de Londres, il les y avait apportés lui-même, Montherlant repoussa sa tâche essentielle au lendemain de la guerre... mais quand même. Toute la question de la morale du roman, des devoirs de l'écrivain, le hantait. Déjà avant... Autant dire que dès le mois de juin 1940, elle l'obséda : « *Je me résume en une phrase : rester seul,*

■ (10) *Ibid* 6, page 63.

CONTRE UN ROMAN MORAL

délibérément, dans une société où chaque jour davantage votre intérêt évident est de vous agréer, c'est cette forme d'héroïsme que je vous confie ici à saluer » (11).

Montherlant se définit exactement selon l'idéal atemporel du grand écrivain français. Le cas est complexe, en d'autres temps, cette revendication du droit à l'égoïsme eût été dans la logique admise d'un grand esprit des lettres ; en 1940, elle résonna comme une démission. Et c'est bien d'une démission qu'il s'agissait, car au fond, Montherlant voulut ignorer ce qui arrivait, l'ignorer de toutes ses forces. Il refusait d'être la victime des uns ou des autres. En 1934, en Sorbonne, il avait prôné le devoir patriotique des écrivains, avait affirmé sa fidélité profonde à la France. Mais il y avait eu Munich, la fuite des gouvernants ; Montherlant avait une logique... Finalement, il écrirait, et pas toujours dans la bonne presse.

Pendant ce temps, Drieu La Rochelle, nouveau maître à bord de la N.R.F., faisait valoir un argument destiné à lui attirer des plumes renommées : « *S'abstenir, c'est laisser le mal croître* ». Voilà qui n'était pas faux, bien que cela prit un ton de mauvaise foi dans la bouche de Drieu. A Stockholm, Albert Camus le dirait autrement : « *L'abstention elle-même est considérée comme un choix puni ou loué comme tel, l'artiste qu'il le veuille ou non étant embarqué* ».

La guerre venue, la morale et la contre-morale se glissaient partout, entre tous les mots, toutes les lignes de tous les romans, tous les poèmes, toutes les lettres d'amour... le roman était mort pour un temps ; seul Stefan Zweig semblait comprendre, qui se suicida en 1942. Il ne serait jamais transformé en pamphlétaire. Georges Bernanos estima que Zweig avait manqué à son devoir.

L'écrivain paisible

Seul François Mauriac, l'écrivain paisible, suivit la voie de la littérature. Semblable aux femmes déterminées, jusqu'à la mort, à ne jamais faiblir devant un mari idiot, semblable à Thérèse Desqueyroux dans sa solitude, semblable à Brigitte Pian, entre l'amour des hommes et la profonde conscience de la valeur de soi, fidèle à son image de grand écrivain catholique, François Mauriac entendrait s'épargner la réalité, se réfugiant dans « *l'épure du silence* ».

Le climat de guerre verra s'affirmer ce que Julien Benda appellera les réguliers et les séculiers des lettres (12) ; les amoureux silencieux et les

■ (11) Henry de Montherlant, *Vingt lignes sur l'héroïsme in Le Solstice de juin*, Gallimard, 1943.

■ (12) Julien Benda, *La Jeunesse d'un clerc* suivi d'*Un Régulier dans le siècle*, et d'*Exercice d'un enterré vif*, Gallimard, 1968.

engagés. Apparemment opposés, en réalité mêlés dans un monde des lettres plus intrigant que jamais ; « *Non, décidément, il n'était pas facile de juger moralement, justement, certains écrivains de la collaboration* » confiera René Etiemble dans son *Hygiène des lettres* (13). Chacun écrivait, puis n'écrivait plus, s'exilait puis revenait.

Mais François Mauriac, l'écrivain paisible, suivait sa voie. Il écrivit un de ses plus beaux romans. Peut-être le plus abouti. *La pharisienne* répandait encore un parfum de grande littérature sur le bournier devenu de la république des lettres françaises. En juin 1941, l'écrivain catholique est sans appel : « *L'entrée dans la politique a toujours signifié le renoncement aux lettres* ». Ni réguliers, ni séculiers, toutes les morales réfléchies sont des entraves. Dès lors qu'il se confie à un clan, un parti, une coterie, l'écrivain n'est plus qu'un intellectuel. En temps de guerre, sa mission est juste de défendre l'ineffable, voilà qui est sa tâche difficile.

■ (13) René Etiemble, *Hygiène des lettres* Tome I, *Premières Notions*, 1952, Tome II, *Littérature dégagée*, 1955, Gallimard.

Pour le reste, il n'est qu'un idéal romanesque ; la griserie de la plume libre. Et dans la France des années noires, François Mauriac retrouvait Fernando Pessoa, perçant la solitude des cabinets d'écriture pour voler au-dessus des rigidités humaines, là où naissent les grands hommes.

Alexandre RENAUD

Trésors cachés...

Nous attirons spécialement l'attention de nos nouveaux lecteurs sur certains dossiers ou articles parus dans d'anciens numéros de *Cité* encore disponibles.

Numéro 4 - Dossier René Girard.

Numéro 6/7 - Entretien avec Jean-Marie Domenach.

Numéro 11 - Entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie sur la nature du pouvoir royal.

Numéro 12 - Entretien avec Marcel Gauchet sur la nature du lien social.

Numéro 13 - Dossier Georges Dumézil.

Numéro 14 - Numéro spécial sur Gabriel Marcel.

Numéro 18 - Dossier sur la crise économique.

Numéro 21 - Dossier « Révolution 1789 ».

Numéro 22 - Dossier Sociologie.

Numéro 23 - Hommage à Maurice Clavel.

Numéro 24 - Dossier Immigration.

Numéro 26 - Dossier Religion et liberté.

Tous ces numéros sont disponibles
au prix de 35 F franco l'exemplaire.

Commandes à *Cité*
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

La violence

La violence fait un usage de la force qui a pour but la contrainte et qui se manifeste comme rupture. On distingue trois volets : Ontologique, Éthique, Politique.

Ontologie et violence :

On peut opposer deux visions de l'Etre. L'une qui fait de l'Etre une réalité ordonnée, soumise à des règles constantes et immuables, et l'autre qui en fait un chaos dans lequel s'affrontent des individualités. « *Les essences existent seules véritablement* » (Platon). Le changement est à la frontière du non Etre. « *Les Idées ne sont pas transcendantes, elles sont immanentes mais l'Etre est sous-tendu par une armature logique* » (Aristote). Ce type de vision de l'Etre exclut la violence du réel. Le monde est un reflet des perfections de Dieu (Christianisme). On peut opposer à cette vision la vision héraclitéenne. Tout étant en constante agitation, il n'y a pas de principes généraux. C'est la discorde qui est au coeur du réel. Il y a la violence dans les choses. Nietzsche reprend cette analyse héraclitéenne de l'Etre. La vérité est, dès lors, terrifiante. La vision de cet Etre polémique est insoutenable car elle conduit à l'illusion. Dans l'analyse de Hegel, la dimension violente et chaotique de l'Etre est associée à un certain ordre par la médiation de l'Histoire.

L'esprit se caractérise par ses capacités de retour sur soi ; c'est-à-dire l'Etre pour soi. A l'opposé, la Nature est en soi, c'est-à-dire étalée dans l'espace sans aucune réflexion. Si l'esprit ne se manifeste pas à l'extérieur, s'il n'est pas reconnu, il risque de se confondre avec la Nature ce qui entraîne une lutte de l'esprit pour nier cette dimension purement subjective et pour nier la Nature qui est pure spatialité ; c'est le travail du négatif sur

lequel l'esprit va tendre à maîtriser la Nature par la technique, l'art, le droit. C'est la dialectique. Le réel est dialectique au sens où il se constitue par des négations violentes. Contrairement à Platon, la dialectique n'est pas une méthode de Connaissance, c'est le mouvement même des choses. Il y a un sens de l'Histoire chez Hegel, mais il ne s'agit pas d'un scénario qui se déroule mécaniquement. Il y a toujours de la violence, de l'incertitude. Dans l'analyse marxiste, la violence est centrale comme le moteur de l'Histoire. La révolution c'est la contradiction entre les nouvelles formes de production et les anciennes superstructures. Le capitalisme exige la liberté de circulation des individus et des capitaux ce qui suppose une structure juridique adéquate, c'est-à-dire individualiste, et une valorisation idéologique du travail, du mérite, de l'épargne, de l'ascension sociale. Il y a une contradiction nécessaire qui se manifeste violemment dans la révolution. L'issue de la révolution est objective (*cf.* Beaumarchais). Georges Sorel, auteur de l'ouvrage intitulé *Réflexion sur la violence*, reprend la théorie de Bergson selon laquelle la réalité tout entière est traversée par un élément vital qui s'oppose à la matière avec plus ou moins de succès, ce qui explique les différentes espèces.

La conscience se caractérise comme une faculté de sensation de s'apercevoir. Or, cela suppose une certaine conservation du passé, et une certaine anticipation de l'avenir, ce qui implique que la conscience n'est pas le propre de l'homme, elle est immanente à tout ce qui vit. Elle s'endort lorsqu'il y a répétition, automatisme, routine. C'est le cas chez les végétaux, les animaux et dans l'attitude chez l'homme. A l'inverse, la conscience se réveille lorsqu'il y a choix, c'est-à-dire lorsque le sentiment d'avoir à créer l'avenir est le plus fort. Le héros, le saint se font violence parce qu'ils sont situés dans des situations limites où ils doivent se dépasser. La conscience est portée à son paroxysme. On trouve chez Bergson un certain élitisme. Sorel reprend à son compte cette idée en considérant que la violence n'est pas condamnable car au coeur même de l'Etre ; elle est la condition de possibilité de la création et du dépassement.

Violence et éthique :

On peut opposer la force et la violence. La force est l'instrument de l'autorité qui réprime, elle vient de l'extérieur alors que la violence est immanente et peut être pensée comme libération. Dans le christianisme, il y a une certaine justification de la violence comme rupture brutale et douloureuse d'un certain ordre. Le christianisme repose sur un sacrifice : exemple d'Abraham qui accepte de sacrifier Isaac. A la différence d'Isaac, le Christ n'est pas épargné car sa mort était nécessaire au Salut. Dans son ouvrage *Mensonge et violence*, Hannah Arendt oppose la violence de la révolte à la violence mécanisée de l'État. La violence de la révolte peut être

assimilé à la fureur de Dieu qui aurait pour but de restaurer un certain ordre juste. La violence fait partie de la structure du rapport à autrui du fait qu'autrui fait de moi un objet. Il est intrusion dans l'univers, il m'identifie à mes apparences : analyse de la honte. Il y a une violence latente dans ce rapport à autrui pour se démarquer de cette aliénation. René Girard dans *La violence et le sacré* nous dit qu'il y a en tout homme le désir d'imiter l'autre qui aboutit au désir des mêmes objets. On passe nécessairement de l'imitation au conflit ; conflit sans fin. La société serait menacée dans son fondement si elle ne trouvait pas le moyen de surmonter ce conflit. Pour satisfaire cette violence latente, on va la transposer sur une victime expiatoire d'où les rites sacrificiels, fondement des religions et de pratiques sociales. Dans les sociétés où la religion perd de son influence, la logique de l'expiation n'est plus réglée par des rites, donc elle fonctionne de façon aveugle. L'opinion publique se trouve elle-même des boucs-émissaires.

Politique et violence :

Le caractère distinctif de l'État est de neutraliser la violence par l'usage d'un pouvoir de coercition (voir Rousseau, chapitre trois du Contrat social). La force dont se sert l'État n'est pas comparable à la force qu'utilise les individus de façon immédiate et violente. Dans le rapport de force, c'est la violence de la répression qui crée la transgression ; s'il n'y a plus de violence, il n'y a plus de pouvoir à transgresser. Dans le rapport de droit, la norme étant essentiellement une représentation, une idée ou une image on peut la transgresser sans conséquence. La sanction relève certes de la violence puisqu'on va contraindre mais, d'une part elle ne crée pas la transgression et d'autre part elle est appliquée *a posteriori* de façon proportionnelle par quelqu'un qui est extérieur. On a affaire ainsi à une violence légitime qui n'est ni démesurée, ni arbitraire, ni subjective. Dans *Histoire et vérité* de Paul Ricoeur, l'État a le monopole de la violence légitime. La légitime défense est un scandale du point de vue de l'État puisque l'individu s'arroge le pouvoir qui est propre à l'État d'user légitimement de la violence dans le cadre de la sanction. En effet, la légitime défense passe *a posteriori* par un jugement de la puissance publique pour vérifier la proportionnalité - et donc la justice - entre la violence de l'attaque et la violence de la riposte. Si l'État était parfaitement juste, cet usage de la violence légitime ne poserait pas de problème.

Dans la pensée grecque, il y a certaines tentatives pour faire coïncider la moralité avec la Cité. Selon Platon, le problème politique premier est un problème d'ordre. Or, pour savoir comment ordonner les choses il faut avoir une connaissance du Bien permettant de penser une hiérarchie des valeurs. Le philosophe qui par définition doit s'élever à la Connaissance la plus haute connaît le mieux l'ordre des choses. Malgré cette identification de la Cité et

du Bien, il y a une certaine distanciation entre ces deux ordres. La Sagesse suppose un effort du sujet qui s'élève du sensible vers l'intelligible. Platon a été le conseiller du tyran de Syracuse et cela a été un échec cuisant d'où déception de Platon. Le Bien moral consiste à devenir humain or l'Homme est un animal doué de raison. La raison est un discours. Le langage peut être ordonné à la communication donc à l'amitié, à la vie politique. Il est ordonné à la Connaissance de la vérité qui est un acte solitaire ouvrant non plus à l'amitié mais à la contemplation. Ce second versant du Logos fait quitter le terrain politique (Aristote : *Éthique à Nicomaque*). Si l'on associe morale et politique cela n'est pas définitif et absolu. Au XVIII^e siècle, Hegel se fait l'écho de cette tentative de la pensée grecque de concevoir l'unité du politique et du moral, de l'État et du Bien. L'État est l'incarnation de l'esprit.

Les normes juridiques supposent une décision fondée sur une réflexion. C'est une opération de l'esprit. Il va conclure que l'État est l'incarnation de l'esprit absolu. A la fin de l'Histoire, l'esprit a pleinement pris conscience de lui-même comme essentiellement libre. Il ne peut plus exister une morale extérieure à l'État. Si l'on considère dans cette logique que l'État est l'incarnation de la morale, la violence exercée par l'État ne pose aucun problème éthique. La violence de l'État pose problème si l'on refuse ce présupposé. Le christianisme distingue le temporel et le spirituel, l'ordre politique et l'ordre moral, la cité des Hommes et la cité de Dieu. La morale est ordonnée à la charité qui triomphe dans la vie éternelle. Pour autant le christianisme ne rejette pas l'ordre politique mais en relativise et en précise la fonction. Le pouvoir politique est une participation du pouvoir souverain de Dieu. Il est ordonné à la gérance du pouvoir temporel.

Le pouvoir politique a simplement un rôle de conservation temporel mais aucun pouvoir salvateur. On est obligé d'obéir au pouvoir politique dans la mesure où il ne va pas directement contre la morale. Dans la violence exercée par l'État, on peut distinguer une violence de conservation et la violence d'exception (guerre, révolution). Le second cas a ceci de particulier qu'il sollicite l'individu non seulement pour aller jusqu'à leur ennemi mais pour aller jusqu'à s'offrir en sacrifice. La logique du christianisme est déposée par celle de l'État car le christianisme met une borne à la violence légitime de l'État par l'interdiction de tuer or, comme le montre Machiavel, l'État peut difficilement se passer de la mort ; mort qui intègre l'individu lui-même. La violence ne serait pas seulement un moyen dont se sert l'État elle serait partie constitutive de l'État (cf. Machiavel : « *la fin justifie les moyens* »). Dans le christianisme, on admet que l'État exerce une violence dans la limite de la violence. Machiavel rompt avec cette logique la violence devient inhérente à l'État et la question de la légitimité est remplacée par celle de l'utilité. L'anarchisme part de ce constat selon lequel il n'y a pas de violence légitime de l'État. On parle de violence institutionnelle c'est-à-dire

qu'il y a légitimation de l'action violente. Stirner développe une critique de l'État plus radicale que celle que développe Proudhon seize ans après. Dans le cadre de la pensée politique classique l'État apparaît comme une institution qui représente une communauté. Il y a une unité opérée par l'institution. L'État fait abstraction des différences individuelles et géographiques (principe de la continuité territoriale 1849). L'individu n'est pas considéré en lui-même mais comme un élément du tout. Cette abolition des différences est inhérente à l'État. Ce présupposé renvoie à des notions métaphysiques d'après lesquelles on donne une existence effective à l'homme (*cf.* Déclaration de 1789). L'État est une société d'hommes ; c'est le monde au sens de cosmos c'est-à-dire totalité fermée. C'est une structure artificielle qui fait exister une égalisation artificielle. Dans la conception révolutionnaire de l'État, l'égalisation est ordonnée à la liberté or, Stirner montre que le présupposé égalisateur est la mort de la liberté parce qu'il subordonne l'individu à une totalité qui le dépasse. L'idéologie révolutionnaire reprend la même logique avec la notion de peuple.

De façon générale, le peuple c'est l'ensemble des individus qui forment un corps. Deux versants : d'une part ce corps peut être constitué de façon involontaire à travers le temps par une langue, une religion.... D'autre part le peuple peut être constitué par une décision volontaire. L'appartenance à un peuple dépend d'une volonté des individus concernés. La notion de souveraineté populaire fait du peuple un « moi collectif » c'est-à-dire que l'individu n'a pas de réalité autonome. Il n'est qu'un élément du « moi collectif ». Il ne peut pas exister de distance entre la volonté de l'individu et celle du peuple. C'est la logique d'aliénation effaçant la singularité de l'individu. Stirner refuse toutes catégories, toutes idées d'ensemble qui unifieraient les individus sous un titre commun. Le seul système pensable est celui qui restitue à chacun la responsabilité de lui-même (c'est le nominalisme : l'universel n'existe pas et c'est le nom qui crée des catégories).

Proudhon écarte toute référence à une instance transcendante (Dieu, État...). Seulement il n'affirme pas un individualisme comme Stirner parce que sa définition de la justice et du droit est déduite de la notion de personne. Il y a un fondement kantien. Kant constate qu'il y a deux façons d'employer le verbe devoir : je dois faire ceci pour cela et d'autre part je dois faire ceci. Dans le premier cas l'exigence est purement technique c'est-à-dire subordonnée à l'obtention d'un but. Le devoir peut se formuler dans une proposition d'implication ce qui implique des impératifs hypothétiques (si, alors). A l'opposé, le devoir moral n'est pas subordonné à l'hypothèse. Il n'est pensable que dans le cadre d'un comportement désintéressé. Les impératifs hypothétiques sont relatifs par nature. A l'inverse, l'impératif catégorique est absolu car il ne dépend de rien donc il

est universel. Le respect de la personne peut faire l'objet d'un commandement absolu car, étant doué de raison la personne peut se donner des buts et donc on ne peut pas la considérer comme un moyen. On ne peut instrumentaliser autrui d'où la notion de respect. C'est un sentiment moral qui consiste à laisser être. La justice consiste à respecter autrui. Le droit est l'ensemble des rapports qui permet à la justice d'exister. Justice et droit ne sont pas essentiellement liées à la notion de l'État ; elles lui sont antérieures. L'État comme autorité centralisée disparaît. Proudhon critique la démocratie car elle est une illusion du pouvoir. Le système de la représentation parlementaire conduit à la mise en place d'un système de domination de la majorité par la minorité. Selon Sorel, la démocratie neutralise la volonté du peuple en lui faisant croire qu'elle a un pouvoir réel. La représentation peut fonctionner si elle est ponctuelle. C'est la ruine de l'État comme entité constante dotée d'un pouvoir général. Il y a atomisation du pouvoir. Le mandat général produit une structure extérieure à la société qui est à la fois autonome, transcendante et parasite (critique que l'on retrouve chez Maurras).

Plus qu'une disparition ou une valorisation dont on mesure le danger, les sociétés contemporaines tendent à rechercher un mode spécifique d'acceptation de la violence tout en rejetant son existence et imputant sa montée croissante au développement de la société de consommation ou, plus exactement à un moyen de communication que nous connaissons tous et qui se trouve être la télévision. Ne faut-il pas plutôt remettre en cause le comportement humain qui, à travers le monde, nous montre à quel point l'individu que l'on dit doué de raison fait preuve d'une cruauté toujours plus poussée. La société de consommation n'est pas à ce point responsable du comportement et des choix de chacun de nous.

David SAINT-AIMÉ

PHILIPPE DELORME
& LUC DE GOUSTINE

CLOVIS 496-1996

Enquête sur le XV^{ème} centenaire



REGNIER

Prix 110 F franco

Commandes accompagnées de leur règlement à
Cité, 17, rue des Patits-Champs, 75001 Paris